Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 26 DÉCEMBRE 1925

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26TH DECEMBER, 1925

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are stricly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

cation, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 5033

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of $7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls. A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 5034

Proclamation

Canada,
Province de Québec. N. PERODEAU.
[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec—Salut.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce CINQUIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-cinq, et de Notre Règne le seizième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne
en chancellerie à Québec,
5155—46-8 L.-P. GEOFFRION.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. N. PERODEAU.
[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Well-Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the SEVENTH day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Trusty and Well-Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this FIFTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-five and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.
5156—46-8

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1925 et présentés avant le 28 janvier 1926, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 janvier 1926, et reçues avant le 22 janvier 1926, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 11 février 1926.

Québec, ce 5 novembre 1925.

Le greffier,

5157—46-8 L.-P. GEOFFRION.

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1925, and introduced before the 28th January 1926; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th January, 1926, and received before the 22nd January, 1926; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 11th February, 1926.

Quebec, 5th November, 1925.

L. P. GEOFFRION,

5158—46-8 Clerk.

Lettres patentes

"Astor Sweets, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Lazarus Millman, avocat; Aaron Millman, étudiant, et Max Getz, pharmacien, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de restaurateurs, hôteliers, taverniers, propriétaires de cafétérias, buffets, salles à manger, laiteries, salles de pool et de billard, allées de quilles, magasins de cigares, cigarettes et tabac, et manufacturer, importer et exporter en gros et en détail toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, y compris la fabrication, la confection des bonbons, chocolats, sucre et sirop d'érable, gommes et toutes sortes d'aliments et de breuvages et exploiter toute autre industrie connexe aux industries susmentionnées;

Demander, acheter ou autrement acquérir toute autre industrie semblable, relativement aux pouvoirs ci-dessus, que la compagnie jugerait susceptible d'être exercée avantageusement conjointement avec aucune des industries ci-dessus et ouvrir et tenir des succursales;

Acquérir ou se charger, en tout ou en partie, de la propriété et des obligations de toutes personnes ou compagnies exploitant toute industrie que cette compagnie est autorisée à exploiter ou possédant de la propriété convenable pour l'avantage de la présente compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement des propriétés mobilières ou immobilières, et tous les droits et privilèges que cette compagnie croira nécessaires pour son industrie, et particulièrement tous terrains, édifices, obligations, machinerie, outils et fonds de commerce; acquérir par achat, échange, location, construire, détenir et démolir, vendre, gager, transporter des propriétés mobilières et immobilières de toutes sortes;

Acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Avec l'autorisation des actionnaires, rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus, ou à être rendus en disposant ou en aidant

Letters patent

"Astor Sweets, Inc".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1925, incorporating: Lazarus Millman, advocate; Aaron Millman, student, and Max Getz, pharmacist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of restaurant keepers, hotels, taverns, cafeterias, buffets, lunchrooms, dairies, pool-rooms, billiard parlors, bowling, cigars, cigarettes, tobacco, and to manufacture, import and export, wholesale and retail, all kinds of goods, wares and merchandise, including the manufacture and making of candies, chocolates, sugar and maple syrup, gum and all kinds of foodstuffs and beverages and carry on the business incidental to the above industries;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers, which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries and to open and operate branches;

To acquire or undertake, in whole or in part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any movable or immovable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock-in-trade; to acquire by purchase, exchange, lease, construct, hold and demolish, sell, pledge, convey moveable and immoveable property of every kind;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company

To remunerate, with the sanction of the shareholders, any person or company for services rendered, or to be rendered in disposing of

à disposer, ou en garantissant le placement de toute quantité d'actions ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures, et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires relativement à l'exécution des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

Les objets et pouvoirs spécifiés et contenus dans les divers paragraphes et clauses des présentes ne seront en aucune manière restreints ou limités par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou clause, sous le nom de "Astor Sweets, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5779 C.-J. SIMARD.

or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carry ng on the objects wherefor the company is incorporated;

The objects and powers specified and contained in the various paragraphs and clauses herein shall neither be restricted or limited in any manner by reference to or inference from the terms of any other paragraph or clause whatever, under the name of "Astor Sweets, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5780 Assistant Provincial Secretary.

"Chapman's Bookstore, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de décembre 1925, constituant en corporation: Alfred-Thomas Chapman, libraire, 358 Avenue Olivier, Westmount, P. Q., Henry Keene Symonds Hemming, comptable, 24 rue Durocher, Henry-Thomas Heselton, secrétaire, 77 rue Saint-Matthew, Laurent-Alphonse Piché, comptable, 10 rue Saint-Matthew, Claude-Edward-John Hemming, commis, 6017 Avenue Park, Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir le commerce, l'actif et les droits d'Alfred-Thomas Chapman, de Montréal, connus sous le nom de "Chapman's Bookstore", maintenant en faillite, ainsi que sa clientèle (y compris le droit d'employer le nom "Chapman") pour 20,000 actions entièrement libérées et non sujettes à versements, étant tout le stock ordinaire de la compagnie, lequel stock sera émis en faveur d'Alfred-Thomas Chapman personnellement, conformément au montant souscrit par lui dans le mémoire des conventions annexé aux présentes;

Manufacturer, produire, éditer, imprimer, publier, acheter, vendre, importer et exporter, soit comme principaux ou comme agents en gros ou en détail, toutes sortes de livres, cartes, magazines, revues, publications périodiques, journaux, papeterie, meubles et accessoires de bureau et d'école, instruments de dessins, d'architecture, de mathématique, d'arpentage et autres instruments scientifiques, neufs ou usagés, y compris tous les matériaux, outils et accessoires utilisés ou requis pour les produire;

Prendre des souscriptions et vendre des espaces de publicité à commission ou pour autre considération et acheter, vendre et louer des espaces de publicité dans tout magazine, revue, livre, journal, publication périodique, programme et toute autre publication;

Exercer l'industrie d'imprimeurs, lithographeurs, relieurs, régleurs, agents de publicité, graveurs, graveurs en creux et en relief en géné-

"Chapman's Bookstore, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1925, incorporating: Alfred Thomas Chapman, Bookseller, 358 Olivier Ave, Westmount, P. Q., Henry Keene Symonds Hemming, Accountant, 24 Durocher Street, Henry Thomas Heselton, Secretary, 77 Saint Matthew Street, Laurent Alphonse Piché, Accoutant, 10 Saint Matthew Street, Claude Edward John Hemming, Clerk, 6017 Park Avenue, Montreal, for the following purposes:

To acquire all the business and assets and rights of Alfred Thomas Chapman, of Montreal, known as Chapman's Bookstore, now in bankruptcy, and the goo-dwill thereof (including the right to use the name "Chapman") for 20,000 shares, fully paid up and non-assessable, being all the common stock of the company, to be issued to Alfred Thomas Chapman personally, in accordance with his subscription in the memorandum of agreement hereunto annexed;

To manufacture, produce, edit, print, publish, buy, sell, import and export, either as principals or as agents, at wholesale or at retail, all kinds of new or second hand books, maps, magazines, reviews, periodicals, newspapers, stationery, office, school and other furniture and supplies, drawing, architectural, mathematical, surveying and other scientific instruments, including all the materials, tools and appliances used and required for the producing of same;

To take subscriptions for and to sell advertising space on a commission or other basis, and to purchase, sell and lease advertising space in any magazine, review, book, newspaper, periodical, programme and any other publication;

To operate a business as general printers, lithographers, bookbinders, rulers, advertising agents, engravers, embossers, and diesinkers and

ral, et agir comme agents pour la vente de matières imprimées, lithographiées et gravées, de toutes sortes;

Acquérir par achat ou autrement et disposer de tout droit d'auteur de tout livre, carte, article, gravure, dessin, pour lesquels on peut obtenir légalement des droits d'auteur;

Distribuer pour son propre compte et agir comme agents pour la distribution de livres, revues, magazines, journaux, brochures et autres articles semblables;

Faire les démarches nécessaires pour faire connaître les productions de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par des circulaires, par l'achat et l'exposition de travaux d'art et d'intérêt et au moyen de prix, récompenses et dons;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fonds, trusts et secours propres à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires), ou aux dépendants ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables et bienveillantes, pour toute exhibition ou pour aucun objet d'utilité générale et publique;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal et détenir et posséder des terrains et immeubles, de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins industrielles de la compagnie et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger tels terrains et immeubles, en disposer et en trafiquer autrement, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Garantir et donner des garanties et se rendre responsable du paiement des billets à ordre, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce et les payer soit en deniers comptants, débentures, actions de la compagnie ou autrement;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, développer, exercer, accorder des permis en ce qui les concerne, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son industrie;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, routes, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, magasins, boutiques et

to act as agents for the sale of printed, lithographed and engraved matter of all kinds;

To acquire by purchase or otherwise and to dispose of the copyright of any book, map, article, engraving, design, which may be legally copyrighted;

To distribute for its own account and to act as agents for the distribution of books, reviews, magazines, news papers, pamphlets and other like articles;

To take steps to make known the productions of the company, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibits of works of art and of interest, and by means of prizes, rewards and donations;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibitions or for any public, general or useful objects;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immovables of every description, necessary or useful for the purpose of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with such lands and immoveables, on such terms and conditions as the company may think fit;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay out and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade, and to pay for the same either in cash, debentures, shares in the company or otherwise;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other

autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement; les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Se fusionner, partager les profits ou s'unir avec toute autre personne ou compagnie exploitant toute industrie semblable ou similaire à celle que la compagnie a l'autorisation d'exploiter, aux termes que la compagnie pourra déterminer;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou d'une autre manière acquérir, posséder et détenir et vendre et aliéner des actions, débentures, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre des droits d'hypothèques, de privilèges ou nantissements appartenant ou provenant d'autres compagnies ou individus et en disposer;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou une partie quelconque de ladite entreprise, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, ou les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

Avec l'approbation des actionnaires, émettre et répartir comme acquittées des actions du capital social de la compagnie, en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation, du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières;

Obtenir l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tout pays étranger, conformément aux lois de tel pays;

Tenir des assemblées des actionnaires et administrateurs, autres que les assemblées annuelles et les assemblées pour l'élection des administrateurs en tout endroit, dans aucune des provinces de la Puissance du Canada, qui pourrait être choisi de temps à autre pour cette fin par les administrateurs de la compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Chapman's Bookstore, Incorporated";

Le montant du capital-actions de la compagnie est de $50,000.00, divisé en 50,000 actions d'une piastre chacune, dont 20,000 seront des actions ordinaires sans droit de vote jusqu'au rachat entier de toutes les actions privilégiées, excepté que les actions ordinaires auront toujours le droit d'élire un des administrateurs de la compagnie, et 30,000 actions privilégiées auxquelles sont attachés les droits et conditions ci-après énoncés:

1. Les actions privilégiées porteront un dividende annuel privilégié cumulatif de 7%;

2. Après le paiement du dividende privilégié et de tous arrérages, au moins 50% du surplus des bénéfices nets sera attribué chaque année

works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To purchase, take in exchange, or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds, and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company; and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledges, in and from other companies or individuals;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any othe company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoly any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant or to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets, to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

With the approval of the shareholders, to issue and allot as paid up shares of the capital stock of the company, in full or part payment for all services rendered before or after incorporation, the purchase price of any movable or immovable property;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, according to the laws of such foreign country;

To hold meetings of shareholders and directors other tha annnual meetings and meetings at which directors are elected, at any place within any of the Provinces of the Dominion of Canada that may from time to time be selected for the purpose by the directors of the company;

To do all acts and to exercise all powers and carry on any business germane to the objects for which this company is incorporated, under the name of "Chapman's Bookstore, Incorporated".

The amount of the capital stock of the company to be $50,000.00, divided into 50,000 shares of one dollar each, of which 20,000 shares shall be common stock, but with no voting power until all the preferred shares have been redeemed in full, except that the common shares shall always have the right to elect one of the company's directors, and 30,000 shares shall be preferred stock with the following rights and subject to the following conditions:

1. The preferred shares shall be entitled to an annual 7% preferred cumulative dividend;

2. After payment of the preferred dividend and all arrears thereon, at least 50% of the surplus of net profits shall be each year applied

au rachat des actions privilégiées, et il ne sera fait aucune distribution du solde des bénéfices pour des dividendes ou autres fins avant le rachat complet de toutes les actions privilégiées en cours;

3. Les actions privilégiées pourront être rachetées en aucun temps à leur valeur au pair, avec en plus tous les dividendes privilégiés ou dividendes partiels sur telles actions courues, alors déclarées ou non, et tous les fonds disponibles pour le rachat des actions privilégiées seront attribués pour leur rachat en autant que possible proportionnellement au nombre des actions privilégiées possédées par chaque actionnaire, mais il ne sera fait aucun paiement pour une somme moindre que la valeur d'une action.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, comté d'Hochelaga.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5781 C. J. SIMARD.

to the redemption of preferred shares, and there shall be no division of any balance of profits for dividends or otherwise until all the issued preferred shares shall have been redeemed in full;

3. The preferred shares shall be redeemable at any time at par plus any preferred dividend or portion thereof already accrued, whether then declared or not, and all moneys available for the redemption of the preferred shares shall be applied to the purchase thereof as nearly as possible in proportion to the number of preferred shares held by each shareholder, but no payment shall be made for any sum less than the value of one share.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the county of Hochelaga.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the first day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5782 Assistant Provincial Secretary.

"Covenhoven Securities Corporation, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Chilion Graves Heward, conseil en loi du roi, Rufus-Clement Holden, fils, Paul Phelps Hutchison, avocats, Herbert-William Shearer, gérant, et Alan-Hibbert Black, sténographe, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Souscrire, placer et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir soit d'une manière absolue comme propriétaire ou comme garantie collatérale ou autrement et vendre, en garantir la vente et céder, transférer ou autrement aliéner les obligations, débentures et autres preuves, de dettes, stock, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque, compagnie ou corporation d'utilité publique, commerciales, industrielles ou autres, ou de tout individu ou association; acheter, louer, prendre en échange, ou acquérir autrement des propriétés immobilières et des intérêts et droits dans ou sur des propriétés immobilières (y compris des mortgages, hypothèques et privilèges) et les vendre, louer, échanger, hypothéquer, transporter ou en disposer autrement ou de toute partie ou parties d'iceux, et les améliorer, modifier et administrer; acquérir aucune de ces valeurs ou propriétés susmentionnées par achat, souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats et autrement, que ces valeurs soient entièrement libérées ou non, et faire des versements sur icelles à échéance ou avant l'échéance ou autrement, et les placer ou les souscrire, conditionnellement ou autrement, et soit dans un but de placement ou pour revente ou autrement et changer les placements de la compagnie et généralement vendre, échanger et en disposer autrement et négocier et faire valoir aucune partie de l'actif de la compagnie;

Promouvoir, subventionner ou aider autrement toute corporation, compagnie ou entreprise ou y contribuer, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant ou se proposant d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Se fusionner ou faire d'autres arrangements

"Covenhoven Securities Corporation, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1925, incorporating: Chilion Graves Heward, King's Counsel, Rufus Clement Holden, junior, Paul Phelps Hutchison, advocates, Herbert William Shearer, manager, and Alan Hibbert Black, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association; to purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire immoveable properties and any interests and rights in or upon immoveable properties (including mortgages, hypothecs and privileges) and to sell, lease, exchange, mortgage, transfer or otherwise dispose of the same or any part or parts thereof, and to improve, alter and manage the same; to acquire any such securities or property as aforesaid by purchase, original subscription, tender, participation in syndicates and otherwise, and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise, and either with a view to investment or for re-sale or otherwise, and to vary the investments of the company, and generally to sell, exchange and otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

To promote, contribute to, subsidize or otherwise assist any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on or proposing to carry on business similar to that of the company or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate or make other working arran-

avec toute personne, compagnie ou entreprise exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et gérer, exploiter, et conduire les propriétés, entreprises et affaires de tel commerce et l'acquérir ainsi que sa clientèle, droit, passif et autres accessoires, par achat, location ou autrement;

Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou comme partiellement libérées, les actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes valeurs, droits ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tout service rendu à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement ou en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer ou approprier la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie et son actif et clientèle, ses droits et obligations de toutes sortes, pour telles considérations que la compagnie croira convenables, y compris les actions, débentures et valeurs de toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie; et distribuer entre ses actionnaires toutes telles valeurs ou autres considérations ainsi reçues;

Acquérir la clientèle, les propriétés, les droits et l'actif et assumer ou non le passif de toute personne, firme, corporation ou entreprise endettées envers la compagnie ou transigeant toutes affaires semblables à celles transigées par cette compagnie ou toutes affaires pouvant être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les payer en argent ou en actions ou valeurs entièrement acquittées et non sujettes à appel de cette compagnie ou autrement;

Faire des avances de fonds à toute compagnie dont les actions du capital-actions, les bons ou autres obligations sont détenus en totalité ou en partie par cette compagnie, garantir ses obligations ou contrats ou lui aider autrement de toute manière; et faire tous actes ou choses pour conserver, améliorer ou augmenter la valeur de toutes telles actions, bons ou obligations, et similairement avancer des deniers à toute personne, firme ou compagnie ayant des engagements commerciaux avec la compagnie ou endettées envers elle, ou garantir leurs contrats ou leur aider autrement;

Prêter des fonds aux personnes ou compagnies en relation d'affaires avec cette compagnie, et placer et approprier tous fonds ou actifs non immédiatement requis pour des fins de la compagnie de la manière jugée convenable.

Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipal, local ou autre, qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou aucun d'iceux et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir; et exécuter ou exercer tels arrangements, droits et avantages et s'y conformer; et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes pour faire tous actes et choses jugés nécessaires, en vertu des lois de tel pays, pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires là et ailleurs;

Exercer toute autre industrie que cette com-

gements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on or business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business and to acquire the same, including its good-will, rights, liabilities and other accessories, by purchase, lease or otherwise;

To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable or partly paid up, the shares, debentures or other securities of this company in paymet or part payment of any securities, rights or things that it can acquire or in payment or part payment for any services rendered to the company, whether in connection with the promotion and organization of is business or otherwise, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and good-will and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company; and to distribute among its shareholders any such securities or other consideration so received;

To acquire the good-will, property, rights and assets, either with or without assuming the liabilities of any person, firm, corporation or enterprise indebted to the company or transacting any business similar to that transacted by the company or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares or securities of this company or otherwise;

To make advances to or guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist in any manner any company whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held in whole or in part by this company; and to do any act or thing for the preservation, improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or obligations; and in like manner to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company having business engagements with the company or indebted to it;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the company, as may be deemed expedient;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them; and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain; and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits, and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient, under the laws of such country, to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

To carry on any other business which may seem

pagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie et autres personnes y ayant droit, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie; et faire toutes les choses qui se rattachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités; et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de nature à profiter à cette compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, gérants, surveillants ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires ou agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et faire toutes les autres choses qui s'y rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Covenhoven Securities Corporation, Limited", avec un capital total de trois cent mille piastres ($300,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5783 ALEXANDRE DESMEULES.

to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To distribute amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company; and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects; and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, managers, supervisors or otherwise and by or through trustees or agents or otherwise and either alone or in conjunction with others; and to do all such things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Covenhoven Securities Corporation, Limited", with a total capital stock of three hundred thousand dollars ($300,000.00), divided into three thousand (3,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,

5784 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Film Projector Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par M. l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1925, constituant en corporation: William-Alexander Nutbrown, gentilhomme, 10 rue Cathcart, Montréal, Viola Sutcliffe, fille majeure, 859a, avenue Durocher, Outremont, Rolland Charron, commis, 330 rue Mullarkey, Verdun, pour les fins suivantes:

Exercer un commerce de publicité et d'annonces dans toutes ses spécialités, comme principaux ou comme agents et exploiter des franchises ou privilèges pour fins de publicité, y compris l'achat et la vente de droits, franchises et privilèges de publicité, et faire le commerce et le trafic de tous autres articles ou choses dans un but de publicité et d'annonces ou autres buts connexes;

Préparer et disposer ou faire la préparation ou la disposition d'annonces et de matières de publicité de toutes sortes, y compris l'achat, la préparation, la fabrication, l'utilisation et la disposition ou distribution de machines, dispositifs, portraits, jouets et inventions de publicité et autres instruments destinés ou adaptables à des fins de publicité ou d'annonces, et l'acquisition, l'utilisation et la préparation d'espaces et de facilités de publicité;

"Film Projector Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1925, incorporating: William Alexander Nutbrown, gentleman, 10 Cathcart Street, Montreal, Viola Sutcliffe, spinster, 859a Durocher Ave, Outremont, Rolland Charron, clerk, 330 Mullarkey Street, Verdun, for the following purposes:

To carry on a publicity and advertising business in all its branches, both as principals and agents, and to operate franchises or privileges for advertising purposes, including the buying and selling of advertising rights, franchises and privileges, and to deal in and with all other articles or things with a view to publicity and advertising or ancillary thereto;

To prepare and arrange, or cause the preparation and arrangement of advertisements and advertising matter of all kinds, including the purchase, preparation, manufacture, utilization and disposal or distribution of advertising machines, devices, pictures, toys, inventions and other instrumentalities designed or adaptable to purposes of publicity or advertising, and the acquisition, utilization and preparation of advertising space and facilities.

Clauses générales, P. Q.

Manufacturer, produire, acheter ou acquérir autrement, détenir, posséder, hypothéquer, ven-

General Object Clauses (P. Q.)

To manufacture, produce, purchase, or otherwise acquire, hold, own, mortgage, sell, assign

dre, céder et transporter, placer, trafiquer et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises de toutes espèces et description;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir ou se charger de tous ou de toutes sortes de biens, de propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, affaires, privilèges, franchises, licences ou concessions, stock, actions, débentures ou actions-obligations, contrats, droits, obligations et engagements de toute entreprise, compagnie, société, association ou individu exerçant ou sur le point d'exercer quelque partie du commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou qui lui est connexe, ou possédant de la propriété convenable pour les fins de cette entreprise, ou de toutes compagnies dans lesquelles cette compagnie possède des actions, bons, débentures, actions-obligations ou autres valeurs, et les payer totalement ou partiellement en argent ou par l'émission d'actions pleinement acquittées ou en valeurs, ou par toute autre considération, et, si la chose est jugée profitable et désirable, exercer la totalité ou toute partie du commerce de toute telle compagnie, société, association ou individu dont les biens sont ainsi acquis;

Adopter tels moyens jugés recommandables pour faire connaître les objets et produits de cette entreprise, et, en particulier, par des annonces dans la presse, par des circulaires, par l'achat ou l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et de revues périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et donations;

Solliciter, obtenir par cession, transfert, enregistrement, achat ou bail ou autrement acquérir et garder, posséder, faire usage de, exercer, exécuter et jouir de, introduire et vendre, céder, ou autrement disposer de licences, pouvoirs, autorité, franchise, concession, droits ou privilèges que tout gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public peut avoir le pouvoir d'accorder, des marques de commerce, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et toute invention, amélioration et procédé utilisés relativement à ou obtenus sur lettres patentes ou autrement, du Canada ou de toute autre contrée, et faire usage de, exercer, développer, accorder des licences relativement à ou autrement rendre profitables chacune ou toutes telles marques de commerce, brevets, licences, concessions, procédés et autres choses semblables, ou toute telle propriété, droits ou informations ainsi acquis, et, en vue de leur mise en opération et de leur développement, faire toute affaire minière, manufacturière ou autrement qui semblera devoir directement ou indirectement favoriser l'accomplissement de ses objets;

Faire enregistrer, licencier ou reconnaître autrement la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner et y nommer les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront selon la loi et recevront, pour ou au nom de la compagnie, assignation de toutes procédures dans tout procès ou poursuite;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la consolidation, l'union, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction autorisée par les présentes, ou

and transfer, invest, trade, deal in and deal with goods, wares and merchandise, and property of every class and description;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, real or personal property, movable or immovable, business, privileges, franchises, licenses or concessions, stocks, shares, bonds, debentures or debenture stocks, contracts, rights, obligations and liabilities of any undertaking, company, society, partnership or person carrying on, or about to carry on any part of the business herein authorized, or which is germane thereto, or which is possessed of property suitable for the purposes of this undertaking or of any company in which shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities are held, and to pay for the same, in whole or in part, in cash or by the issue of fully paid up shares or securities or any other consideration, and to carry on all or any part of the business, if deemed expedient and desirable, of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To adopt such means of making known the objects and products of this undertaking as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books or periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To apply for, obtain by assignment, transfer, register, purchase or lease or otherwise acquire and to hold, own, use, exercise, carry out and enjoy, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant; trade marks, formulæ, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under letters patent or otherwise of Canada or of any other country, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, licenses, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired, and, with a view to the working and development of the same, to carry on any business, whether mining, manufacturing or otherwise, which directly or indirectly effectuates these objects;

To cause the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any foreign country and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives, with full power to represent it in all matters, according to the laws of such foreign country, and to accept service of any process or suit for it or on its behalf;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, consolidation, amalgamation, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction herein authorized, or any business or transaction capable of being

toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette entreprise; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Fonder et sustenter, aider à établir et sustenter des associations, institutions, fonds, fiducies et secours propres à profiter, avancer ou favoriser les objets ou les intérêts de cette entreprise, ou à profiter aux employés actuels et anciens de la compagnie, à leurs prédécesseurs en office, à leurs dépendants ou aux parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurances, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables et bienveillantes, pour toute exhibition ou pour aucun objet d'utilité générale et publique;

Organiser toute entreprise et une ou plusieurs compagnies pour toutes fins qui pourraient favoriser cette entreprise et aider par garantie, endossement, avance ou autrement, toute compagnie dont les actions du capital-actions ou dont les obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par cette compagnie;

Payer tous les frais, charges et dépenses encourus ou supportés pour la formation et l'établissement de cette entreprise et que la compagnie considérerait comme préliminaires;

A l'occasion de toute émission d'actions, débentures ou autres valeurs, se servir de courtiers, agents à commission, agents d'assurance, et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour tels services par des paiements en argent ou avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de cette entreprise, ou par l'octroi d'options sur ces choses, ou de toute autre manière;

Emprunter de l'argent, tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables, faire et émettre des bons, débentures et livres de dettes de toutes sortes sans limite quant au montant, et les garantir par des mortgages, des nantissements, ou autrement, si c'est nécessaire;

Placer et disposer les biens de la compagnie de telle manière déterminée de temps en temps et prêter de l'argent à des individus ou à des compagnies lorsque jugé judicieux, et garantir l'exécution de contrats, de même que l'exécution de toutes obligations ou entreprises de toute autre personne ou compagnie avec lesquelles la compagnie peut avoir des intérêts, comprénant le paiement de dividendes, l'intérêt sur des bons, des débentures, des actions-obligations ou autres valeurs, des hypothèques ou engagements de toute telle compagnie ou individu; et accepter comme sûreté pour tels prêt et garantie toute valeur qui pourrait être offerte par telle compagnie ou personne, comprenant des actions, bons, débentures, actions-obligations, mortgages, hypothèques, liens ou autres valeurs de telles autres compagnies ou de, ou sur la propriété de telle personne ou compagnie;

Acheter, prendre, ou acquérir par souscription originaire ou autrement, et garder, vendre, ou autrement disposer d'actions, de capital commun ou préférentiel, débentures, bons et autres obligations dans ou de toute autre entreprise ou compagnie (ayant des objets totale-

conducted so as directly or indirectly to benefit the undertaking; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities thereof and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit or further the objects or interests of this undertaking, its employees or ex-employees, its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and grant pensions and allowances, and make payments towards insurance, and subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any undertaking, company or companies for any purposes which may seem to benefit this undertaking, and to aid by guarantee, endorsement, advance or otherwise any company shares of whose capital stock or whose bonds, debentures or other securities are held hereby;

To pay all costs, charges and expenses incurred or sustained about the promotion and establishment of this undertaking or which shall be considered to be preliminary;

Upon any issue of shares, debentures or other securities, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash, or, with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of this undertaking, or by the granting of options to take the same or in any other manner;

To borrow money, to draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments, to make and issue bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, without limits as to amount, and to secure the same, if deemed advisable, by mortgage, pledge or otherwise;

To invest and deal with the funds of the company in such manner as may from time to time be determined, and to lend money to persons or companies when deemed advisable, and guarantee the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or persons, including the payment of dividends, interests on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any such company or person; and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or person, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell or otherwise dispose of shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in and of any undertaking or company (having objects similar in whole or

ment ou partiellement semblables à ceux mentionnés aux présentes ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à favoriser cette entreprise, directement ou indirectement), et voter toutes actions ainsi détenues par l'intermédiaire de l'agent ou des agents que les directeurs pourraient nommer;

Distribuer en espèces au moyen de dividendes, ou autrement, aux actionnaires, aux clients ou aux employés ou autrement, toutes actions ou valeurs ou toute propriété ou biens applicables comme profits;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner et trafiquer de chacun ou de tous les biens, propriété, droits ou entreprises pour telle considération qu'elle jugerait raisonnable, et, en particulier, pour des actions, obligations, débentures ou autres valeurs, si autorisé par le vote de la majorité en nombre des actionnaires (préférentiels et communs) présents ou représentés par des procureurs à une assemblée générale dûment convoquée pour étudier cette question, et possédant au moins les deux-tiers du capital-actions émis;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus, et toutes choses autorisées par lettres patentes et par lettres patentes supplémentaires, comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses comme incidentes à, ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ci-dessus ne devront pas être limités ou restreints par induction à, ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Film Projector Corporation".

Le capital de la compagnie est divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires sans valeur nominale au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille piastres ($10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5785 C.-J. SIMARD.

in part to the objects herein set forth, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this undertaking), and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To distribute in specie, by way of dividend or otherwise, among the shareholders, customers or employees or otherwise, any shares, securities or other property or assets applicable as profits;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of or deal with all or any of the assets, properties, rights or undertakings for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities, if authorized so to do by the vote of a majority in number of the shareholders, preferred and common, present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two thirds of the issued capital stock;

To do all or any of the above things and all things authorized by the letters patent and supplementary letters patent, as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The powers in each paragraph hereof shall be in no wise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other paragraph;

The number of shareholders will be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal will be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Film Projector Corporation".

The capital stock of the company is divided into two thousand (2000) ordinary shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be ten thousand dollars ($10,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5786 Assistant Provincial Secretary.

"Frontenac Service Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnes de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Edgar Rochette, Maurice Boisvert, Edgar Gosselin, avocats, Edouard Boisseau-Picher, notaire, Godfrey-S. Gourdeau, courtier, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de marchands généraux, importateurs ou exportateurs en gros et en détail, à commission ou autrement, de toutes sortes de marchandises et de produits en général;

Faire affaires en général comme électricien, ingénieur-mécanicien, commerçant, entrepreneur ou manufacturier d'engins, dynamos, batteries, et tous autres accessoires ou ornements d'élec-

"Frontenac Service Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1925, incorporating: Edgar Rochette, Maurice Boisvert, Edgar Gosselin, advocates, Edouard Boisseau Picher, notary, Godfrey S. Gourdeau, broker all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of general merchants, importers or exporters wholesale and retail, on commission or otherwise, of any kind of merchandise and wares generally;

To carry on business generally as electricians, mechanical-engineers, traders, contractors or manufacturers of engines, dynamos, batteries and any other electrical accessories or ornaments of

tricité de toute description; le tout conformément aux statuts de la province de Québec relatifs aux fonctions attribuées exclusivement aux membres de la corporation des ingénieurs professionels de la province de Québec;

Manufacturer, acheter, vendre ou louer ou autrement disposer ou détenir des radiophones de toutes sortes, appareils récepteur, transmetteur, amplificateur, haut-parleur, ainsi que tous autres objets, instruments, accessoires ou ornements quelconques se rapportant à la téléphonie sous leurs formes les plus diverses;

Faire affaires comme voituriers de personnes et de choses et de tous êtres animés ou inanimés, directement ou par contrat d'agences ou autrement, et dans ce but, d'exploiter et d'exercer le commerce et l'industrie de louage au moyen de toutes les sortes de véhicules, mûs par quelque force et de quelque façon que ce soit, et en particulier de toutes sortes de véhicules-moteurs, y compris les automobiles, autotaxis, automobiles de louage, autobus, camions, omnibus et autres;

Construire, établir et exploiter des garages, entrepôts, édifices et enclos, généralement pour la remise, le maintien, la réparation, le nettoyage, l'entretien, l'inspection, la garde, l'exposition, le louage et la vente de toutes sortes de véhicules et en particulier tous véhicules-moteurs de quelque sorte et quelque description que ce soit, et de toutes leurs parties et accessoires, y compris machines, engins, moteurs, outils, instruments, appareils, huiles, gazoline, air comprimé et leurs récipients et réservoirs et généralement toutes choses pouvant être utilisées pour les fins ci-dessus;

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et des véhicules-moteurs de toutes espèces, des moteurs, ainsi que de leurs accessoires; des voitures, véhicules, engins, machines, outillages, appareils et mécanisme d'aucune sorte, pour les besoins industriels, commerciaux, agricoles, domestiques, des fournitures, de la boiserie, ferronnerie, des appareils et instruments d'électricité, des vaisseaux et bateaux de toute espèce, ainsi que de leurs machines et accessoires;

Faire affaires comme manufacturiers, marchands, locateurs, réparateurs, nettoyeurs, emmagasineurs et entreposeurs d'automobiles, véhicules-moteurs, cycles, vélocipèdes, wagons et voitures de toutes les catégories, actionnés ou non par une force mécanique, aussi de toutes machines, des instruments, ustensiles, appareils, attiraux, lubrifiants, ciments, solutions, émaux et de toutes choses susceptibles de servir en rapport avec iceux, ou à leur fabrication, entretien et exploitation;

Acquérir, fabriquer, importer, exporter, réparer, vendre sous quelque forme que ce soit, toutes sortes de véhicules-moteurs et machines, ainsi que toutes leurs parties et accessoires, de quelques sortes et descriptions que ce soit, et en faire le commerce généralement, ainsi que de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de la réparation, de l'entretien et du louage des véhicules, des véhicules-moteurs, de leurs parties et accessoires et en général de la poursuite du commerce et de l'industrie ci-haut mentionnés;

Acquérir, prendre à bail ou en échange, louer ou entreprendre en tout ou en partie les affaires, les propriétés, les droits et privilèges de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des propriétés mobilières ou des droits quelconques convenant aux objets

every description; the whole in conformity with the statutes of the Province of Quebec respecting the functions attributed exclusively to members of the corporation of professional engineers of the Province of Quebec;

To manufacture, purchase, sell or lease or otherwise dispose or hold radiophones of any kind, receiving apparatuses, transmitters, amplificators, loud-speakers, and any other objects, instruments, accessories or ornaments whatever relating to telephony under the various forms thereof;

To carry on the business of carriers of passengers and things and animate or inanimate beings directly or through agency contracts or otherwise, and, for that purpose, to operate and carry on a livery business and industry by means of all kinds of vehicles driven by any power or in any manner whatsoever and in particular all kinds of motor vehicles, including automobiles, auto-taxis, livery automobiles, autobuses, trucks, omnibuses, and other vehicles;

To construct, establish and operate garages, warehouses, buildings and yards generally for the storage, maintenance, repair, cleaning, upkeep, inspection, safe-keeping, exhibition, hire and sale of all kinds of vehicles and in particular all motor vehicles of all kinds and descriptions whatsoever and of all parts of accessories thereof, including machinery, engines, motors, tools, implements, appliances, oil, gasolene, compressed air and their receptacles and reservoirs and generally all things capable of being used for the above purposes;

To fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds, motors and the accessories thereof, carriages, vehicles, engines, machinery, tools, appliances and mechanical contrivances of all kinds for industrial, commercial, agricultural, domestic requirements, supplies, wood-working, hardware, electric appliances and instruments, vessels and boats of all kinds, together with their machinery and accessories;

To carry on business as manufacturers, dealers in, lessors, repairers, cleaners, storers and warehousers of automobiles, motor-vehicles, cycles, velocipedes, waggons and carriages of all kinds, mechanically driven or not, as well as all machinery, implements, utensils, appliances, contrivances, lubricants, cements, solutions, enamels and all things capable of being used in connection therewith or in the manufacture, maintenance and operation thereof;

To acquire, manufacture, import, export, repair, sell, under any form whatsoever, all kinds of motor vehicles and machinery, together with the parts and accessories thereo of any kinds and description, and to generally deal in every think which may be the object of manufacture, repair, maintenance and h.re of carriages and motor vehicles and the parts and accessories thereof and generally of the pursuit of the business and industry aforesaid;

To acquire, take on lease or in exchange, hire or take over the whole or any part of the business, property, rights and privileges of any person or company carrying on any business or industry which the company is authorized to carry on or possessed of movable property or any rights suitable for the purposes of the company, or which

de la compagnie, ou que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires;

Acquérir, ou prendre à bail, sous quelque forme que ce soit, toute propriété immobilière et tout immeuble ou édifice nécessaires aux fins de la compagnie, et payer pour toutes telles propriétés ou pour tout contrat ou engagement s'y rapportant ainsi que comme considération de tout contrat ou engagement de la compagnie, de quelque nature qu'ils soient, passés soit avec des tiers ou soit avec des employés ou membres de la compagnie, en actions, obligations ou autres valeurs complètement ou partiellement libérées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer ou autrement faire valoir, et vendre, louer, échanger ou autrement aliéner des immeubles, des intérêts immobiliers, des édifices ou autres propriétés immobilières de toutes sortes;

Entrer en arrangements avec toutes autorités fédérales, provinciales, municipales, qui pourraient être favorables aux objets de la compagnie, et obtenir d'aucunes telles autorités, tous droits, privilèges, franchises et concessions que la compagnie peut juger désirable d'obtenir, faire des travaux et se soumettre à tels arrangements, droits, privilèges, franchises et concessions;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou octroyer sous permis moyennant un droit régalien ou autrement, acquérir et détenir, posséder, utiliser, exploiter et introduire et vendre, céder ou autrement aliéner toute marque de commerce, nom de commerce, droits d'auteurs, brevets d'invention, améliorations ou procédés sous enregistrement ou autrement, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement aucune de ces marques de commerce, marques de fabrique, droits d'auteur, inventions, permis, procédés et privilèges semblables ou aucune de ces propriétés ou droits et accorder des permis à leur sujet;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec les industries susmentionnées, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Etre agent pour toutes personnes ou compagnies exerçant un commerce semblable à celui mentionné ci-dessus;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou de toutes personnes, firme ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens ou droits convenant aux objets de la présente corporation;

S'unir ou se joindre à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour toutes autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires qui peuvent être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les

the company may think necessary or useful for the purposes of its business;

To acquire or take on lease, under any form whatsoever, any immovable property and any real estate or building necessary for the purposes of the company and to pay for any such property or for any contracts or liabilities connected therewith, as well as for the consideration of any contract or obligation of the company, of any nature whatsoever, contracted with third parties or with the employees or members of the company, in fully or partly paid up shares, bonds, or other securities of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise acquire and possess, hold, improve, administer, utilize, develop or otherwise turn to account, and sell, lease, exchange or otherwise alienate immoveables, immoveable interests, buildings or other immoveable property of every kind;

To enter into any arrangement with any authorities, federal, provincial, municipal, which may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority, any rights, privileges, franchises and concessions which the company may think desirable to obtain and to carry out and comply with any such arrangements, rights, privileges, franchises and concessions;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, own, use, operate and introduce, and to sell, assign, or otherwise dispose of any trademarks, trade-names, copyrights, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise and to use, exercise, develop and grant licenses in respect on or otherwise turn to account any such trade-marks, trade-names, copyrights, inventions, licenses, processes and the like of any such property or rights;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried or in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To act as agents for any individuals or company carrying on a business similar to the above;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or persons, firm or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of any property or rights suitable for the purposes of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the

détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées les actions de la compagnie présentement constituée, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, baux, franchises commerciales, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis, concessions, stock, actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres propriétés;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation, sous le nom de "Frontenac Service Corporation", avec un capital total de cinq cent mille piastres ($500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5787 C.-J. SIMARD.

"Green & Tucker, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Bernard Goldenberg, Harold Newman, David-Mortimer Notkin, tous avocats, Michael-Leon Brown, courtier d'assurances, et Dora Stonefelt, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce en gros et en détail de confections pour hommes et femmes, merceries de toutes sortes pour hommes, habits, costumes, robes, manteaux, jupons, blouses, sous-vêtements pour dames, habits pour enfants, tissus, soieries, broderies, fournitures pour tailleurs, dentelles, satins, cotons, nouveautés, fourrures, articles de mode, marchandises sèches, chaussures et marchandises en général;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre les marchandises comprises dans les industries précitées, ouvrir et exploiter des succursales et établir des fabriques pour les fins susmentionnées;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement toute autre industrie semblable, alliée aux pouvoirs susmentionnés, que cette compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucune des industries susmentionnées;

Acquérir ou assumer la totalité ou partie des propriétés et obligations de toute personne ou compagnie s'occupant de toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'entreprendre ou possédant des biens pouvant servir au bénéfice de la présente compagnie;

Acheter en général, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés mobilières ou immobilières et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires pour son industrie et particulièrement des terrains, édifices, obligations, machinerie, outils et fonds de commerce et faire un commerce d'immeubles;

Acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

same;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any property, movable or immovable, rights, lease, business, franchises, undertaking, powers, privileges, licenses, concessions, stocks, shares, bonds, debentures, debenture stock or other property;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, under the name of "Frontenac Service Corporation", with a total capital-stock of five hundred thousand dollars ($500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, city of Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1925

C. J. SIMARD,

5788 Assistant Provincial Secretary.

"Green & Tucker, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1925, incorporating: Bernard Goldenberg, Harold Newman, David Mortimer Notkin, all Advocates, Michael Leon Brown, Insurance Broker, and Dora Stonefelt, Spinster of lawful age of majority, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in Men's and Women's Ready Made Clothing, Gents' Furnishings of all kinds, Ladies' Suits, Costumes, dresses, coats, skirts, blouses, underwear, children's wearing apparel, textiles, silks, embroidery, tailors' trimmings, lace, satins,, cottons novelties, furs, millinery, dry-goods, boots, shoes and merchandise generally;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate branches and to establish factories for the above purposes;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers, which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake, in whole or in part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake, or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any movable or immovable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock-in-trade, and to do business in real estate;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et autres effets négociables et transférables;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété, ou des entreprises de la compagnie pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, sous le nom de "Green & Tucker, Limited", avec un capital total de quinze mille piastres ($15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5789 C.-J. SIMARD.

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company 's property, rights or products;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, under the name of "Green & Tucker, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars ($15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5790 Assistant Provincial Secretary.

"Hall & Robinson, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par M. l'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre, 1925, constituant en corporation: Charles Mackay Cotton, avocat, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, William-Ulric Cotton, avocat, du village de Cowansville, dans le district de Bedford; et Isabella Stewart Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires de fleuristes et acheter, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes et espèces de denrées, effets et marchandises et agir comme agents, agents à commission, marchands, ou représentants commerciaux dans la province de Québec pour des fleuristes, maisons d'affaires ou autres personnes, firmes ou corporations de l'étranger ou du Canada;

Manufacturer et produire autrement et faire le commerce de tous les effets, denrées et marchandises mentionnés au paragraphe précédent avec tous les matériaux, bruts ou autres, qui peuvent être utilisés en rapport avec tels produits ou qui en sont des parties constituantes, et acquérir, maintenir et exploiter des fabriques, usines, ateliers, plantations et jardins et engager des sous-agents et correspondants et ouvrir des salles d'échantillon, boutiques et magasins qui peuvent être requis relativement à ces opérations;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens

"Hall & Robinson, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1925, incorporating: Charles Mackay Cotton, advocate, of the city of Westmount, in the district of Montreal; William Ulric Cotton, advocate, of the village of Cowansville, in the district of Bedford; and Isabella Stewart Macfarlane, stenographer, spinster, of the city of Outremont, in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of florists and to buy, manufacture and deal in all kinds and classes of goods, wares and merchandise and to act as agents, commission agents, commercial merchants or representatives in the Province of Quebec for foreign or Canadian florists, commercial houses or other persons, firms or corporations;

To manufacture and otherwise produce and deal in all the goods, wares and merchandise referred to in the foregoing paragraph, together with all materials, raw or otherwise, which may be used in connection therewith or form component parts thereof, and to acquire, maintain and operate factories, mills, plants, plantations and gardens and to engage sub-agents and correspondents and to open sample rooms, shops and stores which may be required in connection therewith;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities

et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, patenter moyennant un droit régalien ou acquérir autrement, détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire, et vendre, céder ou aliéner autrement des marques et noms de commerce, brevets d'invention, améliorations et procédés, enregistrés ou non, utiles à l'industrie de la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement aucune de ces marques ou noms de commerce, inventions, permis, procédés et choses similaires ou aucun de ces biens ou droits, et accorder des permis pour leur exploitation;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à aucune telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou leur aider autrement et prendre ou autrement acquérir des actions et titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou autrement acquérir, détenir, vendre, transporter et réémettre des actions, parts, débentures, obligations et autres valeurs de toute compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et gérer et exploiter et conduire comme gérants les biens, franchises, entreprises et industries de toute compagnie dont aucunes des actions, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée raisonnable et convenable, et garantir le paiement du capital et des dividendes et intérêts sur les actions, obligations, débentures et autres valeurs, et l'exécution de contrats par aucune telle compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir ou entretenir ou aider à l'établissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et choses de nature à profiter aux employés ou aux ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les personnes dépendantes ou alliées à cesdits employés, et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Promouvoir, financer ou aider une ou plusieurs compagnies formées dans le but d'ac-

of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or license on royalty, or otherwise acquire, hold, use, own, operate and introduce and to sell, assign or to otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes, under registration or otherwise, useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any such trade marks, trade names and inventions, licenses, processes and the like or any such other property or rights;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in or carry on any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire, hold, sell, transfer and re-issue the shares, stocks, debentures, bonds and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, stocks, bonds, debentures, or other securities of the company, and to manage and to operate, and to carry on as manager the property, franchises, undertaking and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, bonds, debentures and other securities and the performance of contracts by any such company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for public, general or useful objects;

To promote, finance or assist any other company or companies for the purpose of its

quérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes, et accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie, des actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les biens, franchises, entreprises et industries de toute telle compagnie, et en assumer les obligations de toute telle compagnie, totalement ou partiellement, en argent ou en actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Faire et exécuter tout acte, contrat, convention, nomination ou autre acte ou document légal ou notarié qui peuvent être nécessaires, utiles ou désirables pour effectuer, mener à bonne fin aucune affaire ou transaction du ressort des pouvoirs de la compagnie ou qui peuvent lui être incidentes ou qui s'y rattachent, et tirer, accepter, endosser et exécuter et émettre des chèques, débentures, connaissements, mandats et autres effets ou valeurs de commerce négociables ou transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation et par aucune telle personne ou personnes;

Prendre les moyens jugés convenables pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'ouvrages artistiques ou d'intérêt, par la publicité de livres et de périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions en paiement complet ou partiel de tous les biens réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, brevets, réclamations, contrats, et de tous droits, et concessions et autres avantages achetés ou acquis par la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Acquérir l'achalandage, les biens, les droits et l'actif, et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie endettées envers la compagnie en transigeant toutes affaires semblables à celles transigées par la compagnie, et les payer

or their acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons and to accept in payment of any debt due to the company stocks, shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchise, undertaking and business of any such company and to assume the liabilities of any such company wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To make and execute any deed, indenture, agreement, appointment or other legal or notarial act or document which may be necessary, expedient, or desirable for effectuating or carrying out any matter or transaction within the powers of the company or which may be incidental thereto or connected therewith, and to draw, accept, endorse, discount and execute and issue cheques, debentures, bills of lading, warrants and other negotiable commercial or transferable instruments or securities;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts of any such company, corporation or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock in payment or part payment of any property, real or personal, movable or immovable, or mixed, patents, claims, contracts, and of any rights and concessions or other advantages purchased or acquired by the company;

To do all or any of the above things as principal, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To acquire the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay

en argent ou en actions, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou partiellement en argent et partiellement en actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Détenir, placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera arrêtée de temps à autre;

Accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie des actions, parts, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie;

Payer toutes les dépenses préliminaires de la compagnie et de toute compagnie formée ou organisée par la compagnie et rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou des débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Distribuer en espèces ou autrement, de la manière déterminée, aucun des biens de la compagnie entre ses membres et particulièrement les actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait acquérir la totalité ou une partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles, convenables ou appropriées pour l'accomplissement ou la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets de la compagnie, ou qui, en aucun temps, paraîtra ou semblera nécessaire pour la protection ou le profit de la compagnie ou de ses biens; et exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, alliée aux fins et objets ci-dessus mentionnés et que la corporation jugera capable d'être profitablement exercée par la compagnie ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt et il ne sera fait aucun appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Hall & Robinson, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.-00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5791 C.-J. SIMARD.

for the same in cash, or in shares, debentures, bonds or other securities of the company or partly in cash and partly in shares, bonds or debentures or other securities of the company or otherwise;

To hold, invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To accept in payment of any debt due to the company stock, shares, bonds, debentures, or other securities of any company;

To pay all preliminary expenses of the company, and any company formed or promoted by the company and to remunerate any person or company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or in the conduct of its business;

To distribute, in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds or other securities of any other company that may take over the whole or part of the assets or liabilities of the company;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company, or which shall or may at any time appear to be necessary for the production or benefit of the company or its properties, and to carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights;

The number of shareholders of the company will be limited to twenty and no appeal to the public to subscribe will be made, under the name of "Hall & Robinson, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,-000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the Company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5792 Assistant Provincial Secretary.

"J. Perron, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Joseph Perron, entrepreneur, Zotique Perron, et Philippe Frenette, menuisiers, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur général et de constructeur;

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer, ou aliéner autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, céder

"J. Perron, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1925, incorporating: Joseph Perron, contractor, Zotique Perron and Philippe Frenette, joiners, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders;

To acquire, hold, possess, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate any movable or immovable property;

To unite or amalgamate with any other company whose object is in whole or in part similar to that of the present company, to dispose

la propriété et l'entreprise de la compagnie ou de toute autre partie d'icelle pour la considération jugée bonne par elle et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables;

Emettre et allouer comme actions acquittées des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, actions, obligations ou bons, ou autre propriété ou droit que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte;

Exercer ou développer, améliorer, employer, engager, vendre, échanger, louer ou céder autrement les droits et biens de la compagnie en tout ou en partie;

Faire toute autre chose se rattachant à tous ces objets ou fins, ou propres à les faire atteindre;

Prêter avec ou sans hypothèque, à toutes personnes ou corporations quelconques, et aux particuliers les sommes d'argent qu'ils auront la faculté d'emprunter, remboursables, soit à long terme, soit à court terme, avec ou sans amortissement ;

Emprunter de l'argent à tels taux d'intérêt qui pourront être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques, actions, obligations, ou autres valeurs appartenant à la compagnie;

La compagnie pourra exercer l'un ou plus des pouvoirs ci-dessus énumérés sans égard aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou interprété de manière à être subordonné à quelque autre article; et en cas d'ambiguité chaque article sera interprété de manière à étendre et non à restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "J. Perron, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5793 C.-J. SIMARD.

of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company;

To draw, make, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and any other negotiable or transferable instruments;

To issue and allot, as fully paid up, shares of the company in payment or part payment for any business, undertaking, property, rights, powers, privileges, stock, bonds or debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

To exercise or develop, improve, employ, pledge, sell, exchange, lease or otherwise dispose of in whole or in part the rights and property of the company;

To do any other things connected with any of such objects or purposes or suitable for the attainment thereof;

To loan with or without hypothec to any persons or corporations whatever, and to individuals the sums of money they shall have power to borrow, to be redeemable either on short or long terms, with or without sinking fund;

To borrow money at such rates of interest as may be agreed upon, with full power to guarantee such loans by any hypothecs, stock, bonds or other securities belonging to the company;

The company may exercise one or more of the powers hereabove enumerated without regard to the others, and none of the hereabove articles concerning same shall be limited in its generality or interpreted in a manner to be subordinate to any other article, and in case of ambiguity each article shall be interpreted so as to extend and not restrict the powers of the company, under the name of "J. Perron, Limitée", with a total capital-stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars ($50.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5794 Assistant Provincial Secretary.

"Pennsylvania Coal Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de décembre 1925, constituant en corporation: Thomas Henry Onslow, agent financier, Ephraim Leboeuf, avocat, Amandine Gagnon, sténographe, fille majeure, de la cité et du district de Montréal, Paul Laurendeau, gérant, Remus Laurendeau, médecin, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce qui consiste à acheter, vendre et autrement faire le négoce et le trafic du charbon et de ses produits, aussi celui qui consiste à miner et à faire l'extraction du charbon;

Acheter, prendre à bail, ou autrement acquérir des mines de houille, des droits d'extraction de la houille, ainsi qu'aucun terrain et intérêt en icelui,

"Pennsylvania Coal Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1925, incorporating: Thomas Henry Onslow, financial agent, Ephraim Leboeuf, advocate, Amandine Gagnon, stenographer, spinster, of full age of majority, of the city of Montreal, Paul Laurendeau, manager, Remus Laurendeau, physician, of the city of Westmount, all of the district of Montreal, for the following purposes;

To carry on the business of buying, selling and otherwise trading and dealing in coal and all products thereof, and of mining and quarrying coal;

To purchase, take on lease, or otherwise acquire any coal mines, coal mining rights, and land and any interest therein, and to explore,

aussi les explorer, fouiller, exercer ces droits, les développer et faire valoir; faire des fouilles, extraire, exploiter, enlever, donner une valeur commerciale, vendre et faire le commerce du charbon et du coke ainsi que des autres produits dérivés, se livrer aussi à aucunes autres opérations que la compagnie jugera appropriées à ses fins;

Acheter, vendre, fabriquer et trafiquer de machines, iustruments, commodités, provisions et choses propres à servir en rapport avec les opérations de l'industrie houillière, ou nécessaires aux ouvriers et aux autres personnes que la compagnie emploiera;

Construire, exécuter, entretenir, améliorer, administrer, exploiter, contrôler et surveiller aucuns droits, chemins, ponts, réservoirs, usines, usines de broyage, travaux hydrauliques, cours d'eau, aqueducs, quais, fourneaux, usines, fabriques, entrepôts, ainsi que d'autres structures et commodités qui paraîtront directement ou indirectement appropriées à aucun des objets de la corporation; contribuer, subventionner, ou autrement aider ou prendre part à aucunes telles opérations;

Exercer tous autres industries ou commerces qui pourraient être jugés profitables ou avantageux pour la compagnie;

Acquérir par achat, concession ,échange, bail ou autrement et détenir, posséder, utiliser, louer, changer, vendre, céder et autrement disposer et exploiter tous biens meubles et immeubles utiles aux fins de la compagnie et les payer en actions de la compagnie, acquittées en totalité ou en partie en actions ou obligations de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir ou disposer de toute marque de commerce, brevet, droit de brevet, concernant l'industrie de la compagnie;

Emettre toute partie du capital-actions de la compagnie, comme actions acquittées ou non cotisables en paiement de toute propriété mobilière ou immobilière ou autres biens acquis ou loués par la compagnie ou en paiement d'immunités acquises par elle ou pour toute autre considération qui sera jugée suffisante par les directeurs de la compagnie;

Tel que prévu par la section 5985 de la Loi des compagnies, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principal, soit comme agent, comme propriétaire absolu ou en garantie collatérale, vendre, échanger, transporter ou autrement aliéner des obligations ou des débentures ou autres valeurs de tout gouvernement, municipalité, commission scolaire ou banque ou de toute compagnie ou corporation dûment incorporée, et donner en paiement des dites valeurs soit de l'argent, soit des actions, obligations, ou débentures ou autres valeurs de la compagnie; détenir, vendre ou attribuer les actions, obligations, débentures ou autres valeurs ainsi acquises ou autrement en disposer et en garantir le paiement quant au capital, au dividende et à l'intérêt;

Acquérir, en tout ou en partie, toute entreprise ou industrie semblable en totalité ou en partie à celle de la présente compagnie, ainsi que la clientèle, les privilèges ou bien de tout individu ou compagnie, et de payer en actions acquittées de la présente compagnie;

Se fusionner avec tout particulier, maison ou corporation exerçant une industrie semblable à l'industrie que la compagnie est autorisée à exercer et donner ou accepter pour cette fusion des actions acquittées en totalité ou en partie;

Acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes,

work, exercise, develop and turn to account the same; and to search for, get work, raise, make merchantable, sell and deal in coal and coke and other products thereof, and to carry on any other operations which may seem conducive to any of the company's objects;

To buy, sell, manufacture and deal in plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with coal mining operations, or required by workmen and others employed by the company;

To construct, carry out, maintain, improve, manage, work, control and superintend any rights, ways, bridges, reservoirs, mills, crushing works, hydraulic works, water-courses, aqueducts, wharves, furnaces, works, factories, warehouses, and other works and conveniences which may seem directly or indirectly conducive to any of the objects of the company, and to contribute to, subsidize or otherwise aid or take part in any such operations;

To carry on any other industry or business that may be deemed profitable or advantageous for the company;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and hold, own, utilise, lease, change, sell, convey and otherwise dispose of and exploit any movable and immovable property useful for the purposes of the company, and pay for same with wholly or partly paid up shares or bonds of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire or dispose of any trade mark, patent, patent right respecting the industry of the company;

To issue any part of the capital stock of the company as fully paid up or non-assessable shares, in payment for any movable or immovable property or other possessions acquired or leased by the company or in payment for immunities acquired by it or for any other consideration that may be deemed sufficient by the directors of the company;

As provided for by section 5985 of the Companies' Act, to subscribe for, purchase or otherwire acquire and hold, either as principal, agent, absolutely as proprietor or by way of collateral security, sell, exchange, transfer or otherwise alienate bonds, debentures or other securities of any government, municipality, school commission, bank or duly incorporated company or corporation, and give in payment for said securities either cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company; to hold, sell or assign the shares, bonds, debentures or other securities thus acquired or otherwise dispose of and guarantee the payment of same as to capital, dividend and interest;

To acquire in whole or in part any undertaking or industry similar in whole or in part to that of the present company, and also the good-will, privileges or property of any individual or company, and pay for same with paid up shares of the present company;

To amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on any similar business to that which the company is authorized to carry on and give in payment or accept for such amalgamation wholly or partly paid up shares;

To acquire and hold securities of every kind,

mobilières ou immobilières, pour dettes et engagements ou obligations encourus ou à encourir envers la compagnie dans la conduite de ses opérations et les décharger ou en disposer autrement;

Conclure des conventions au sujet du partage de tous profits, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans toute entreprise ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou toute entreprise ou transaction pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou aider autrement toute personne ou client ou toutes personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs d'une compagnie semblable et les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre directement ou indirectement à profiter à la corporation;

Vendre, louer ou disposer autrement de la totalité ou de toute partie de l'entreprise de la compagnie et accepter en paiement complet ou partiel des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et les distribuer entre les actionnaires de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables, dans l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, débentures, ou autres valeurs d'une compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente corporation;

Faire toutes les choses autorisées par les présentes, seuls ou avec d'autres et comme principal ou comme procureur, agent, représentant ou courtier;

Payer à même les deniers de la compagnie les frais et impenses se rattachant à la constitution en corporation et à l'organisation de la compagnie,sous le nom de"Pennsylvania Coal Company, Limited", avec un capital-actions de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5795 ALEXANDRE DESMEULES.

movable or immovable, for debts and engagements or obligations incurred or to be incurred towards the company, in the conduct of its operations, and discharge or otherwise dispose of same;

To enter into any arrangement for sharing of profits, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on, engaged in, or about to carry on or engage in any undertaking or transaction that the present company is authorized to carry or undertake, or any undertaking or transaction which may be capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the present company; to make advances of money, guarantee the undertakings of or otherwise assist any person or client or any persons having business relations with the company, and take or otherwise acquire shares and securities of a similar company, and sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise dispose of same;

To organize one or more companies to take over the whole or any part of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may appear directly or indirectly calculated to benefit the corporation;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company and accept in full or part payment shares, bonds or other securities of any other company and distribute same among the shareholders of the company;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments in the exercise of the powers of the company;

To distribute in specie or otherwise, as may be decided, any securities of the company among its members, and particularly the shares, debentures or other securities of a company incorporated to take over the whole or any part of the assets and liabilities of the present corporation;

To do all the things hereby authorized alone or with others and as principal or attorney, agent, representative or broker;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the company, under the name of "Pennsylvania Coal Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the eleventh day of December, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,

5796 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Cosmopolitan Bakery, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1925, constituant en corporation : Costas Drakulas, boulanger, de la cité de Montréal, Maxime Raymond, avocat et conseil en loi

"The Cosmopolitan Bakery, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1925, incorporating: Costas Drakulas, baker, of the City of Montreal, Maxime Raymond, advocate and King's Counsel, of the City

du roi, de la cité d'Outremont, et Alfred Bonin, commis, de la cité de Verdun, district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, comme industrie active, et assumer le commerce et généralement les propriétés foncières et personnelles, y compris la clientèle du commerce présentement exercé par Costas Drakulas, en la cité de Montréal, sous le nom de "The Cosmopolitan Bakery", et payer pour telle acquisition en actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de versements de cette compagnie;

Exercer l'industrie de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits en gros et en détail; faire le commerce d'aliments préparés de toutes sortes et espèces et aussi de tous produits requis pour leur fabrication, avec pouvoir de faire et manufacturer du pain, des biscuits et gâteaux et produits similaires et les acheter et les vendre;

Manufacturer, acheter et vendre des marchandises de toutes sortes qui peuvent être requises par les boulangers ou confiseurs et généralement manufacturer, acheter et vendre des effets, denrées et marchandises de toutes sortes et espèces ou en disposer autrement;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licenses, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront

of Outremont, and Alfred Bonin, clerk, of the City of Verdun, District of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, as a going concern, and take over the business and generally the property real and personal, including the goodwill of the business now carried on by Costas Drakulas, in the City of Montreal, under the name of "The Cosmopolitan Bakery", and to pay for the same in fully paid up and non-assessable shares of this company;

To carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners and biscuit manufacturers; to deal in all kinds and description of cooked food and also in any products required with the same, with power to make and manufacture bread, biscuits, cakes and the like, and to buy and sell the same;

To manufacture, purchase and sell merchandise of all kinds which may be required by bakers or confectioners, and generally to manufacture, purchase, sell or otherwise dispose of goods, wares and merchandise of all kinds and description;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that

avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces gouvernements ou autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédéceseurs en affaires), ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition ou au res objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir ou approprier autrement toute propriété et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des chemins, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie; aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, aux termes et conditions jugés raisonnables, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie;

Emettre et répartir comme entièrement acquittées des actions du capital-actions de la compagnie comme la considération pour travail fait, propriétés acquises ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou convenus d'être rendus pour l'avancement des objets de la compagnie, y compris les services rendus ou à être rendus à la compagnie par les organisateurs de la compagnie;

Payer la totalité ou aucun des frais, charges et dépenses préliminaires ou incidents ou contractés en rapport avec la promotion, l'organisation, formation, établissement, enregistrement et incorporation de la compagnie;

may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire or deal with any property, rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company, upon such terms and conditions as may be deemed advisable, and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

To issue and allot, as fully paid up, shares of the capital stock of the company as consideration for work done, property acquired or, with the approval of the shareholders, for services rendered or agreed to be rendered in furtherance of the objects of the company, including services rendered or to be rendered to the company by the promoters of the company;

To pay all or any costs, charges or expenses preliminary or incidental to or incurred in connection with the promotion, organization, formation, establishment, registration and incorporation of the company;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes, avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Cosmopolitan Bakery, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5797 C.-J. SIMARD.

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Cosmopolitan Bakery, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5798 Assistant Provincial Secretary.

"The Eastern Township Manufacturing Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la Province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre, 1925, constituant en corporation: Edgar Gosselin et Guillaume Morin, avocats, Edouard Boisseau-Picher, notaire, tous trois de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Poursuivre tout commerce de manufacturiers de vêtements de toutes sortes, de costumes, de chapeaux, de gants, de soie, de coton, de drap, de porte-manteaux, de chaussures, de parapluies, d'ornements, de tous les accessoires de toilette, parfumerie, savons, et de tous autres articles, marchandises ou choses nécessaires pour atteindre les fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, d'importer et d'exporter, et agir comme agents manufacturiers ou agents à commission dans toutes sortes d'articles manufacturés, de marchandises et de matériel, en un mot, de manufacturer tout ce qui est susceptible d'être manufacturé, d'acheter tout ce qui peut s'acheter et de vendre tout ce qui peut se vendre et de faire tout commerce;

Acheter, louer ou acquérir autrement et détenir, posséder, employer et mettre en opération des terrains, bâtisses, usines, cours d'emmagasinage, entrepôts et matériaux qui peuvent être nécessaires ou utiles à l'entreprise de la compagnie;

Faire, entreprendre, exécuter, effectuer des contrats pour la construction, démolition, changements, décorations, entretien, fournitures,

"The Eastern Township Manufacturing Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1925, incorporating: Edgar Gosselin and Guillaume Morin, advocates, Edouard Boisseau Picher, notary, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of clothing of any kind, of costumes, hats, gloves, silk, cotton, cloth, portmanteaus, footwear, umbrellas, ornaments, toilet accessories, perfumery, soap and of any other articles, merchandise or things necessary for the attainment of the purposes of the company, with the right to manufacture, import and export, and act as manufacturers' agents or commission agents for any sort of manufactured goods, merchandise and materials, in a word, to manufacture anything capable of being manufactured, to purchase anything that may be purchased and sell anything that may be sold and carry on any business;

To buy, lease, or otherwise acquire and hold, possess, use and operate lands, buildings, shops, storage yards, warehouses and materials which may be necessary or useful for the undertaking of the company;

To make, undertake, execute and carry out contracts for construction, pulling down, altering, decorating, maintenance, equipment, furnishing

ameublement et améliorations de toutes sortes, avec les constructeurs, propriétaires d'immeubles et autres, faire dans toutes leurs branches respectives les affaires de constructeurs, entrepreneurs, décorateurs, et autres matériaux de construction;

Manufacturer, acheter et autrement acquérir, détenir, posséder, hypothéquer, vendre, céder, transférer, placer, trafiquer et faire le commerce d'objets, articles, produits et marchandises et propriétés de toutes classes et descriptions, meubles et immeubles; en un mot tout ce qui est susceptible d'être fabriqué ou de faire l'objet d'un commerce ou entreprise;

Souscrire pour, avec ou sans condition et assumer, émettre sur commission ou autrement, prendre, détenir, en faire le commerce et convertir les stocks, actions, obligations, débentures et garanties de toutes compagnies avec lesquelles cette compagnie peut avoir des relations d'affaires ou faisant des affaires semblables en tout ou en partie aux affaires qui peuvent être conduites pour le bénéfice des affaires de la compagnie, sa propriété ou droit;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, de l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant une entreprise ou transaction, ou engagée ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et avancer des fonds à, garantir les contrats ou autrement aider toutes telles personne, firme ou compagnie, prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toutes telles compagnies et les vendre, détenir ou réémettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Acquérir toute entreprise en tout ou en partie semblable à celle de cette compagnie, ensemble avec les biens, matériel, stock, clientèle, franchise, obligations et actif d'icelle de toutes sortes et les payer en argent, actions ou débentures de la compagnie ou autrement;

Rémunérer, au moyen d'une commission ou autrement, toute personne ou corporation pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription du capital de la compagnie, de ses obligations, bons ou autres valeurs de la compagnie, à l'occasion de la formation, de l'organisation de la compagnie ou relativement à la gestion de ses affaires;

Emettre et répartir des actions acquittées entièrement ou en partie de la compagnie en paiement ou partie de paiement de services rendus ou à être rendus à cette compagnie, en paiement de franchises, entreprises, propriétés mobilières ou immobilières, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence ou contrat, capital, bons, obligations ou autres propriétés et droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu de ses pouvoirs, et émettre et céder des obligations aux mêmes fins;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour actions, débentures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou autrement en disposer;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, ou autrement en disposer,

and improvements of all kinds, with builders, owners of immovabless and others, to carry on in all branches thereof the business of builders, contractors, decorators, and other building materials;

To manufacture, buy, or otherwise acquire, hold, possess, hypothecate, sell, assign, transfer, invest, deal in and deal with goods, wares, products and merchandise and property of every class and description, movable and immovable, and everything capable of being manufactured or the object of any trade or business;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, and to underwrite, issue on commission or otherwise, take, hold, deal in and convert stocks, shares, bonds, debentures and securities of any company with which this company may have dealings or carrying on business in whole or in part similar to the businesses capable of being conducted so as to benefit the company's business, property or rights;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the present company is authorized to carry on, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such companies and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to that of this company, together with the property, plant, stock, good-will, franchises, liabilities and assets thereof of any description and to pay for the same in cash, shares or debentures of the company or otherwise;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, bonds, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue and allot fully or partly paid up shares of the company in payment or part payment for services rendered or to be rendered to the company, in payment for franchises, undertakings, movable or immovable properties, rights, powers, privileges, lease, license or contract, stock, bonds, debentures or other properties and rights which this company may lawfully acquire by virtue of its powers, and to issue and assign bonds for like purposes;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or other-

mettre à profit, ou faire le commerce de toute partie des biens de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, maintenir, construire et mettre en opération, sur les terres de la compagnie ou sur celles dont elle a le contrôle, des voies d'évitement, embranchements, tramways et tous autres moyens de transport sur terre;

Acheter, louer, ériger, construire ou autrement acquérir, posséder, affréter, maintenir, mettre en opération, conduire, naviguer, et employer des bateaux à vapeur et autres, barges, bacs et vaisseaux pour les fins des affaires de la compagnie ou pour toutes autres fins, ou acheter ou autrement acquérir des parts ou actions dans tout vaisseau ou toute compagnie faisant le commerce de transport par eau des personnes et des marchandises;

Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autrement, et construire, ériger, mettre en opération, maintenir et conduire des manufactures, boutiques, magasins, dépôts, ateliers pour machines, bâtisses pour engins et autres constructions nécessaires pour ses affaires et toute autre propriété mobilière et immobilière nécessaire et utile ou avantageuse pour l'entreprise de la compagnie et les louer, vendre et autrement en disposer;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, brevets d'inventions, octrois, licences, baux, concessions et choses semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité, ou tout secret ou tout renseignement relatif à toute invention qui peut paraître propre à servir ou profiter à tout objet de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible de profiter à la compagnie;

Aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis, ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Faire toute convention avec toute autorité souveraine, fédérale, provinciale, municipale, civile, publique, et obtenir de telle autorité toutes concessions, octrois, pouvoirs, privilèges et franchises que la Compagnie croira avantageux d'obtenir et faire toute convention et contrat pour l'exploitation et le développement de tels octrois, concessions et privilèges;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette Compagnie et prendre des actions dans telle compagnie, garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Exercer toute industrie que la Compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec ses entreprises, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients ou autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, aux termes et conditions qui seront jugés convenables et garantir l'exécution des contrats et le paiement des obligations de ces personnes;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, au moyen de dividendes ou primes ou de toute autre manière, tout ou partie des biens de la compagnie ou produit de la vente ou disposition de tout ou partie des biens de la compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de

wise deal with all or any of the property of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, maintain, construct and operate, on the lands of the company or lands controlled by the company. railway-sidings, branches, tramways and other means of transportation on land;

To buy, lease, erect, construct or otherwise acquire, own, charter, maintain, operate, manage, navigate, and utilize steam or other vessels, barges, scows and boats for the purposes of its business or otherwise, and to buy or otherwise acquire shares in any vessels and in any company carrying on by water the transportation of passengers and merchandise;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to construct, erect, operate, maintain and manage factories, shops, stores, depots, machine-shops, engine-houses, and other constructions and erections necessary for its business and any other movable or immovable property necessary and suitable or advantageous for the undertaking of the company and to lease, sell and otherwise dispose of the same;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, grants, licenses, leases, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company;

To also use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

To enter into any arrangements with any authorities, supreme, federal, provincial, municipal, civil, public, and to obtain from any such authority any concessions, grants, powers, privileges and franchises which the company may think it desirable to obtain, and to enter into any agreements and contracts for the carrying out and development of such grants, privileges and concessions;

To amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of the company and to take shares in any such company, guarantee the performance of contracts by any such company or persons with which or with whom the company may have business relations;

To carry on any other industry which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its undertakings or directly or indirectly calculated to enhance the value of the properties, rights or products of the company;

To lend money to customers or other persons having dealings with the company, on such terms or conditions as they may deem fit and to guarantee the performance of contracts and the payment of the obligations of such persons;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, by way of dividends or premiums or in any other manner, the whole or any of the property of the company or the products of the sale or alienation of the whole or of any of the property of the company;

To invest and deal with the money of the

la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers et représentants pour toutes autres personnes, firmes et corporations;

Acquérir, accumuler et utiliser du courant ou de l'énergie électrique pour toutes fins de la compagnie;

Acquérir et détenir des actions, titres, débentures, actions-obligations, bons, obligations, ou valeurs émises ou garanties par toute compagnie constituée et faisant affaires dans n'importe quel pays, et des débentures, actions-obligations, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par tout gouvernement, commission, corps public, ou autorité souveraine, municipale, locale ou autre, soit au Canada ou ailleurs;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats, débentures et autres instruments négociables et transférables;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débentures, ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des biens mobiliers ou immobiliers ou des droits de la compagnie;

Importer, exporter, manufacturer, vendre, acheter ou autrement acquérir des marchandises, des produits et effets de toutes espèces et en faire le commerce;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation, à l'incorporation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions;

Obtenir l'enregistrement et la reconnaissance de la compagnie dans tous pays étrangers et conformément aux lois de ces pays, exercer toute industrie de la compagnie et vendre ses produits dans tous tels pays étrangers et, pour telles fins, établir des bureaux ou succursales et posséder des propriétés dans tous tels pays étrangers et y nommer des agents pour représenter la compagnie, et accepter, pour et au nom de la compagnie, signification légale de tout procès ou poursuite;

Acheter ou autrement acquérir les intérêts de toute compagnie dont l'entreprise est en tout ou en partie semblable à celle de cette compagnie;

Les pouvoirs spécifiques mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes de tout autre paragraphe;

Toutes dispositions contenues dans les présentes et qui peuvent être décrétées par règlement de la compagnie ou par règlement des directeurs approuvé par le vote des actionnaires pourront être abrégées ou modifiées par règlement;

Généralement faire toute chose et exercer

company not immediately required, and to dispose of same in such manner as may from time to time be determined;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers and representatives for any other persons, firms and corporations;

To acquire, accumulate and use electric current or power for any of the company's purposes;

To acquire and hold shares, rights, debentures, debenture-stock, bonds, obligations or securities issued or guaranteed by any incorporated company carrying on business in any country, and the debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any government, commission, public body, or authority supreme, municipal, local or otherwise, either in Canada or elsewhere;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To borrow money upon the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company or to pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed proper;

To hypothecate, mortgage or pledge any movable or immovable properties, present or future, belonging to the company as the security of any bonds, debentures or other securities which this company is lawfully authorized to issue or any sums of money borrowed for the company's purposes;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the movable or immovable properties or rights of the company;

To import, export, manufacture, sell, purchase or otherwise acquire and deal in goods, wares and merchandise of every kind;

To pay all and any expenses incidental or connected with the formation, incorporation and promotion of the company or the raising of its capital stock;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and pursuant to the laws of such countries, to carry on any of the company's business and to sell its products in any such foreign countries and, for such purposes, to establish offices or branches and own property in any such foreign countries, and to appoint agents therein to represent the company and to accept, for and in the name of the company, service of any process or suit;

To purchase or otherwise acquire the interests of any company the undertaking of which is altogether or partly similar to that of the company;

The specific powers mentioned in each of the above paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Any provisions contained herein and which may be enacted by by-law of the company or by by-law of the directors approved by the vote of the shareholders may be repealed or modified by by-law;

Generally to do all things and exercise all

tout pouvoir que la compagnie peut ou pourra légalement faire ou exercer en vertu et conformément aux lois de la province de Québec ou à toutes autres lois qui s'appliquent actuellement ou s'appliqueront à la compagnie;

Les objets et pouvoirs des clauses qui précèdent seront interprétés comme complétant et non pas comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est expressément pourvu, dans les présentes, que l'énumération précitée des pouvoirs spécifiques ne limitera ou restreindra, en aucune manière, les pouvoirs de cette compagnie et cette compagnie peut faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement de toutes fins ou objets ci-dessus énumérés, soit comme principal, agent ou autrement, par l'intermédiaire de fidéicommissaires, agents, ou autres et soit seule ou comme associée avec d'autres firmes, corporations ou individus, sous le nom de "The Eastern Township Manufacturing Company".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($499,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions privilégiées cumulatives avec dividende de huit pour cent (8%) d'une valeur au pair de dix piastres ($10.00) chacune, et deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille (299,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de une piastre ($1.00) chacune;

Les actions privilégiées auront et possèderont toutes les propriétés, droits et privilèges ci-après énumérés et seront sujettes aux restrictions suivantes:—

Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, à même les bénéfices nets et les surplus de la Compagnie tel que déterminé de temps à autre par le bureau de direction, des dividendes privilégiés cumulatifs à compter de la date de l'émission, au taux de huit pour cent (8%) par année, sur la valeur globale au pair des dites actions détenues par eux respectivement, les dits dividendes étant cumulatifs et payables annuellement le premier janvier de chaque année avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur les actions ordinaires, et si en aucune manière, les dividendes au taux de 8% par année n'ont pas été payés sur les actions privilégiées, le solde déficitaire sera payable sans intérêt à même les bénéfices ou le surplus des années subséquentes ou antérieures déterminé par le bureau de direction tel que susdit, avant qu'un dividende soit déclaré ou payé sur les actions ordinaires;

Survenant la liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les actions privilégiées en cours devront être payées en entier et au pair, avec en plus les dividendes courus et leurs arrérages, avant qu'aucun paiement ne soit fait sur les actions ordinaires;

Les porteurs d'au moins dix (10) actions privilégiées et d'au moins cent (100) actions ordinaires du capital-actions de la compagnie auront droit à un vote pour chaque action à toute assemblée des actionnaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5799 C.-J. SIMARD.

powers which the company can or may lawfully do or exercise under and pursuant to the laws of the Province of Quebec or of any other laws which presently apply or shall apply to the company;

The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the province of Quebec;

And it is expressly provided herein that the foregoing enumeration of the specific powers shall in no wise limit or restrict the powers of this company and this company may do all things necessary, useful or proper for the attainment of any purposes or objects hereabove enumerated, either as principal, agent or otherwise and by and through trustees, agents or otherwise and either alone or in partnership with other firms, corporations or individuals, under the name of "The Eastern Township Manufacturing Company".

The amount of the capital stock of the company shall consist of four hundred and ninety-nine thousand dollars ($499,000.00), divided into twenty thousand (20,000) eight per cent (8%) cumulative preferred shares of a par value of ten dollars ($10.00) each and two hundred and ninety nine thousand (299,000) common shares of a par value of one dollar ($1.00) each.

The preferred shares shall have and possess all the preferences, rights and privileges hereinafter expressed, and shall be subject to the following restrictions, namely:

The holders of the preferred shares shall be entitled to receive in respect thereto, out of net profits and surplus of the corporation, as determined from time to time by the Board of Directors, cumulative preferential dividends from the date of issue, at the rate of eight per cent (8%) per annum, on the aggregate par value of their respective holdings of said stock, and said dividends shall be cumulative and be payable annually on January first in each year and before any dividends are declared or paid on the common stock, and if in any year dividends at the rate of 8% per annum shall not have been paid on the preferred stock, the deficiency shall be payable without interest out of the net profits or surplus of subsequent as well as previous years, determined by the Board of Directors as aforesaid, before any dividends are declared or paid on the common stock;

In case of liquidation, dissolution or winding up of the company, the outstanding preferred shares shall be paid in full at the par value thereof, plus dividends accrued or in arrears thereon, before any payment is made on the common shares;

The holders of at least ten (10) preferred shares and of at least one hundred (100) common shares of the capital-stock of the company shall have right to a vote for each share at any meeting of the shareholders.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5800 Assistant Provincial Secretary.

"Wildgrove, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du Gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre, 1925, constituant en corporation: William-Newman Hinds, Robert-D. Steven, comptables, Winnifred Gosling, sténographe, fille majeure, agée de 21 ans révolus, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, vendre, importer et exporter des œufs, du beurre, fromage, des volailles et toutes sortes d'aliments, produits alimentaires, produits animaux et agricoles, et produits de maisons de salaison, et en faire le commerce en gros et en détail;

Construire, bâtir, acheter, établir ou acquérir autrement et maintenir, exploiter et mettre en opération des fabriques de beurre, fromage, et de conserves; pour la fabrication, la mise en boîte ou autre préparation du beurre, du fromage et des produits laitiers, viandes, fruits de toutes sortes, volailles et produits agricoles en général;

Acheter, louer ou acquérir autrement des terres, terrains agricoles et autres propriétés dans le but de faire des opérations agricoles en général et, à ces fins, bâtir et ériger tous les bâtiments nécessaires qui peuvent servir en rapport avec les dites fins, et acheter ou acquérir autrement tout le bétail nécessaire pour faire les opérations ci-dessus mentionnées;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, firme ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, firme ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions ou des valeurs de toute telle personne, firme ou compagnie, aussi les vendre, dété-

"Wildgrove, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by His Honour the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1925, incorporating: William Newman Hinds, Robert D. Steven, accountants, Winnifred Gosling, stenographer, spinster of the full age of 21 years, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, deal in, import and export, wholesale or retail, eggs, butter, cheese, poultry, and all kinds of foods, of food stuffs, food products, animal and agricultural products and packing house products;

To construct, build, purchase, establish or otherwise acquire and to maintain, carry on and operate butter, cheese and canning factories, for the purpose of manufacturing, canning or otherwise preparing butter, cheese and dairy products, meats, fruits of all kinds, poultry and agricultural products generally;

To purchase, lease or otherwise acquire lands, farm lands and other property for the purpose of carrying on farm and agricultural operations generally and, for this purpose, to build, erect all necessary buildings which may be used in connection with said purposes, and to purchase or otherwise acquire all necessary live stock for the carrying on of the above operations;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with

nir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir, vendre ou autrement aliéner des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou supports d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommis et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou ceux avec lesquels ils sont alliés ou dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toutes les propriétés foncières ou personnelles et les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier tous terrains, bâtiments, immunités, machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de procurer les intérêts de la compagnie; aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Adopter les moyens jugés convenables pour faire connaître les produits de la compagnie, en particulier, en annonçant dans la presse, par des circulaires, par l'achat et par l'expo-

the same;

To take or otherwise acquire, hold, sell and otherwise dispose of shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any land, building, easements, machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, in the carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any persons;

To draw, to make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition

sition des objets d'art ou d'intérêt, et par la publication de livres et de revues, et par l'octroi de prix, récompenses et donations;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, facteurs, agents, courtiers, agents à commission, entrepreneurs, ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie aucune procédure ou action;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie et corporation, et garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, sous le nom de "Wildgrove, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix neuf mille piastres ($99,000.), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

5801 ALEXANDRE DESMEULES.

of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, factors, agents, brokers, commission agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To raise and to assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company and corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons with whom the company may have business relations, under the name of "Wildgrove, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1925.

ALEXANDRE DESMEULES,

5802 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Progress Electric Supply Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants, il a été accordé par Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour de décembre, 1925, changeant le nom de la compagnie "Progress Electric & Hardware Company, Limited", en celui de "Progress Electric Supply Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre, 1925.

Le sous-secrétaire de la province,

5803 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"Progress Electric Supply Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have been issued by His Honor the Administrator of the Government of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1925, changing the name of the company "Progress Electric & Hardware Company, Limited" to that of "Progress Electric Supply Company, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary this fourteenth day of December, 1925.

C. J. SIMARD,

5804 Assistant Provincial Secretary.

Assurance

Avis est par les présentes donné au public que Gustave Marin, avocat, 444 Boulevard Pie IX, Montréal; Edouard Tellier, avocat, 36 rue Sherbrooke Ouest, Montréal; Paul Gouin, avocat, 445 Avenue Prince-Albert, Westmount; Gratia Longtin, caissière, 224 rue Berri, Montréal; Flore Mallette, sténographe, 8014A rue Saint-Denis, Montréal, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, pour les constituer en corporation, sous le nom de "The People's Life Assurance Company of Canada" (en anglais), et sous le nom de "La Compagnie d'Assurance du Peuple du Canada" (en français), avec un capital de un million de piastres, divisé en dix mille actions de cent piastres chacune, en vertu des dispositions de la loi des assurances de Québec et ses amendements, aux fins d'obtenir le pouvoir de faire des affaires d'assurance sur la vie, sur les accidents, contre le feu et contre la maladie; des affaires d'assurance de garantie et de cautionnement; des affaires d'assurance contre toute perte de propriété ou tout dommage à la propriété, causé par accident, y compris les explosions, ou par suite du vol avec ou sans effraction; sur les glaces (plate glass); et aussi des affaires d'assurance sur les véhicules-moteurs; des affaires d'assurance maritime, d'automobiles, bicycles et d'aviation et sur le bétail, sous toutes leurs formes, et pour ces fins, faire et exécuter en tout temps des polices, contrats, conventions, engagements écrits ou imprimés, selon qu'il sera jugé nécessaire et utile dans chaque cas, et généralement faire et exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins, et de manière à pouvoir les atteindre, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme à la loi des assurances de Québec, relativement au dépôt et aux permis exigés et à toutes ses autres dispositions.

Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 1er décembre 1925.

GUSTAVE MARIN,
EDOUARD TELLIER,
PAUL GOUIN,
GRATIA LONGTIN,
FLORE MALLETTE.

L'avis de cette compagnie publié à la page 3655 est nul. 5647—50-4

Insurance

Notice is hereby given to the public that Gustave Marin, lawyer, 444 Boulevard Pie IX, Montreal; Edward Tellier, lawyer, 36 Sherbrooke West, Montreal; Paul Gouin, lawyer, 445 Prince Albert Avenue, Westmount; Gratia Longtin, cashier, 224 Berri, Montreal; Flore Mallette, stenographer, 8014A Saint Denis, Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec, after the present notice has been published for four consecutive weeks in the *Quebec Official Gazette*, asking to be incorporated under the name of "The People's Life Assurance Company of Canada" (in English), and under the name of "La Compagnie d'Assurance du Peuple du Canada" (in French), with a capital stock of one million dollars, divided in ten thousand shares of one hundred dollars each, in virtue of the provisions of the Quebec Insurance Act and its amendments, to carry on the business of insurance for life and accident, fire and sickness; guarantee or suretyship insurance; insurance against any loss or damage to property by accidental causes, including explosions, larcenies, houses breaking or burglary, and plate glass insurance; to carry on the business of insurance on motor vehicles; and also to carry on marine, automobile, bicycles or aviation insurance and live stock insurance, and for those purposes, at all times, to issue and execute policies, contracts, agreements or conventions written or printed, according to the circumstances of such ends, and generally to do all things and matters relative to such ends and necessary to acquire same, provided that before commencing the business of such group of insurance, the company shall comply with the Quebec Insurance Act, as regards the deposit and permits and all other matters.

The principal place of business of the said company to be at Montreal.

Dated at Montreal, this 1st day of December, 1925.

GUSTAVE MARIN,
EDOUARD TELLIER,
PAUL GOUIN,
GRATIA LONGTIN,
FLORE MALLETTE.

The notice of this company published on page 3655 is null. 5648—50-4

Demandes à la Législature

Avis est, par les présentes, donné que la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à la loi la constituant en corporation—8 Victoria, chapitre 101—telle qu'amendée par la loi 48 Victoria, chapitre 46, quant à ses pouvoirs et particulièrement ses pouvoirs d'emprunt et autres fins.

Montréal, 30 novembre 1925.

Les avocats des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie,
BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.

5469—51-4

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Community of the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its Act of incorporation—8 Victoria, chapter 101—as amended by the Act 48 Victoria, chapter 46, regarding its powers and particularly its borrowing powers and other purposes.

Montreal, 30th November, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER,
Attorneys for the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary.

5470—51-4

Avis est donné, par les présentes, qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une demande sera faite de la part de la compagnie "Canadian-International Paper Co." pour confirmer et ratifier une résolution en date du 17 novembre 1925, adoptée par les Commissaires d'Ecoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine, ainsi qu'un règlement en date du 14 décembre 1925, adopté par le Conseil de la Cité du-Cap de-la-Madeleine, accordant à la dite compagnie certains privilèges et commutations de taxes.

Daté à Trois-Rivières, ce 3 décembre 1925.

Les procureurs de la compagnie,
"CANADIAN-INTERNATIONAL PAPER CO."
BUREAU, BIGUE & GOUIN.
5697—51-4

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, for and on behalf of the "Canadian-International Paper Company", asking the confirmation and ratification of a resolution passed and adopted on the 17th of November 1925, by the School Commissioners of the City of Cape Madeleine, and also of a by-law passed and adopted by the Council of the said City of Cape Madeleine, on the 14th of December 1925, such resolution and by-law granting the said Company certain privileges and commutations of taxes.

Dated at Trois-Rivières, this 3rd day of December 1925.

BUREAU, BIGUE & GOUIN,
Attorneys-at-law on behalf of the
CANADIAN-INTERNATIONAL PAPER CO.
5698—51-4

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, la Cité de Saint-Lambert demandera l'adoption d'une loi spéciale pour amender sa charte: (a) pour pourvoir au numérotage des sièges des échevins et conseillers, de un à six: (b) pour pourvoir à un mode d'assurer la vie de ses employés; (c) pour autoriser la Cité à payer une pension viagère à ses employés mis à leur retraite, et particulièrement à l'Ex-Chef de Police, Napoléon Gravel; (d) pour faire approuver et confirmer le plan officiel des rues, lots et places publiques de la Cité, (e) et pour faire approuver et ratifier le règlement numéro 160 relatif à la consolidation des fonds d'amortissement prévus par différents règlements, lequel règlement passé par le Conseil le 16 novembre, 1925, et approuvé par les électeurs propriétaires le 11 décembre, 1925, et pour autres fins.

Daté à Montréal, ce 14ème jour de décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier de la
Cité de Saint-Lambert,
5711—51-4 JAMES-R. BEATTY.

Public notice is hereby given that at the coming session of the Legislature of the Province of Quebec, the City of Saint Lambert shall apply for the adoption of a special law amending its charter for the following objects: (a) the numbering of the seats for the aldermen from one to six; (b) authorization to provide for a system of group insurances for the employees of the City; (c) to authorize the City to pay a pension to its retired officers and employees, and in particular to the Ex-Chief of Police, Napoleon Gravel; (d) to have the official plan of the streets, lots and squares of the City approved and confirmed; (e) to obtain the confirmation and ratification of By-Law 160 adopted by the City Council on the 16th of November, 1925, and approved by the Municipal Electors, who are proprietors, on the 11th of December, 1925 said by-law providing for the consolidation of the sinking funds provided for under various by-laws, and for other purposes.

Dated at Montreal, this 14th day of December, 1925.

JAMES R. BEATTY,
Secretary-Treasurer of the City
5712—51-4 of Saint Lambert.

Avis est par les présentes donné que Mesdames Marie-Florida Boivin, dite Marie de la Garde, Supérieure, Marie-Alice Guay, dite St-Donat, Assistante Marie-L.-Simonne Leblanc, dite St-Jean-Gabriel, Econome, et Yvonne Métivier, dite Ste-Félixine, Secrétaire, toutes quatre des Sœurs de la Charité de Québec, et respectivement Supérieure, Assistante, Econome et Secrétaire, de leur Hôpital à Rimouski, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Hôpital Saint-Joseph de Rimouski, avec tous les pouvoirs et attributions habituellement accordés à ces corporations.

Québec, 14 décembre 1925.

Pour les Pétitionnaires,
5713—51-4 JOS. SIROIS, N.P.

Notice is hereby given that Mesdames Marie Florida Boivin, named Marie de la Garde, Superior, Marie Alice Guay, named St Donat, Assistant, Marie L. Simonne Leblanc, named St Jean Gabriel, Econome, and Yvonne Métivier, named Ste Félixine, Secretary, all four of the "Sœurs de la Charité de Québec", and respectively, Superior, Assistant, Econome and Secretary of their Hospital at Rimouski, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them in corporation under the name of "Hôpital Saint-Joseph de Rimouski", with all the powers and rights generally conferred upon these corporations.

Quebec, December 14th, 1925.

JOS. SIROIS, N.P.
5714—51-4 For the Petitioners.

"L'INSTITUT DES SOEURS DE SAINTE-MARTHE DE SAINT-HYACINTHE".

Avis est par les présentes donné au public que Léocadie Quintin, en religion Soeur du Cœur-de-Jésus, Clara Cabana, en religion Sœur Marie-de-Cléophas, Elise Boudreault, en religion Sœur Sainte-Hélène, Clémence Jean, en religion Sœur Saint-Rémi, et Joséphine Boudreault, en religion Sœur Saint-André, toutes cinq résidant à Saint-Hyacinthe et membres de l'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de

"L'INSTITUT DES SOEURS DE SAINTE-MARTHE DE SAINT-HYACINTHE".

Public notice is hereby given that Léocadie Quintin, in religion Sœur du Cœur de Jésus, Clara Cabana, in religion Sœur Marie de Cléophas, Elise Boudreault, in religion Sœur Sainte Hélène, Clémence Jean, in religion Sœur Saint-Rémi, and Josephine Boudreault, in religion Sœur S int-André, all five residing at Saint Hyacinthe and members of "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe",

Saint-Hyacinthe, communauté religieuse établie avec l'approbation canonique de Monseigneur l'évêque de Saint-Hyacinthe, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant, elles et leurs successeures et toutes personnes formant partie de leur communauté, en corporation sous les noms de "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe", avec siège principal de la dite corporation en la cité de Saint-Hyacinthe, aux fins d'accomplir et de pratiquer les œuvres de charité corporelle et spirituelle par l'établissement d'orphelinats, hospices, maisons d'éducation, etc., en se consacrant à l'enseignement, en s'occupant, en outre, du soin matériel des évêchés, séminaires, collèges et autres maisons religieuses, et qu'elles demanderont en faveur de leur dite corporation tous les pouvoirs, prérogatives et privilèges reconnus par la loi et appartenant aux corporations civiles ordinaires et aux sociétés religieuses constituées en corporation, de même que tous les pouvoirs, prérogatives et privilèges résultant de la destination et du but de la dite corporation et nécessaires pour l'exécution et l'accomplissement de sa mission et de son œuvre; la dite corporation devra être spécialement autorisée: à avoir succession perpétuelle sous le nom qui lui est attribué; à posséder un sceau commun et le modifier à volonté; à pouvoir changer à son choix son siège principal par règlement qu'elle adoptera à être approuvé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et publié dans la *Gazette Officielle de Québec;* à adopter, pour son organisation et sa régie, pour l'administration de ses œuvres et de ses biens, et généralement pour tout ce qui se rattache à son objet et à la réalisation de son entreprise, à la direction de son œuvre et à l'exercice de ses pouvoirs, tous règlements et ordonnances qu'elle jugera à propos, pourvu qu'il ne s'y trouve rien contraire aux lois de cette province, et à modifier et changer tels règlements et ordonnances chaque fois qu'il sera jugé convenable et nécessaire; à faire des emprunts de deniers sur le crédit de la dite corporation et à consentir ces emprunts au moyen d'émission d'obligations avec hypothèque sur les biens meubles et immeubles présents et futurs de la corporation, et droit de consentir cette hypothèque en faveur de fidéi-commissaires représentant les obligataires, et ce, au moyen d'un acte de fidéi-commis ou de toute autre manière; à organiser et poursuivre toutes œuvres de charité corporelle et spirituelle, et, à ces fins, à établir des orphelinats, hospices, maisons d'éducation, etc; à se consacrer à l'enseignement et aux œuvres éducatrices d'une manière générale; à se charger du soin matériel des évêchés, séminaires, collèges et autres maisons religieuses; enfin à exécuter et accomplir tous travaux, toutes œuvres et toutes entreprises se rapportant à la mission et au but définis ci-dessus, avec tous les pouvoirs nécessaires pour telles fins.

Saint-Hyacinthe, 10 décembre, 1925.

Pour les requérantes,
Les procureurs,
LUSSIER & FONTAINE.

5719—51-4

a religious community established with the canonical approval of Monseigneur the bishop of Saint Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act constituting them and their successors and any persons forming part of their community, into a corporation under the name of "L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe de Saint-Hyacinthe", with principal place of business of the said corporation in the city of Saint Hyacinthe, for the purposes of accomplishing and practising corporal and spiritual works of charity by the founding of orphanages, homes, houses of education, etc., devotion to teaching, in moreover taking material care of bishops' palaces, seminaries, colleges and other religious institutions, and that they will apply for, in favor of their said corporation, all the powers, prerogatives and privileges recognized by law and belonging to ordinary civil corporations and to incorporated religious societies, as also all the powers, prerogatives and privileges resulting from the destination and purpose of the said corporation and necessary for the execution and accomplishment of its mission and work; the sai dcorporation shall be specially authorized; to have perpetual succession under the name given to it; to have a common seal and change it at will; to have power to change at its discretion its principal place of business by by-law it may adopt to be approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette:* to adopt for its organisation and government, for the administration of its works and of its property, and generally for anything relating to its object and the realisation of its undertaking, the direction of its work and the exercise of its powers, any by-laws and ordinances it may deem fit, provided that there be nothing therein contrary to the laws of this Province, and to modify and change such by-laws and ordinances every time it may deem suitable and necessary; to make loans of money on the credit of the said corporation and execute such loans by means of the issue of bonds, with hypothec on the present and future movable and immovable property of the corporation, and the right to execute such hypothec in favor of trustees representing the bondholders, and such by means of a trust deed or in any other manner; to organise and carry on any corporal and spiritual works of charity and, for such purposes, to establish orphanages, homes, houses of education, etc.; to be devoted to teaching and educational work in a general manner; to take charge of the material care of bishops' palaces, seminaries, colleges and other religious institutions; finally, to execute and accomplish any labour, works and undertakings connected with the mission and purpose hereabove defined, with all the powers necessary for such purposes.

Saint Hyacinthe, 10th., December, 1925.

LUSSIER & FONTAINE,
Attorneys for Applicants.

5720—51-4

LA CITE DE VERDUN

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes, savoir:

CITY OF VERDUN

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters, to wit:

Amender la Loi des Expropriations, 13 George V, chapitre 96 et 15 George V, chapitre 97.—Exproprier certains lots de terre pour l'ouverture de rues et ouvrir des rues de moins de soixante-six pieds.—Employer les fonds de la ville pour des fins autres que celles prévues.—Emprunter de l'argent pour exécuter des travaux d'améliorations locales.—Réglementer la circulation des voitures.—et amender la requête pour l'exécution de travaux permanents.

Montréal, 15 décembre 1925.

Les procureurs de la Cité de Verdun,

5721—51-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis est par les présentes donné que M. Antonio Prévost, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de confirmer et ratifier les titres de propriété concernant le Numéro mille huit cent un (1801) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne, dans la cité de Montréal, particulièrement un titre de vente par licitation en date du deuxième jour de mai 1905, et une vente consentie au requérant, le 29 juin 1923, devant le notaire Oscar Desautels, de Montréal.

Montréal, le 15 décembre 1925.

Les procureurs du requérant,

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.

5723—51-4

Avis public est par les présentes donné que Joseph Brunet, docteur en médecine, de la paroisse de Saint-Janvier, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, pour demander l'adoption d'une loi permettant au Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Saint-Janvier, 16 décembre, 1925.

Le procureur du requérant,

5751—51-4 ALPHONSE DECARY.

Avis pubic est par les présentes donné que Albéric Pinsonnault, cutivateur, de la paroisse de Saint-Sébastien, Joseph Mongeau, marchand, de la cité de Montréal, et autres, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que le territoire compris dans les lots Nos 154 à 168 inclusivement et 182 à 191 inclusivement du cadastre de la paroisse de Saint-George-de-Clarenceville, soit détaché des Municipalité et Commission scolaires auxquelles ils appartiennent, pour être incorporés en ville en vertu de la Loi des cités et villes, 1922, et pour être érigés en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Venise" ou tout autre nom que la Législature voudra bien u' donner, et pour autres fins.

Montréal, 16 décembre, 1925.

Le procureur des requérants,

5753—51-4 ALPHONSE DECARY.

Avis, est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi confirmant et validant, en autant que la dite Législature a juridiction, le chapitre 100 des Statuts du Canada de 1924, étant une loi concernant l'Eglise Unie du Canada, accordant à la corporation ainsi créée par ladite loi, certains pouvoirs relativement aux biens et autrement conférant aux prêtres et ministres du culte certains pouvoirs relativement à la tenue des régistres de l'état civil et la célébration du ma-

To amend Law of Expropriation, 13 George V, Chapter 96 and 15 George V, Chapter 97.—To expropriate certain parcels of land to open streets and open streets less than 66 feet.—To use funds of the City for other purposes.—To borrow from the Bank for local improvements.—To regulate night traffic.—and to amend petition for local improvements.

Montreal, December 15th, 1925.

FAUTEUX & FAUTEUX,

5722—51-4 Attorneys for the City of Verdun.

Notice is hereby given that Mr. Antonio Prévost, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act to confirm and ratify the titles of ownership respecting number one thousand eight hundred and one (1801), on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, in the city of Montreal, particularly a title of sale by licitation dated the second day of May, 1905, and a sale made to the petitioner, the 29th of June, 1923, before notary Oscar Desautels, of Montreal.

Montreal, 15th December, 1925.

BEAULIEU, GOUIN, MARIN & MERCIER.

Attorneys for Applicant,

5724—51-4

Public notice is hereby given that Joseph Brunet, doctor in medicine, of the parish of Saint Janvier, in the county of Terrebonne, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, for the adoption of an act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit him among its members after examination.

Saint Janvier, December 16th., 1925.

The attorney of the Petitioner,

5752—51-4 ALPHONSE DECARY.

Public notice is hereby given that Albéric Pinsonnault, farmer, of the parish of Saint Sebastien, Joseph Mongeau, merchant, of the city of Montreal and others, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, asking that the territory comprising lots Nos. 154 to 168 inclusively and Nos. 182 to 191 inclusively of the parish of Saint Georges of Clarenceville, be detached of the municipality and school commission to which they belong, to be incorporated into Town, in virtue of the Cities and Towns Act, 1922, and to be erected into distinct schoo municipality under the name of "Venise" or any other name which the legislature shall give to it, and for other purposes.

Montreal, December 16th., 1925.

The attorney of the petitioners,

5754—51-4 ALPHONSE DECARY.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an act confirming and validating, in so far as the Quebec Legislature has jurisdiction, chapter 100 of the Dominion Statutes of 1924, being an act respecting the United Church of Canada, and granting to the corporation created by such act, certain powers in respect of property and otherwise and conferring on its clergymen and ministers powers in respect of the keeping of registers of civil status and solemnizing marriage,

r'age, pourvoyant à ce que la société "American Presbyterian Society", à laquelle il est référé au chapitre 163 des Statuts de Québec, 27-28 Victoria, devienne une congrégation de ladite Eglise Unie, ainsi qu'au concours ou non concours de congrégations dans l'Union prévue par ladite loi, et quant aux collèges indiqués dans ledit Statut et l'enseignement y donné.

Daté ce 15 décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME,
112, rue Saint-Jacques, Montréal,
5755—51-4 Québec.

Avis est donné par les présentes, qu'à la prochaine session de la législature de la vrovince de Québec, une demande sera faite de la part de la compagnie "Saint Lawrence Paper Mills, Ltd", pour confirmer et ratifier une résolution adopté par le Conseil de la cité de Trois-Rivières à une séance du 27 septembre 1920, ainsi qu'une résolution adoptée par les Commissaires d'écoles de la cité de Trois-Rivières, le 21 décembre, 1925, et accordant une commutation de taxes à la dite compagnie.

Daté à Trois-Rivières, ce 3ème jour de décembre, 1925.

Les procureurs de la compagnie,
"Saint-Lawrence Paper Mills, Ltd."
5757—51-4 Bureau, Bigue & Gouin.

Avis public est par les présentes donné que la Cité d'Outremont demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour confirmer les pouvoirs qui lui sont accordés par sa Charte et ses amendements, pour modifier et amender, suivant qu'il sera nécessaire, certaines dispositions de ladite Charte et de ses amendements, ainsi que la loi qui régit la Cité, entre autres, relativement aux règlements du Conseil, avec ou sans leur approbation par les propriétaires de biens-fonds, à l'aqueduc et autres services d'utilité publique, aux rôles d'évaluation et de perception et à leur contestation, au mode de collecter les taxes et cotisations municipales et scolaires, à la remise de telles taxes et cotisations scolaires à l'autorité compétente, et au droit de subrogation de la cité lui résultant de son obligation de percevoir et remettre lesdites taxes et cotisations, à l'extension du pouvoir d'imposer les taxes, à la subrogation, sous certaines conditions, dans les droits de la Cité en faveur des personnes payant les taxes et cotisations contre la ou les personnes qui y sont tenues en dernier ressort, à la ratification des rô es de cotisations et de perception, à la ratification des règlements de construction, aux franchises et privilèges dans les rues, places publiques et autres dans la municipalité, aux ouvertures et excavations, aux chemins, places publiques et trottoirs, à la ratification du règlement intervenu entre la cité d'Outremont et "The Mount Royal Tunnel & Terminal Company, Limited", au sujet de l'évaluation pour les fins de l'imposition des taxes municipales des propriétés de ladite compagnie situées dans les limites de la Cité d'Outremont, et pour autres fins.

Montréal, 3 décembre, 1925.

Les Avocats de la requérante,
5565—50-4 Beaubien, Lamarche & Michaud.

---

providing for the American Presb teria Society referred to in 27-28 Victoria, chapter 163 of the Statutes of Quebec becoming a congregation of said United Church, and making provisions in respect of congregations concurring or not concurring in the Union provided for by said Statute, in respect of colleges mentioned in the said Statute and the teaching therein.

Dated this 15th December, 1925.

On behalf of the applicants,
GEOFFRION & PRUD'HOMME.
112 Saint James Street, Montreal,
5756—51-4 Quebec.

Notice is hereby given that an application will be presented before the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, on behalf of the "Saint Lawrence Paper Mills, Ltd.", for the confirmation and ratification of a resolution passed and adopted by the council of the city of Trois-Rivières at its meeting of the 27th., of September 1920, and of a resolution passed by the School Commissioners of the city of Trois-Rivières, on the 21st. of December, 192, granting to the said company a commutation of taxes

Dated at Trois-Rivières, this 3rd day of December, 1925.

Bureau, Bigue & Gouin,
Attorneys-at-Law of the Company,
5758—51-4 Saint Lawrence Paper mills Ltd.

Public notice is hereby given that the city, of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an Act to confirm the powers granted to it by its Charter and amendments thereto and to modify and amend, as may be deemed necessary, certain provisions of said Charter and its amendments, and of the law governing the City, amongst others, in relation to the by-laws of the Council, with or without their approval by owners of immovable property, to the waterworks or other public utilities, to the valuation and collection rolls and their contestation, to the mode of collecting municipal and school taxes and assessments, to the remittance of such school taxes and assessments to the proper authority, and to the City's right of subrogation resulting from its obligation to collect and remit same, to the extension of the powers of taxation, to the subrogation under certain conditions in the rights of the City of persons paying taxes and assessments against the person or persons ultimately liable therefor, to the ratification of imposition of supplementary local improvement assessments, and of assessments or collection rolls, to the power to revise local improvement assessments in certain cases, to ratify the building by-laws, to franchises and privileges in the streets, public places and others in the municipality, to openings and excavations, to roads, public places and sidewalks, to ratify the settlement effected between the city of Outremont and "The Mount Royal Tunnel & Terminal Company, Limited", as to valuation for purposes of municipal taxation of the property of said Company situate within the limits of the city of Outremont, and for other purposes.

Montreal, December 3rd., 1925.

Beaubien, Lamarche & Michaud,
5566—50-4 Attorneys for Petitioner.

L'Oeuvre de la Propagation de la Foi de Québec s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant la loi la constituant en corporation (6 George V, chapitre 87), de façon à définir plus clairement le but de l'Oeuvre, la manière dont seront distribués les dons et legs faits à la corporation, les détails que devra contenir le rapport annuel à être fait à Sa Grandeur l'Archevêque de Québec.

Québec, 5 décembre, 1925.

Pour la requérante,

5567—50-4 JOS. SIROIS, N. P.

Avis est par les présentes donné que Rodolphe Monette, de Lévis, présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, une loi privée, autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres après avoir subi avec succès les examens professionnels de 3ième, 4ième et 5ième année devant le bureau.

5571—50-4 RODOLPHE MONETTE.

Avis est, par les présentes, donné que "The Ogilvie Flour Mills Company, Limited", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une Loi incorporant "The Ogilvie Benefit Fund, Inc.", et définissant les pouvoirs de la dite corporation.

Montréal, 7 décembre 1925.

Les procureurs de la requérante,

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.

5591—50-4

Avis public est par les présentes donné que Albert-Richard Whittall, de la cité de Westmount, district de Montréal, et autres, solliciteront de la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi érigeant en corporation de ville certains lots situés dans les cantons d'Arundel et Montcalm, dans le comté d'Argenteuil, comme suit: les lots numéros 1, 2, 3, 4, et 5 du cinquième rang; les lots numéros 1, 2, 3, 4 et 5 du sixième rang; et la moitié sud des lots numéros 1 et 2 du septième rang du canton d'Arundel, et, en outre, la moitié nord des lots numéros 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du quatrième rang; la moitié nord des lots numéros 1, 2, 3 et 4, les lots numéros 5 à 17 inclusivement et la moitié nord des lots numéros 18 et 19 du cinquième rang; les lots numéros 1 à 19 inclusivement et la moitié nord des lots numéros 20 et 21 du sixième rang et la moitié sud des lots numéros 1, 2, 3, 4, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 du septième rang du canton de Montcalm, et toutes les eaux du lac Ecorce environnées par les dits lots; les dits lots à être détachés des cantons d'Arundel et Montcalm respectivement; la dite ville pour être à l'avenir connue sous le nom de ville de Barkmere; et de plus amples pouvoirs pour contrôler les eaux du dit lac et les nombre, forme, grandeur, fin et but des constructions et habitations à être érigées ou occupées dans les limites de la dite Municipalité; et en plus l'amendement de l'article 2252 des Statuts refondus de Québec, 1909, tel qu'amendés, en ce qui concerne le dit territoire.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,

5579—50-4 BRAIS & GARNEAU.

"L'Oeuvre de la Propagation de la Foi de Québec" will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for a bill amending the law constituting the petitioner as a corporation (6 George V, chapter 87), in order to more clearly define the objects of the corporation, the manner in which the gifts and bequests to the corporation should be distributed, and the details which should be found in the annual report to His Grace the Archbishop of Quebec.

Quebec, December 5th., 1925.

For the Petitioner,

5568—50-4 JOS. SIROIS, N. P.

Notice is hereby given that Rodolphe Monette, of Lévis, will present at the next session of the Legislature of Quebec, a private Act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, to admit him among its members after having successfully passed the professional examinations of the 3rd, 4th and 5th years before the Board.

5572—50-4 RODOLPHE MONETTE.

Notice is hereby given that The Ogilvie Flour Mills Company, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating The Ogilvie Benefit, Fund, Inc., and defining the powers of such corporation.

Montreal, 7th December, 1925.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicants.

5592—50-4

Public notice is hereby given that Albert Richard Whittall, of the city of Westmount, district of Montreal, and others, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to erect into a town Corporation certain lots situate in the Townships of Arundel and Montcalm, in the county of Argenteuil, as follows: lots numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the Fifth Range; lots numbers 1, 2, 3, 4 and 5 of the Sixth Range and the southern half of lots numbers 1 and 2 of the Seventh Range of the Township of Arundel, and, furthermore, the northern half of lots numbers 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of the Fourth Range; the northern half of lots numbers 1, 2, 3, and 4, lots numbers 5 to 17 inclusive and the northern half of lots numbers 18 and 19 of the Fifth Range; lots numbers 1 to 19 inclusive and the northern half of lots numbers 20 and 21 of the sixth Range and the southern half of lots numbers 1, 2, 3, 4, 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21 of the Seventh Range of the Township of Montcalm, and all the waters of Bark Lake surrounded by the said lots, said lots to be detached from the Townships of Arundel and Montcalm respectively; said town corporation to be known in future under the name of town of Barkmere; and for further powers, to control the waters of said Lake and the number, form, size and purposes of buildings and habitations to be erected or occupied within the limits of said Municipality, and furthermore to amend Article 2252 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, as amended, in so far as said territory is concerned.

Montreal, December, 7th., 1925.

BRAIS & GARNEAU,
Attorneys for Petitioners.

5580—50-4

Avis public est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la "Noranda Mines, Limited", James-Young Murdock, avocat, Toronto, Samuel-Clifton Thomson, ingénieur de mines, New-York, Humphrey-Wallingford Chadbourne, ingénieur de mines, New-York, Lewis-Kenneth Fletcher, ingénieur de mines, Rouyn, province de Québec, Len Hill, entrepreneur, New-Liskeard, province d'Ontario, Ernest Hibbert, gérant de mines, Rouyn, province de Québec, pour la passation d'une loi constituant en municipalité distincte, en vertu de la loi des cités et villes, 1922, un certain territoire comprenant les lots de terre suivants, situés dans le canton Rouyn, comté de Témiscamingue, province de Québec, et connus et désignés comme étant les lots numéros 1, 2, 3, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 53, 62, 63, 64, 65, et déterminant le nom sous lequel la dite ville sera connue et la manière dont elle sera administrée, les qualités requises pour faire partie de son conseil municipal, le mode d'élection des membres du dit conseil, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Le procureur des requérants,
MAXIME RAYMOND.

5595—50–4

LES SOEURS DE LA PRESENTATION.

Avis est par les présentes donné que les "Sœurs de la Présentation" demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'amender la charte constitutive de cette corporation, 18 Victoria, chap. 239, afin de préciser davantage les droits qu'elle possède, fixer son siège social, obtenir de plus amples pouvoirs, spécialement les suivants: adopter tout règlement nécessaire ou utile à ses fins, établir d'autres maisons, emprunter les sommes nécessaires à la corporation, consentir ces emprunts au moyen d'émission d'obligations avec hypothèque sur les biens meubles et immeubles, présents et futurs, de la corporation, et le droit de consentir cette hypothèque en faveur de fidéicommissaire représentant les obligataires, et ce au moyen d'un acte de fidéicommis, et pour autres fins.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Les procureurs des requérantes,
PERRAULT & RAYMOND.

5597—50–4

Avis est par les présentes donné que La Ville de Chicoutimi, les Commissaires d'Écoles de la Ville de Chicoutimi et "The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited", s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi qui validera un arrangement et compromis en vertu duquel "The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited" paiera un certain montant à Les Commissaires d'Ecoles de la Ville de Chicoutimi en règlement d'une poursuite intentée par eux pour taxes scolaires, et aussi renoncera pour l'avenir, à certains privilèges qui avaient été concédés à ses auteurs par règlement No 167 de la Ville de Chicoutimi, pourvu que, pour dix années à venir, les biens immeubles de la dite compagnie soient évalués sur une base moyenne fixe, ceci tant pour fins municipales que scolaires, et aussi moyennant autres considérations.

Chicoutimi, 9 décembre 1925.

Les procureurs des requérants,
JEAN-CHARLES GAGNÉ,
ADOLPHE ROUTHIER.

5601—50–4

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by Noranda Mines, Limited, James Young Murdock, Barrister-at-law, Toronto, Samuel Clifton Thomson, Mining engineer, New Hork, Humphrey Wallingford Chadbourne, Mining engineer, New York, Louis Kenneth Fletcher, Mining engineer, Rouyn, province of Quebec, Len Hill, contractor, New Liskeard, province of Ontario, Ernest Hibbert, Mines Manager, Rouyn, province of Quebec, for an Act to incorporate as a separated municipality, under the Cities and Towns' Act, 1922, a certain territory comprising the following lots of land situated in the Township of Rouyn, Temiscamingue county, province of Quebec, and being known and designated as lots Nos. 1, 2, 3, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 53, 62, 63, 64, 65, and to determine the name under which the said town shall be known and the manner in which it shall be administered, the qualifications required to form part of its municipal council, the manner in which the members thereof shall be elected, and other purposes.

Montreal, December 7th., 1925.

MAXIME RAYMOND,
Attorney for the Petitioners.

5596—50–4

THE SOEURS DE LA PRESENTATION

Notice is hereby given that the "Sœurs de la Présentation" will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to amend its Act of incorporation 18 Victoria, chap. 239, so as to specify more clearly the rights it holds, to fix its chief place of business, to obtain more ample powers, especially the following: to adopt any by-law necessary or useful for its purposes, to establish other branches, to borrow the sums necessary for the corporation, to execute such loans by means of the issue of bonds with mortgage on the movable and immovable, present and future property of the corporation, and the right to execute such mortgage in favor of a trustee representing the bond holders, and such by means of a deed of trust, and for other purposes.

Montreal, 7th of December, 1925.

PERRAULT & RAYMOND,
Attorneys for Petitioners.

5598—50–4

Notice is hereby given that the Town of Chicoutimi, The School Commissioners of the Town of Chicoutimi and The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sesion, to demand the adoption of an act validating an arrangement and compromise in virtue of which The Quebec Pulp & Paper Mills, Limited, will pay a certain sum to The School Commissioners of the Town of Chicoutimi, in settlement of an action for school taxes, and also will renounce for the future to certain privileges which had been granted to its authors per By-law No 167 of the Town of Chicoutimi, provided, however, that during the next ten years the, immovable property belonging to said company be valued on a fixed medium basis, for municipal and school purposes, and provided also for other considerations.

Chicoutimi, December 9th., 1925.

JEAN CHARLES GAGNE,
ADOLPHE ROUTHIER,
Attorneys for Petitioners.

5602—50–4

Avis public est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi remplaçant sa charte actuelle et lui accordant plus amples pouvoirs, spécialement les suivants:

(a) Le pouvoir d'établir, dans les limites de la cité de Québec, des sections paroissiales autonomes avec pouvoir de posséder des biens propres, de les administrer et d'en disposer, le tout sujet à certaines formalités et restrictions;

(b) Le pouvoir d'acquérir des meubles et des immeubles, de les hypothéquer pour fins d'emprunts, tant par la Société que par les sections paroissiales, au moyen d'actes de fiducie et d'hypothèque, ou autrement;

(c) Le pouvoir de se fusionner avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec et avec la Société Saint-Jean-Baptiste de Limoilou, pourvu que ces deux sociétés donnent leur assentiment à cette fusion, conformément à leurs règlements respectifs;

(d) Le pouvoir de se fédérer avec les autres Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'archidiocèse de Québec.

Québec, 9 décembre 1925.

Le Président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

5635—50-4 SIMON LAPOINTE.

Public notice is hereby given that "La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of a law replacing its present charter, and the granting of larger powers, especially the following:

(a) The power to establish, within the limits of the city of Quebec, self-governing parochial sections with power to possess properties of their own, to administer them and to dispose of them, subject to certain formalities and restrictions;

(b) The power to acquire movables and immovables, to hypothecate same, in view of borrowing money, by itself or by its parochial *sections*, by way of deed of trust, mortgage and hypothec, or otherwise;

(c) The power to unite and form a single corporation with "La Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Sauveur de Québec" and "La Société Saint-Jean-Baptiste de Limoilou", provided that these two societies agree to such union, according to their respective by-laws;

(d) The power to form a federation with the other Saint-Jean Baptiste societies of the archdiocese of Quebec.

Quebec, December 9th, 1925.

SIMON LAPOINTE,
President of "La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec".

5636—50-4

Avis est par les présentes donné que David Cummings, Jacob Finestone, Louis Fitch, Morris Bernstein, Isidore Friedman, David Wiseman, Louis Cohen, Louis-B. Daniels, Benjamin Shulman, Bertie Wyndham, Samuel Greenspon, Sol Fels, Isidore Bald, Samuel-Alexander Shulman, David Taub, Julius Cohen, Julius Levine, Louis Smith, Jacob Cohen and Kalman Fisher, bourgeois, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les constituer en corporation sous le nom de "Shaare Zion Congregation of Montreal", avec pouvoir d'acquérir et de posséder des propriétés mobilières et immobilières, posséder et diriger un cimetière et exercer tous les autres droits incorporés aux sociétés de secours mutuels et pour toutes autres fins semblables.

Les procureurs des requérants,
SHULMAN, SHULMAN
& SHULMAN.

Montréal, le 9 décembre 1925. 5637—50-4

Notice is hereby given that David Cummings, Jacob Finestone, Louis Fitch, Morris Bernstein, Isidore Friedman, David Wiseman, Louis Cohen, Louis B. Daniels, Benjamin Shulman, Bertie Wyndham, Samuel Greenspon, So Fels, Isidore Bald, Samuel Alexander Shulman, David Taub, Julius Cohen, Julius Levine, Louis Smith, Jacob Cohen and Kalman Fisher, gentlemen, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to incorporate under the name of "Shaare Zion Congregation of Montreal", with powers to acquire and possess moveable and immoveable property, to own and conduct a cemetery and to exercise all other rights incorporate to mutual benefit associations and for all other such purposes.

SHULMAN, SHULMAN
& SHULMAN,
Attorneys for Petitioners.

Montreal, December 9, 1925. 5638—50-4

Demande sera faite à la prochaine session de la Législature de Québec pour la passation d'une loi pour incorporer une compagnie et pour l'autoriser à construire des tunnels de chemin de fer sous le fleuve Saint-Laurent entre Montréal et la rive sud, à raccorder lesdits tunnels avec les chemins de fer des deux côtés de la rivière et à pourvoir des facilités de tête de lignes pour le transport du fret et des passagers.

Le procureur des requérants,
E.-W. WESTOVER.

Montréal, le 9 décembre 1925. 5639—50-4

Application will be made at the next session of the Legislature of Quebec for the passing of an Act incorporating a Company and authorizing it to construct railway tunnels under the River Saint Lawrence between Montreal and the South Shore, to connect said tunnels with the railways on both sides of the river and to provide terminal facilities for freight and passenger traffic.

E. W. WESTOVER,
Attorneys for Applicants.

Montreal, 9th December, 1925.

5640—50-4

Avis est par les présentes donné que Adélard Tétreault, des cité et district des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec

Notice is hereby given that Adélard Tétreault, of the city and district of Three Rivers, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit him amongst

à l'admettre au nombre de ses membres et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen.

Le requérant,
ADELARD TETREAULT.
Trois-Rivières, le 5 décembre 1925. 5641—50–4

Avis est par les présentes donné, que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui la régissent et notamment les pouvoirs suivants: *a*) l'autorisation d'un pouvoir d'emprunt n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars ($3,500,000.00); *b*) l'augmentation du taux de la taxe scolaire affectant la propriété foncière des contribuables catholiques romains à une somme n'excédant pas un centin dans la piastre, ou la création de source additionnelle pour accroître ses revenus; *c*) la définition des droits respectifs de l'Œuvre et Fabrique Saint-Zotique et de cette Commission à la propriété absolue de la salle de l'Ecole Cartier; *d*) l'établissement d'un système d'assurance collective parmi les institutrices laïques et les employées permanentes, en amendant la loi 15 Georges V, chapitre 43, paragraphes 2 et 3; *e*) pour autres fins.

Le procureur de la requérante,
AYMÉ LAFONTAINE.
Montréal, le 7 décembre 1925. 5649—50–4

La Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à la Loi la constituant en Corporation, 10 Georges V, chapitre 127 et 12 Georges V, chapitre 128—quant à ses pouvoirs, les placements et les garanties de ses propres deniers et de ceux d'autrui, les responsabilités des fiduciaires et autres en rapport avec iceux, et pour autres fins.

Le procureur de la requérante,
ALPHONSE DECARY.
Montréal, ce 9 décembre 1925. 5653—50–4

Daniel Saint-Aubin, cultivateur, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander que les terres situées dans la ville Mont-Royal, portant les Nos 467 à 478 inclusivement du cadastre de la paroisse Saint-Laurent, en soient détachées pour les fins municipales et scolaires, et annexées à la dite paroisse de Saint-Laurent, et pour autres fins.

Le requérant,
DANIEL SAINT-AUBIN.
Montréal, 9 décembre 1925. 5655—50–4

Avis est par la présente donné que la Compagnie d'assurance mutuelle du Commerce contre l'Incendie s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, dans le but de faire amender sa charte, la loi 7 Edouard VII, chaptre 108, relativement aux qualités requises des personnes qui peuvent faire partie de la compagnie et aussi pour permettre à la Compagnie d'assumer tous les risques mentionnés à l'article 7032 des Statuts refondus, 1909.

Le président,
F.-H. DAIGNEAULT.
Le secrétaire-trésorier,
T.-A. SAINT-GERMAIN.
Québec, 11 décembre 1925. 5657—50–4

---

its members and grant him the required license to practise medicine in the Province of Quebec, after examination.

ADELARD TETREAULT,
Petitioner.
Three Rivers, December 5, 1925. 5642—50–4

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to the laws governing said Commission and notably the following powers: *a*) the authorization of a borrowing power not exceeding three million five hundred thousand dollars ($3,500,000.00); *b*) the increase of the rate of the school tax on the real estate of Roman Catholic ratepayers to a sum not exceeding one cent in the dollar, or the creation of an additional source to increase its revenue; *c*) the definition of the respective rights of l'Œuvre et Fabrique Saint-Zotique and of this Commission to the absolute ownership of l'Ecole Cartier hall; *d*) the creation of a system of group insurance among the lay teachers and the administrative staff, by amending the Act 15 George V, chapter 43, paragraphs 2 and 3; *e*) for other purposes.

AYME LAFONTAINE,
Attorney for Applicant.
Montreal, December 7, 1925. 5650—50–4

The Title Guarantee & Trust Corporation of Canada will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its Act of Incorporation, 10 Georges V, chapter 127 and 12 Georges V, chapter 128—regarding its powers, the investments, the guarantees of its own moneys and of those of others, the responsibilities of Trustees and others in relation therewith, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for petitioner.
Montreal, December 9, 1925. 5654—50–4

Daniel Saint-Aubin, farmer, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask that the farms situated in the town of Mount Royal, bearing the Nos. 467 to 478 inclusively of the cadaster of the parish of Saint Laurent, be detached therefrom for municipal and school purpose and annexed to the said parish of Saint Laurent, and for other purposes.

The Petitioner,
DANIEL SAINT-AUBIN.
Montreal, December 9, 1925. 5656—50–4

Notice is hereby given that the Commercial Mutual Insurance Company against fire will apply to the Legislature, at its next session, for the purpose of amending its charter, the Act 7 Edward VII, chapter 108, respecting the qualities required from persons who may form part of the company and also to permit the company to assume all the risks mentioned in article 7032 of the Revised Statutes, 1909.

F. H. DAIGNEAULT,
President.
T. A. SAINT-GERMAIN,
Secretary-treasurer.
Quebec, December 11, 1925. 5658—50–4

Avis est, par les présentes, donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour constituer une corporation sous le nom de "Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, d'emprunter, de tenir des régistres pour les actes de l'état civil, d'établir une église pour l'exercice du culte suivant le rite grec orthodoxe, ainsi que des écoles et des institutions charitables et d'exercer tous les autres droits incidents aux corporations religieuses, charitables et d'enseignement; pour pourvoir à l'organisation de ladite corporation et à la nomination de syndics ou fiduciaires pour l'administration de ses biens; pour amalgamer et fusionner avec cette nouvelle corporation les corporations actuellement existantes et connues sous le nom de "Holy Trinity Church, Greek Orthodox" et "Socrates Anglo-Greek School, Inc.", et pourvoir au transfert à la nouvelle corporation de tous les biens mobiliers et immobiliers des deux corporations ci-dessus mentionnées; pour valider les registres des naissances, des mariages et des décès tenus par ladite corporation "Holy Trinity Church Greek Orthodox"; pour valider à toutes fins les mariages célébrés avant la passation de ladite loi par tout prêtre ou ministre du culte desservant ladite "Holy Trinity Church, Greek Orthodox", et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, ce premier jour de décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,

5497—49-4 GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law constituting a corporation under the name of Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal, with power to acquire and own movable and immovable properties, to borrow money, to keep registers for acts of civil status, to establish a church for the exercise of religious worship according to the ritual of the Greek Orthodox Communion, as well as schools and charitable institutions and to exercise all other rights incidental to religious, charitable and teaching corporations; to provide for the organization of the said corporation and for the appointment of trustees or fiduciaries for the administration of its property; to amalgamate and merge with this new corporation the corporations actually existing and known under the names of Holy Trinity Church, Greek Orthodox and Socrates Anglo-Greek School, Inc., and provide for the transfer to the new corporation of all the moveable and immoveable property of both corporations hereinabove mentioned; to validate the registers of births, marriages and deaths kept by the said corporation Holy Trinity Church, Greek Orthodox, to validate to all intents and purposes marriages celebrated before the adoption of said law by any priest or minister of worship officiating for the said Holy Trinity Church, Greek Orthodox, and for all other such purposes.

Montreal, this first day of December, 1925.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,

5498—49-4 Attorneys for petitioners.

Avis est par ces présentes donné que, à la prochaine assemblée de la Législature, application sera faite par "The Sherbrooke Loan & Mortgage Company" pour:

a. Changement de nom à "Sherbrooke Trust Company".

b. Permission d'augmenter le capital-actions à $500 000.00.

c. Tels pouvoirs additionnels que les directeurs considéreront à désirer pour le fonctionnement voulu des activités de la compagnie, et lesquels pouvoirs, ou des pouvoirs semblables, ont déjà été accordés à des compagnies transigeant le même genre d'affaires.

Les avocats de la requérante,

WELLS, LYNCH & WILSON.

Sherbrooke, Qué., le 24 novembre, 1925.

5499—49-4

Notice is hereby given that, at the next meeting of the Legislature, application will be made by The Sherbrooke Loan & Mortgage Company, for:

a. Change of name to Sherbrooke Trust Company.

b. Permission to increase its capital to $500,000.00.

c. Such additional powers as deemed desirable by the directors for the proper carrying out of the company's business, and which powers, or like powers, have already been granted to companies engaged in a similar line of business.

WELLS, LYNCH & WILSON,

Solicitors for the applicant.

Sherbrooke, Que., November 24, 1925.

5500—49-4

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour obtenir qu'une carte d'identité soit exigée des voteurs lors des élections municipales; pour faire ratifier le vote donné par les électeurs aux termes des lois 15 Georges V chap. 152-153; pour être autorisée à adopter toutes mesures que pourraient nécessiter l'expropriation de la rue Sherbrooke, et l'ouverture de nouvelles rues; pour obtenir l'autorisation de consolider son fonds d'amortissement.

Montréal-Est, 1er décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,

5501—49-4 J.-EMERY CODERRE.

Notice is hereby given that the Town of Montreal-East will apply to the Legislature at its next Session, to obtain that an identification card be exacted from the voters at municipal elections, to have the vote given by the electors in conformity with the Acts 15 George V, chap. 152-153, ratified; to be authorized to enact all necessary dispositions for the expropriation of Sherbrooke Street, and the opening of new streets; to be authorized to consolidate its sinking fund.

Montreal-East, December the 1st, 1925.

J. EMERY CODERRE,

5502—49-4 Secretary-treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte, la loi 6 Edouard VII, chapitre 89, telle qu'amendée par les lois 9 Edouard VII, chapitre 130, 2 George V, cha-

Notice is hereby given that the Associatien of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to have its charter amended, the Act 6 Edward VII, chapter 89, as amended by the Acts 9 Edward VII, chapter 130, 2 George V, chapter 110, 4

pitre 110, 4 George V, chapitre 120 et 9 George V, chapitre 129; pour obtenir certains pouvoirs additionnels et inhérents à son maintien et à son administration; faire définir plus clairement ses privilèges, droits et obligations; changer le mode d'élection des membres du conseil et la date de l'assemblée annuelle, en modifier les dispositions pénales et les conditions d'admission à l'étude et à la pratique de l'optométrie et pour toutes autres fins similaires.

Montréal, 2 décembre, 1925.

Le procureur de la requérante,

5507—49-4 ALEXANDRE CINQ-MARS.

George V, chapter 120 and 9 George V, chapter 129; to obtain certain additional and inherent powers to its maintenance and administration; to have its privileges, rights and obligations more clearly defined; to change the mode of election of the members of the council and the date of the annual meeting; to modify its penal provisions and conditions for admission to the study and practice of optometry and for any other similar purposes.

Montreal, 2nd. December, 1925.

ALEXANDRE CINQ-MARS,

5508—49-4 Attorney of Petitioner.

Avis est par le présent donné que le Bureau de Commissaires d'écoles Catholiques Romains de la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la permission d'emprunter sur débentures.

Québec, 3 Décembre, 1925.

Le secrétaire-trésorier du Bureau de Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec.

5509—49-4 ANTOINE-C. TASCHEREAU.

Notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain permission to borrow on debentures.

Quebec, December 3, 1925.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
Secretary-Treasurer of the Board of Roman Catholic School Commis-

5510—49-4 sioners of the city of Quebec.

AVIS DE BILL *Re* ROUYN MINES RAILWAY COMPANY.

Avis est par la présente donné que demande sera faite à la prochaine session de la Législature de la province de Québec pour l'adoption d'une loi remplaçant le nom de la compagnie par celui de "National Transcontinental Railway Branch Lines Company" et pour autres fins.

Montréal, 3 décembre 1925.

Le secrétaire-trésorier,
WILFRID-HENRY NICHOLAS.

5523—49-4 94 rue McGill Montréal.

NOTICE OF BILL *Re* ROUYN MINES RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act changing the name of the Company and replacing it by "National Transcontinental Railway Branch Lines Company" and for other purposes.

Montreal, December 3rd, 1925.

WILFRID HENRY NICHOLAS,
Secretary-Treasurer.
94 McGill St., Montreal.

5524—49-4

Avis public est par les présentes donné que, à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, on demandera l'adoption d'un projet de loi privée qui changera de Middleton en Bremner, le nom des personnes suivantes: John-Alexander Middleton et Douglas-Orrin Middleton, tous deux de la cité de Westmount, district de Montréal.

Montréal, 3 décembre 1925.

Les avocats des requérants

5525—49-4 DESMARAIS & DE SERRES.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made for the passing of a bill to change from Middleton into Bremner, the name of the following persons: John Alexander Middleton and Douglas Orrin Middleton, both of the city of Westmount, district of Montreal.

Montreal, December 3, 1925.

DESMARAIS & DESERRES,

5526—49-4 Attorneys for applicants.

Département des terres et forêts

Department of Lands and Forests

PROVINCE DE QUÉBEC.

Affermage de forces hydrauliques.

Avis est par les présentes donné que le samedi 13 février 1926, à 10 heures de l'avant-midi, dans la salle de ventes à l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, le Département des Terres et Forêts offrira à louer, par voie d'enchère, les droits du gouvernement aux forces hydrauliques connues et désignées sous le nom de "rapides des Chats", sur la rivière Ottawa, canton d'Onslow, comté de Pontiac.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra faire un dépôt de $10,000.00 par chèque accepté à l'ordre du ministre des Terres et Forêts, au moins sept jours avant l'enchère. Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchérisseurs dont les offres n'auront pas été heureuses

PROVINCE OF QUEBEC.

Leasing of water-powers.

Notice is hereby given that on Saturday, 13th of February, 1926, at ten o'clock in the forenoon, in the sales room Parliament Buildings, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer on lease, at public auction the Government rights in the water power known and designated under the name of "Rapide des Chats", on the Ottawa river, township of Onslow, county of Pontiac.

Interested parties shall be under the obligation to deposit $10,000.00 by accepted cheque to the order of the Minister of Lands and Forests, at least seven days before the auction. This deposit will be forfeited should the applicants put up no bidding; it shall be refunded after the auction to the unsuccessful bidders, while the

et celui de l'adjudicataire sera retenu comme partie du cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Pous plus de renseignements, s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

Le ministre,
5775—51-8 HONORÉ MERCIER.

grantee's deposit will be retained as a guarantee until the development is completed.

For further information, write, to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

HONORÉ MERCIER,
5776—51-8 Minister.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Pontiac, Cour Supérieure, No 2668. Dame Julie Gaudet, épouse commune en biens de Lactance Bellehumeur, autrefois cultivateur, de Saint-Placide-de-Béarn, dans le district de Pontiac, domiciliée à l'endroit susdit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Lactance Bellehumeur, autrefois des lieux susdits, maintenant de lieux inconnus, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Bryson, ce 16 novembre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5807—52-5 DONAT GOULET.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 672. Dame Eva Millette, épouse de Joseph-Albéric-Dominique Beaudry, médecin, de Montréal, avec lequel elle est domiciliée, a formé une demande en séparation de biens, le 12 décembre 1925.

Montréal, 18 décembre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5809—52-5 A.-E.-J. BISSONNET.

Canada, province de Québec, district de Beauce. Dans la Cour Supérieure, No 9116. Dame Alice Trépanier, épouse commune en biens de Stanislas Labbée de la paroisse de Saint-Hyacinthe-de-Ditchfield, dans le district de Beauce, dûment autorisée à instituer les présentes, demanderesse, vs le dit Stanislas Labbée, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Joseph, Beauce, 19 décembre 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
5811—52-5 FORTIER & CLICHE.

Canada, province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure. No 5087. Dame Délia Drouin, épouse de Jean alias Johnny Rancourt, journalier, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Jean alias Johnny Rancourt, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le premier jour de septembre 1925.

Québec, 1er septembre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5825—52-5 LÆTARE ROY.

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 3017. Dame Esther Freedman, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Lazare, agent manufacturier, du même lieu, demanderesse; vs Abraham Lazare, agent manufacturier, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Pontiac, Superior Court, No. 2668. Dame Julie Gaudet, wife common as to property of Lactance Bellehumeur, formerly farmer, of Saint Placide de Béarn, in the district of Pontiac, domiciled in the place aforesaid, judicially authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Lactance Bellehumeur, formerly of the place aforesaid, but now of parts unknown, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

Bryson, November 16th, 1925.

DONAT GOULET,
5808—52-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 672. Dame Eva Millette, wife of Joseph Albéric Dominique Beaudry, physisian, of Montreal, with whom she is domiciled, has sued her husband in separation as to property on December the 12th, 1925.

Montreal, 18 December 1925.

A. E. J. BISSONNET,
5810—52-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce. In the Superior Court, No. 9116. Dame Alice Trépanier, wife common as to property of Stanislas Labbée, of the parish of Saint Hyacinthe de Ditchfield, in the district of Beauce, duly authorized for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Stanislas Labbée, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint Joseph, Beauce, 19th December, 1925.

FORTIER & CLICHE,
5812—52-5 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the Superior Court. No. 5087. Dame Délia Drouin, wife of Jean alias Johnny Rancourt, laborer, of the city of Quebec, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Jean alias Johnny Rancourt, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant the 1st day of September, 1925.

Quebec, September 1st, 1925.

LÆTARE ROY,
5826—52-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 3017. Dame Esther Freedman, of the City and the District of Montreal, wife common as to property of Abraham Lazare, manufacturer's agent, of the same place, plaintiff; vs Abraham Lazare, manufacturer's agent, of the city and the District of Montreal, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2ème jour de décembre 1925.

Montréal, le 11 décembre 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
FOREST, LALONDE, COFFIN & RIVARD.
5695—51-5

Province de Québec, District des Trois-Rivières Cour Supérieure. No 629. Honorina Camirand, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, épouse de Pierre Lamy, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Pierre Lamy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, contre le défendeur.

Trois-Rivières, 15 décembre, 1925.

Les procureurs de la demanderesse,
5749—51-5 DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure. No 1647.

Dame Laurentia Dumontet, épouse commune en biens de Joseph Barbeau, contracteur, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Joseph Barbeau, contracteur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action a été instituée en cette cause, le 23ième jour d'octobre 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5763—51-5 FABIO MONET.

Cour Supérieure. District d'Arthabaska. No 118. Une action en séparation de biens a été intentée par Dame Argène Lemieux, de la ville d'Arthabaska, épouse commune en biens d'Albert Blanchet, du même lieu, ouvrier, contre son dit mari.

Arthabaska, 7 décembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5577—50-5 JULES POISSON.

Province de Quebec, District de Montréal. Cour Supérieure, No 4772. Dame Bashewa Greenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Tamarin, marchand, des mêmes lieux, dûment autorisée, en justice, demanderesse; vs Samuel Tamarin, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 juin, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5443—49-5 M. GARBER.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 2nd of December 1925.

Montreal, December 11, 1925.

FOREST, LALONDE, COFFIN & RIVARD,
Attorneys for plaintiff.
5696—51-5

Province of Quebec. District of Three Rivers. Superior Court. No 629. Honorina Camirand, of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, wife of Pierre Lamy, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Pierre Lamy, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant this day.

Three Rivers, December 16th., 1925.

DUPLESSIS, LANGLOIS & LAMOTHE,
5750—51-5 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 1647.

Dame Laurentia Dumontet, wife common as to property of Joseph Barbeau, contractor, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Joseph Barbeau, contractor, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action has been instituted in this cause, the 23rd day of October, 1925.

FABIO MONET,
5764—51-5 Attorney for Plaintiff.

Superior Court. District of Arthabaska. No. 118. Dame Argène Lemieux, of the town of Arthabaska, wife common as to property of Albert Blanchet, of the same place, laborer, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Arthabaska, December 7th., 1925.

JULES POISSON,
5578—50-5 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 4772. Dame Bashewa Greenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Tamarin, merchant, hereto duly authorized by a judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Samuel Tamarin, of the same place, merchant, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd. of June, 1925.

M. GARBER,
5444—49-5 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec. District de Trois-Rivières. Cour Supérieure, No 688. Dame Joséphine Lottinville, épouse commune en biens de Arthur Paquette, huissier, dûment autorisée, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le district de Trois-Rivières, demanderesse; vs Le dit Arthur Paquette, défendeur.

La demanderesse a institué, le 29 avril, 1925, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

Trois-Rivières, 26 novembre, 1925.

Le procureur de la demanderesse,
5445—49-5 CHARLES BOURGEOIS.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 688. Josephine Lottinville, wife common as to property of Arthur Paquette, bailiff, from the city of Cap de la Madeleine, district of Trois Rivières, plaintiff; vs The said Arthur Paquette, defendant.

The plaintiff has instituted, the 29th of April, 1925, an action for separation as to property and from bed and board against her husband.

Trois-Rivières, 26th of November, 1925.

CHARLES BOURGEOIS,
5446—49-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

CHAMBRE DES NOTAIRES.

SECRETARIAT DE MONTREAL

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, secrétaire du Conseil de la Chambre des notaires, et l'un des secrétaires de la dite Chambre, que par ordonnance du conseil de la dite Chambre, rendue à une assemblée tenue à Montréal, le vingt-sept novembre dernier (1925), Louis-Adélard Brien, ci-devant notaire, de Saint-Germain-de-Grantham, district d'Arthabaska, a été destitué pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus par les dispositions de l'article 4849, alinéas 6 et 7 du Code du Notariat.

Cette destitution prendra effet à compter du deuxième jour de janvier prochain (1926).

En foi de quoi, j'ai signé le présent, à Montréal, le dix-neuvième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq.

Le secrétaire du Conseil de la Chambre des notaires de la province de Québec.

5813—52-2 EDOUARD BIRON.

S.R.Q.—CHAPITRE 68, 1909.

FORMULE A — (*Article 7295a*)

Avis public est donné par les présentes, conformément à l'article 7295*a* des statuts refondus 1909, que la "Canadian International Paper Company", de la cité des Trois-Rivières, comté Saint-Maurice, province de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire des glissoirs à billots, piliers, quais, et autres structures, sur la rivière Ottawa, sur les bords des lots 19-D; 20-D; 20-B; 20-C; 21-C; 21-D; 21-E; 21-F; 21-G; 21-I; 22-C; 22-F et 22-G. Rang 1, comté de Hull, du canton de Templeton, et sur les bords des lots 2, 3, 4, 5, et 6 d'île Kettle.

Avis est aussi donné qu'une pétition à cet effet, accompagnée par les plans et spécifications de tels travaux indiquant les sites choisis pour leur construction et les terrains qui seront affectés par l'emmagasinage de l'eau, a été adressée au ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de tels plans et spécifications a été déposé au bureau d'enregistrement de la division de Hull, à Hull, province de Québec.

L'application contenue dans la pétition sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.

5703—51—5 Par J.-B. WHITE.

Miscellaneous Notices

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF THE SECRETARY FOR MONTREAL

Public notice is hereby given by the undersigned, Edouard Biron, one of the Secretaries of the Board of Notaries, and the Secretary of the Council of the said Board, that, by a judgment of the said Council rendered at a meeting held at Montreal, the twenty-seventh day of November last (1925), Louis Adelard Brien, formerly notary, at Saint Germain de Grantham, District of Arthabaska, has been removed as Notary by reason of having been found guilty of acts derogatory to the honour of the Profession, according to paragraphs 6 and 7 of the article 4849 of the Notarial Code.

Such removal will take effect on the second day of January next (1926).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, the nineteenth day of December nineteen hundred and twenty-five.

EDOUARD BIRON,

Secretary of the Council of the Board of

5814—52-2 Notaries of the Province of Quebec.

R.S.Q.—CHAPTER 68, 1909.

FORM A—(*Article 7295a*)

Public notice is hereby given, in accordance with article 7295*a* of the Revised Statutes, 1909, that Canadian International Paper Company, of the City of Three Rivers, of the county of Saint Maurice, Province of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed booms and piers, wharves and other structures on the Ottawa River, in front of lots 19-D; 20-D; 20-B; 20-C; 21-C; 21-D; 21-E; 21-F; 21-G; 21-I; 22-C; 22-F and 22-G, in the County of Hull, Township of Templeton, Range 1, and in front of lots 2, 3, 4, 5, and 6 on Kettle Island.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such works, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the registration division of Hull, at Hull, Province of Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER CO.

5704—51-5 Per J. B. WHITE.

Bureaux-chef

Province de Québec.

DISTRICT DE MONTREAL

HALL & ROBINSON, LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que "Hall & Robinson, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de Québec, en date du 5

Chief offices

Province of Quebec.

DISTRICT OF MONTREAL

HALL & ROBINSON, LIMITED

Notice is hereby given that Hall & Robinson, Limited, incorporated by Quebec Letters Patent on the 5th day of December, 1925, has established

décembre 1925, a établi son bureau-chef au No 825, rue Sainte-Catherine ouest, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau-chef de la compagnie,

Daté à Montréal, ce septième jour de décembre, dix-neuf cent vingt-cinq.

Le secrétaire,
J. RUBIN.

5815

its head office at No. 825, Saint Catherine Street West, in the City of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this seventh day of December, nineteen hundred and twenty five.

J. RUBIN,
Secretary.

5816

Avis est, par les présentes, donné que "Household Appliances, Limited", incorporée par Lettres patentes, en vertu de la loi des compagnies de Québec, en date du 10 novembre 1925, a établi son bureau au No 385 rue Mackay, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 14ème jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq.

Le président,
R.-E. MEAGHER.

5817

Notice is hereby given that Household Appliances, Limited, incorporated by Letters Patent, under the Quebec Companies' Act, on the 10th day of November, 1925, has established its Office of No. 385, Mackay Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said Office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 14th day of December, one thousand nine hundred and twenty-five.

R. E. MEAGHER,
President.

5818

Examens du barreau — Bar Examinations

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du Droit—Candidates for the admission to the study of the law

Examens du 12 janvier 1926—Examinations, January 12th, 1926.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
1.—Beaudry	Roland	19	Outremont	Collège Ste-Marie, Collège Loyola, Prof. Savoie.
2.—Bernier	Camille	19	Montréal	Collège Ste-Marie, Prof. Wilfrid Levesque.
3.—Boivin	Joseph-Oscar	17	"	Collège Ste-Brigide, Collège Ste-Marie.
4.—Borts	Abraham	22	"	Dufferin School and Prof. F. Jammes.
5.—Cahana	David	24	"	Montreal High School, McGill University.
6.—Cuddihy	Michael-Paul	22	"	Acad. Querbes, Outr., Loyola College.
7.—Delaney	Patrick-D	21	"	Séminaire St-Chs-Borromée, Sherbrooke.
8.—Desjardins	Roméo	24	"	Coll. de Montréalet Coll. Ste-Marie.
9.—Dowd	Clinton-Hamilton	28	"	Ottawa Collegiate Institute, Queens Univ.
10.—Dupuis	Raymond	18	"	Mont-St-Louis, Prof. Hébert et Savoie.
11.—Dureault	Georges-Henri	19	"	Coll. du Sacré-Cœur et Cours Leblond de Brumath.
12.—Ellison	Maxwell	25	"	Montreal High School et McGill Univers.
13.—Hartt	Maurice	30	"	Ecoles publiques, Roumanie, Queens Univ., Kingston and Brother Murphy.
14.—Hurteau	Paul	20	"	Coll. Ste-Marie et Profs. Hébert et Levesque
15.—Laidley	W.-H	23	"	Montreal High School et McGill University.
16.—Macnaughton	Cecil	23	"	Collège St-Laurent et Collège Loyola.
17.—Marin	Armand	19	"	Ecole Olier et Collège St-Laurent.
18.—Meredith	William-C.-J.	21	"	Wellington Coll., England, Trinity Coll., Cambridge, Eng.
19.—Ozur	Philip	23	"	Commercial and Tech. High School and Prof. Jammes.
20.—Pelletier	Louis-Conrad	20	"	Collège Ste-Marie et cours Leblond de Brumath.
21.—Perron	Guy-R	19	"	Cours privés du Prof. Savoie.
22.—Robert	René	21	Beauharnois	Acad. St-Clément et Institut Laroche.
23.—Roux	Lucien	21	Montréal	Collège St-Jean et Collège Ste-Marie.
24.—Silverstein	Moses	24	"	Montreal High School et McGill University.
25.—Tarte	Jean	21	"	Collège de Montréal et Coll. St-Laurent.
26.—Viau	Paul	21	"	Jardin de l'Enfance et Collège Ste-Marie.
27.—Webster	Gordon-M	26	"	Westmount High School et McGill Univers.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,

ANTOINE LAURIN,

Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 16 décembre—December 16, 1925.

BARREAU DU DISTRICT DES TROIS-RIVIERES.—BAR OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS.

TABLEAU DES ASPIRANTS A L'ETUDE DU DROIT.—LIST OF CANDIDATES FOR THE STUDY OF LAW.

NOM — NAME	AGE	RESIDENCE
Lesage, Joseph-Miville	23	Louiseville.

Les Trois-Rivières, le 15 décembre 1925.—Three Rivers, 15th December, 1925.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JEAN-MARIE BUREAU,
Secretary of the Bar of Three Rivers.

5827-8—42-2

BARREAU DU DISTRICT DES TROIS-RIVIERES.—BAR OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS.

TABLEAU DES ASPIRANTS A LA PRATIQUE DU DROIT.—LIST OF CANDIDATES FOR THE PRACTICE OF LAW.

NOM — NAME	AGE	RESIDENCE.
Gaudet, Alfred	24	Nicolet
Laurin, Maurice	25	Trois-Rivières.
Pinsonneault, Léopold	25	Trois-Rivières.

Les Trois-Rivières, le 15 décembre 1925.—Three Rivers, 15th December, 1925.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JEAN-MARIE BUREAU.
Secretary of the Bar of Three Rivers.

5829-30—52-2

LISTE DES ASPIRANTS A L'ETUDE DU DROIT.—LIST OF CANDIDATES FOR THE STUDY OF LAW.

EXAMENS DE JANVIER 1926.—EXAMINATIONS OF JANUARY, 1926.

NOMS — NAMES	RESIDENCE — RESIDENCE	AGE	COLLEGE
Bureau, Joseph-Léo	Beauce Junction.	21	Collège de Lévis.
Coulombe, Lucien-Théophile	Montmagny, P. Q.	24	Collège Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Fiset, Henri	1 Cove Fields Barracks, Qué.	17	Acad. Commerciale, Institut Thomas
Germain, Stanislas	16, rue Laval Street, Quebec.	21	Séminaire de Québec.
Labrie, Marius	Baie des Sables, P. Q. Adresse à Québec—address: 22 rue Ferland Street.	25	Séminaire de Rimouski.
Lussier, Omer	Giffard, Co. Quebec.	36	Sém. St-Charles-Borromée, Sherbrooke
Mayrand, Antoine	Ste-Sophie-de-Lévrard, P. Q.	21	Séminaire de Nicolet; Institut Agricole d'Oka; Institut Thomas.
Tessier, Yves	5 Place George V, Québec.	18	Institut Thomas.

Québec, décembre 1925.—Quebec, December 1925.

Le secrétaire du Barreau de Québec,
LOUIS-A. POULIOT,
Secretary of the Bar of Quebec.

5831-2—52-2

Liquidation—Avis de

Sherbrooke, P. Q., le 1er décembre, 1925.

A une assemblée générale des actionnaires de la compagnie "Boucher, Lacroix & Fisette, Ltée.", régulièrement convoquée et tenue au siège social de cette compagnie le 30 novembre 1925, il a été unanimement décidé, vu l'état de santé des deux principaux directeurs, de liquider volontairement les affaires de la compagnie.

Monsieur F.-P. Boucher, a été nommé liquidateur autorisé de vendre en bloc ou en détail tous les biens de la compagnie, de payer ses dettes et enfin dissoudre la compagnie.

Le secrétaire,

5819 F.-P. BOUCHER.

Winding up Notice

Sherbrooke, P. Q., December 1st., 1925.

At a general meeting of the shareholders of the company "Boucher, Lacroix & Fisette, Ltée.", regularly convened and held at the chief place of business of the company, the 30th. of November, 1925, it was unanimously decided, seeing the state of health of the two principal directors, to voluntarily wind up the affairs of the company.

Mr F. P. Boucher has been appointed authorized liquidator to sell *en bloc* or in detail all the property of the company, to pay its debts and finally to dissolve the company.

F. P. BOUCHER,

5820 Secretary.

Ratification de titres

Canada, province de Québec, district de Beauce.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Beauce, un acte passé devant D.-E. Ernest Larue, notaire, le onzième jour de septembre mil neuf cent vingt-cinq, entre Dame Emilie Bonneville, du village de Sainte-Marie, veuve de Romuald-Célestin Brochu, et monsieur Joseph Morin, rentier, du village de Saint-Joseph-de-Beauce, étant une vente par la dite Dame Emilie Bonneville au dit monsieur Joseph Morin des immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située à Saint-Georges-de-Beauce, mesurant trois arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant le lot quinze-B (15-B) du cadastre pour le premier rang du canton de Jersey, Beauce—avec bâtisses;

2. Un autre terrain, situé au même lieu, mesurant un arpent de large sur vingt-huit arpents de profondeur, à partir de la ligne de séparation de la terre ci-dessus et y attenant, détaché de la partie nord-ouest du lot numéro quinze-C (Ptie 15-C) du cadastre pour le premier rang du canton de Jersey, Beauce, et bornés, les susdits terrains, comme suit: Au nord-ouest à Auguste Paquet, au sud-est à veuve Louis Fortin, et en front à un demi-arpent de la rivière Chaudière—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances, et en la possession du dit Joseph Morin, comme propriétaire actuel, et de Dame Cléophée Pomerleau, veuve de François-Xavier Drouin, et de Arthur Drouin, cultivateur, tous deux de Saint-Georges-de-Beauce, comme propriétaires pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dits lots ont été acquis par le dit Joseph Morin sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le dixième jour de février prochain 1926, à Saint-Joseph-de-Beauce, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppo-

Confirmation of titles

Canada, Province of Quebec, district of Beauce.

Notice is hereby given that there has been deposited in the Office of the Prothonotary of the Superior Court of the District of Beauce, a deed executed before D. E. Ernest Larue, notary, the eleventh day of September, one thousand nine hundred and twenty five, between Dame Emilie Bonneville, of the village of Sainte Marie, widow of Romuald Celestin Brochu, and Mr. Joseph Morin, annuitant, of the village of Saint Joseph de Beauce, being a sale by the said Dame Emilie Bonneville to the said Mr. Joseph Morin of the following immovables, to wit:

1. A land situate at Saint Georges de Beauce, measuring three arpents in front by twenty eight arpents in depth, all more or less, being the lot fifteen-B (15-B) of the cadastre for the first range of the township of Jersey, Beauce—with building;

2. Another lot of land situate at the same place, measuring one arpent in width by twenty eight arpents in depth, from the division line of the hereabove land and contiguous thereto, detached from the northwest part of the lot number fifteen C (Pt. 15-C) of the cadastre for the first range of the township of Jersey, Beauce, and the aforesaid lots of land being bounded as follows: on the northeast by Auguste Paquet, on the southeast by widow Louis Fortin, and in front by a half arpent of the Chaudière river—with buildings thereon erected, circunstances and dependencies, and in the possession of the said Joseph Morin as actual proprietor, and of Dame Cleophée Pomerleau, widow of François Xavier Drouin, and of Arthur Drouin, farmer, both of Saint Georges de Beauce, as proprietors during the last three years; and all persons who claim any privileges or hypothecs upon the said immovables immediately before the registration of the said deed by which the said lots were acquired by the said Joseph Morin, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the tenth day of February next, 1926, at Saint Joseph de Beauce, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required

sitions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Bureau du protonotaire, à Saint-Joseph-de-Beauce, ce dix-septième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq.

Le protonotaire,
VEZINA & FERRON.

Les procureurs du requérant,
MORIN & VEZINA. 5821—52–2

to serve their oppositions in writing, and file the same in the Office of the said Prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Office of the Prothonotary, at Saint Joseph de Beauce, this seventeenth day of December, one thousand nine hundred and twenty five.

VEZINA & FERRON,
Prothonotary.

MORIN & VEZINA,
Attorneys for applicant. 5822—52–2

Vente—Loi de faillite

Dans l'affaire de E.-G. Tanguay, négociant, Québec, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER, 1926, à ONZE heures A.M., sera vendu par encan public, au bureau du syndic, R.-Ernest Lefaivre, 147 Côte de la Montagne, Québec, l'immeuble de cette faillite comme suit:

A. Les lots connus et désignés sous les numéros deux mille cent trente-cinq; deux mille cent trente-six; deux mille cent trente-sept; deux mille cent quarante-neuf et deux mille cent cinquante (2,135; 2,136; 2,137; 2,149; 2,150) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, situés sur la rue de Courcelles, à Saint-Malo de Québec, et

Cette partie du lot numéro deux mille cent six, du même cadastre, (2,106) mesurant vingt pieds de largeur par soixante-dix-sept pieds de profondeur, contenant une superficie de quinze cent quarante pieds, mesure anglaise—avec la manufacture et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, y compris les bouilloires, engins, dynamos, la machinerie et accessoires.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C. et aussi à l'article vingt (20) paragraphe quatre (4) A. B. C. de la loi de faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au soussigné.

L'immeuble peut être visité le 28 janvier 1926, ou avant, en s'adressant au syndic soussigné.

Conditions de paiement; Argent comptant.

Le syndic,
R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureau: 147 côte de la Montagne, Edifice Bossé, Québec.

5823—52–2

Sale—Bankruptcy Act

In the matter of E. G. Tanguay, merchant, Quebec, Que., authorized assignor.

Public notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY-NINTH day of JANUARY, 1926, at ELEVEN o'clock A.M., there will be sold by public auction, at the office of the trustee, R. Ernest Lefaivre, 147 Mountain Hill Street, Quebec, the immovable of this Estate, as follows:

A. The lots known and designated under numbers two thousand one hundred and thirty-five, two thousand one hundred and thirty-six, two thousand one hundred and thirty-seven, two thousand one hundred and forty-nine, two thousand one hundred and fifty (2,135, 2,136, 2,137, 2,149, 2,150) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, situated on de Courcelles Street, at Saint Malo of Quebec, and

This part of lot number two thousand one hundred and six of the same cadastre, (2,106) measuring twenty feet in width by seventy-seven feet in depth, containing a superficies of fifteen hundred and forty feet, English measure—with the factory and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, included the boilers, engines, dynamos, machinery and accessories.

The above immovables will be sold to the highest bidder.

This sale is pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716–717) C. C. P., and also to article twenty (20), paragraph four (4) A. B. C., of the Bankruptcy Act, and has the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at any time on applying to the undersigned.

The above immovable can be inspected on or before the 28th of January, on applying to the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

R. ERNEST LEFAIVRE,
Trustee.

Offices: 147 Mountain Hill Street, Bossé Building, Quebec, Que.

5824—52–2

Vente par licitation

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure, No 4912. PHILIAS OUIMET, demandeur; vs DONAT OUIMET & AL, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 11 novembre, 1925, dans une cause dans laquelle PHILIAS OUIMET, des cité et district de Montréal, est demandeur; et DONAT OUIMET, ELIZA OUIMET, épouse séparée judiciairement de biens de Narcisse Fournier, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame ROSE-ANNA OUIMET, épouse séparée de biens de Gonzalve Valois, tailleur, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; BERTHE OUIMET, épouse séparée de biens de Christophe Boyer, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; ANASTASE OUIMET, tous des cité et district de Montreal; DAME ROSARIA OUIMET, épouse séparée de biens de E. Léveillé, maître-boucher, de Saint-Casimir, comté de Portneuf, dans la Province de Québec, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes; JOSEPH OUIMET, FRANÇOIS OUIMET, tous deux en des pays inconnus, probablement dans la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et NAPOLEON OUIMET, en des pays inconnus, probablement dans l'état de la Floride, l'un des Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Trois immeubles connus comme étant les Nos cinq cent soixante-cinq, cinq cent soixante-six et cinq cent soixante-huit (565, 566 & 568) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse — avec bâtisses susérigées, pour être mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIEME jour de JANVIER 1926, cour tenante dans la salle d'audience, No 31, du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre chambre du même palais que la cour désignera, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire à la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 7 décembre, 1925.

Le procureur du demandeur,

5585—50-2 A.-E.-J. BISSONNET.

Sales by licitatio

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court, No. 4912. PHILIAS OUIMET, plaintiff; vs DONAT OUIMET & AL., defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 11th. November 1925, in a cause of which PHILIAS OUIMET, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and DONAT OUIMET, ELIZA OUIMET, wife judiciary separated as to property with Narcisse Fournier, and the said Narcisse Fournier to authorize his said wife; Dame ROSE-ANNA OUIMET, wife separated as to property of Gonzalve Valois, tailor, and the said Gonzalve Valois to authorize his wife; BERTHE OUIMET, wife separated as to property of Christophe Boyer and the said Christophe Boyer to authorize his wife; ANASTASE OUIMET, all of the city and district of Montreal; Dame ROSARIA OUIMET, wife separated as to property of E. Leveillé, butcher, of Saint Casimir, county of Portneuf, in the Province of Quebec, and the said E. Leveillé to authorize his wife; JOSEPH OUIMET FRANÇOIS OUIMET, both absent, probably residing in the city of New York, in the state of New York, one of the United States of America, and NAPOLEON OUIMET, absent, probably in the State of Florida, one of the United States of America, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

Three (3) immovables named as being the numbers five hundred and sixty five, five hundred and sixty-six and five hundred and sixty-eight (565, 566 & 568) of the plan of the official book of reference of the parish of Sainte Thérèse— with building thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIFTEENTH day of JANUARY 1926, sitting the Court, in the Court room number 31, in the Court House in Montreal, or at any other room of the same building that the Court may designed, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonorary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

Montreal, December, 7th., 1925.

(Signed) A. E. J. BISSONNET,

5586—50-2 Attorneys for plaintiff.

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUÉBEC.

COMTE DE LAVAL.

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES.

Avis public est, par les présentes, donné par J.-C.-V. Roy, secrétaire-trésorier de la ville de la Pointe-aux-Trembles, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la ville de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le QUATORZIEME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-six (1926), à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes (municipales et spéciales) et scolaires, avec intérêt, mentionnées dans l'état ci-dessous, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sale for municipal taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

COUNTY OF LAVAL.

TOWN OF POINTE AUX TREMBLES.

Public notice is hereby given by J. C. V. Roy, secretary-treasurer of the town of Pointe aux Trembles, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, at the office of the Council, at the town hall of the town of Pointe aux Trembles, THURSDAY, on the FOURTEENTH day of JANUARY nineteen hundred and twenty six (1926), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municicipal (ordinary and special) and school taxes, with interest, mentioned in the hereunder statement, and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Propriétaires de biens-fonds — Proprietor of real estate	No du cadastre — Cadastre No.	TAXES MUNICIPALES — MUNICIPAL TAXES						TAXES SCOLAIRES — SCHOOL TAXES				Total
		Par lot — Per lot		Ordinaires — Ordinary	Spéciales — Special	Intérêts — Interest		Par lot — Per lot		Taxes — Taxes	Intérêts — Interest	
Aubin, Anselme	100-462	$ 3.04		$ 0.80	$ 2.14	$0.10		$12.80		$10.85	$ 1.95	$15.84
Aubin, Damien	100-463	3.17		0.82	2.21	0.11		13.10		11.01	2.09	16.27
Allard, Alfred & Tancrède	198-399	1.58		1.41	0.05	0.12		0.80		0.72	0.08	2.38
Bruneau, Dame—Mrs Léon	121-591	28.06		17.06	4.31	6.69		13.99		10.31	3.68	42.05
Beaulac, succ.-estate Joseph	227-119 & 120'	6.71		5.80	0.28	0.63		3.73		3.49	0.24	20.88
Boyer, Victor, Chevrier Joseph-A. & Lanthier, Rosario	211-110	25.30		21.86	1.47	1.97		15.36		14.55	0.81	40.66
La Compagnie Industrielle de Construction, Limitée	93-565	13.63		6.69	5.01	1.93		4.05		3.51	0.54	17.68
" " " "	181-275 & 278	14.07		7.49	4.53	2.05		4.55		3.97	0.58	37.24
" " " "	182-613	11.19		5.23	4.35	1.61		3.09		2.66	0.43	14.28
Crédit Immobilier, Limitée	184-603	6.02		1.92	3.49	0.61		10.08		7.40	2.68	16.10
" " " "	184-604	6.20		2.08	3.49	0.63		10.75		8.01	2.74	16.95
" " "	184-619 à-to 628 incl.	5.51		1.65	3.19	0.67		9.88		7.20	2.68	153.90
" " "	182-473 à-to 478 incl.	5.78		1.95	3.21	0.62		9.62		7.49	2.13	92.40
" " "	182-789	5.44		1.32	3.49	0.63		7.93		5.76	2.17	13.37
" " "	182-788	5.14		1.15	3.49	0.50		7.20		5.23	1.97	12.34
" " "	181-305	6.98		3.00	3.22	0.76		10.49		8.19	2.30	17.47
" " "	181-381, 182-329	5.57		1.68	3.29	0.60		9.37		7.30	2.07	14.94
Cardinal, Willie	184-234 à-to 238 incl.	9.47		4.32	4.04	1.11		3.39		3.03	0.36	64.30
Courville, J. A.-N.	176-170	13.85		7.90	4.00	1.95		13.90		11.73	2.17	27.75
Callaghan, Margarett	176-143	6.95		2.25	4.00	0.70		1.80		1.59	0.21	8.75
Chèvrefils, Philémon	206-1596 à-to 1603, incl. 1628 à-to 1635 incl., 1645 à-to 1650 incl., 1652 à-to 1654 incl.	1.96		1.67	0.05	0.24		2.13		1.77	0.36	102.25
Dupuy, Ernest	109-277	27.74		10.05	14.73	2.96		7.86		7.20	0.66	35.60
David, Achille	175-460 & 462	5.62		1.80	3.21	0.61		0.77		0.69	0.08	12.78
" "	175-461	8.23		3.90	3.21	1.12		0.77		0.69	0.08	9.00
" "	175-463	5.82		1.95	3.21	0.66		0.77		0.69	0.08	6.59
Duggan, Thomas-J	175-158	15.74		9.05	4.01	2.68		10.59		8.51	2.08	26.33
" "	175-159, 160, 162 & 163	14.94		8.40	4.01	2.53		9.84		7.90	1.94	99.12
" "	175-164	15.74		9.05	4.01	2.68		13.56		10.63	2.93	29.30
" "	176-167 à-to 169 incl.	14.33		7.90	4.00	2.43		11.89		9.55	2.34	78.66
" "	176-174	13.73		7.45	3.98	2.30		8.85		7.11	1.74	22.58
Deschamps, M., Marcoux, Gaudiase, promettants-acquéreurs et-and Alfred Lacroix & Arthur Léger	180-459	7.56		1.96	4.65	0.95		1.55		1.37	0.18	9.11
D'Orsonnens, Raoul	121-265	69.47		21.55	41.31	6.61		14.85		13.46	1.39	84.32
" "	121-266	61.55		15.19	41.31	5.05		11.85		10.98	0.87	73.40
" "	121-267	174.93		16.44	140.97	17.52		12.91		11.89	1.02	187.84
" "	121-386 à-to 401 incl.	19.77		11.56	4.93	3.28		7.49		6.61	0.88	436.16
" "	121-407 & 408	20.49		12.78	4.97	2.74		8.29		7.30	0.99	57.56
" "	121-409	21.40		13.62	4.98	2.80		8.68		7.63	1.05	30.08
" "	121-474 & 475	19.09		12.45	3.95	2.69		8.02		7.04	0.98	54.22
" "	121-476	19.98		13.31	3.93	2.74		8.58		7.55	1.03	28.56
" "	121-496 à-to 498 incl., 505 à-to 512 incl.	13.61		8.14	3.48	1.99		5.02		4.34	0.68	194.93
" "	121-518, 519 & 581	15.21		9.12	3.88	2.21		5.62		4.87	0.75	62.49
" "	121-520	15.88		9.74	3.88	2.26		5.93		5.15	0.78	21.81
" "	121-603 à-to 619 incl.	11.94		6.74	3.46	1.74		4.12		3.55	0.57	273.02
" "	121-625 & 626	13.15		7.61	3.86	1.68		4.64		4.01	0.63	35.58
" "	121-627	14.11		8.18	3.86	2.07		4.98		4.30	0.68	19.09
" "	121-692 & 693	13.42		7.75	3.94	1.73		4.73		4.08	0.65	36.30
" "	121-694	14.35		8.34	3.94	2.07		4.95		4.28	0.67	19.30

Propriétaires de biens-fonds — Proprietor of real estate	No du cadastre — Cadastre No.	TAXES MUNICIPALES — MUNICIPAL TAXES						TAXES SCOLAIRES — SCHOOL TAXES				Total
		Par lot — Per lot	Ordinaires — Ordinary	Spéciales — Special	Intérêts — Interest			Par lot — Per lot	Taxes — Taxes	Intérêts — Interest		
" "	121-718 à-to 737 incl.	11.02	5.94	3.46	1.62	3.66	3.10	0.50	292.40
" "	121-818 & 819	11.89	6.45	3.70	1.74	3.91	3.38	0.53	31.60
" "	121-820	12.52	6.98	3.70	1.84	4.13	3.65	0.48	16.65
" "	121-847 à-to 849 incl. & 853	10.70	5.67	3.45	1.58	3.37	2.88	0.49	56.28
Giguère, Léon	121-595	28.06	17.06	4.31	6.69	17.72	13.03	4.69	45.78
Handfield, Rod.-Eug	202-41	35.25	25.44	6.05	3.76	17.27	16.30	0.97	52.52
Hadley, W. G., Porter, H. & Round William, John	206-1168	215.23	26.39	137.91	50.93	16.72	15.72	1.00	231.95
" " " "	206-1169	69.75	24.20	32.03	13.52	14.86	13.89	0.97	84.61
Jean, Joseph	101-110	24.89	15.79	6.98	3.12	10.57	9.50	1.07	36.46
" "	199-4	1.78	1.61	0.02	0.15	1.46	1.15	0.31	3.24
" "	199-192 à-to 199 incl. & 231	7.84	6.53	0.16	1.15	5.94	5.44	0.50	124.02
Leclerc, Ida	177-715	6.07	1.35	3.98	0.74	1.03	0.85	0.18	7.10
Lortie, Donat	101-108 & 109	11.91	5.97	5.30	0.63	4.72	4.48	0.24	33.26
Laroche, Napoléon	45-120 à-to 125 incl.	0.43	0.36	0.03	0.04	.....	.....	.....	2.58
Laroche, A., promettant-acquéreur & Alfred Lacroix & Arthur Léger	180-265	8.16	2.72	4.61	0.83	2.12	1.90	0.22	10.28
Laliberté, James	121-316	80.96	10.85	61.29	8.82	8.59	8.16	0.43	89.55
Laurier, Ruben-Charles' Laurier, Joseph, Migneault, Georges-Etienne & Bousquet, J.-Adolphe	177-49	17.81	11.09	4.76	1.96	8.80	7.98	0.82	26.61
" " " "	177-50	18.19	11.54	4.69	1.96	9.16	8.26	0.90	27.35
Loiselle, J.-Moïse & Jolivet, Arthur	206-1237	5.12	4.42	0.20	0.50	0.57	5.50	1.07	11.69
Majeau, Rodolphe	121-523	14.42	7.40	5.42	1.60	5.89	5.25	0.64	20.31
" "	121-524	15.05	7.72	5.68	1.65	6.12	5.46	0.66	21.17
Mathieu, Eugène	132-241, 242 & 243	8.48	4.32	3.25	0.91	3.38	3.03	0.35	35.58
Parc Dollard Annex, Limitée	199-88a	9.26	7.95	0.01	1.30	27.95	20.53	7.42	37.21
" " "	199-258	8.93	7.52	0.16	1.25	7.34	5.95	1.39	16.27
Raymond, Charles & Succ.-Est. Charles Henri Gagnon	93-26	41.85	15.48	24.54	1.83	11.98	11.60	0.38	53.83
Roberge, Dame-Mrs Elzéar & Morison & King, syndic autorisé-authorized syndic à-to Dame-Mrs Elzéar Roberge	93-518 & 519	9.18	3.45	4.63	1.10	8.94	6.78	2.16	36.24
" " " "	93-1009 à-to 1012 incl.	7.30	1.30	5.00	1.00	3.32	2.08	1.24	42.48
Ricard, L.-N.-, Succession-Estate	109-259	103.75	28.65	60.21	14.89	32.22	25.99	6.23	135.97
" " "	109-260	103.75	28.65	60.21	14.89	32.22	25.99	6.23	135.97
" " "	109-261	103.47	28.37	60.21	14.89	32.03	25.80	6.23	135.50
" " "	121-262 & 263	116.56	29.38	70.15	17.03	32.22	25.99	6.23	297.66
" " "	121-264	120.88	30.31	72.89	17.68	33.43	26.90	6.53	154.31
" " "	108-321	29.11	17.88	4.71	6.52	19.21	14.83	4.38	48.32
" " "	121-977 à-to 980 incl.	19.10	10.90	4.30	3.90	12.09	9.18	2.91	124.76
" " "	109-463 à-to 468 incl.	27.78	17.43	4.28	6.07	18.26	14.18	4.08	276.24
" " "	108-466, 109-830	17.79	9.82	4.35	3.62	11.36	8.63	2.73	29.15
" " "	109-831, 108-467	17.79	9.82	4.35	3.62	11.36	8.63	2.73	29.15
" " "	108-468, 109-832	17.79	9.82	4.35	3.62	11.36	8.63	2.73	29.15
Simpson, Joseph-Alex	217-32	12.40	10.75	0.62	1.03	6.92	6.50	0.42	19.32
Sun Trurt Company, Limited (The)	121-196, 197 & 198	75.99	19.23	46.84	9.92	12.87	11.59	1.28	177.73
" " "	93-535 à-to 538 incl. & 540	13.40	7.18	4.32	1.90	4.35	3.76	0.59	88.75
" " "	177-720 à-to 723 incl.	7.74	3.45	3.19	1.10	2.05	1.76	0.29	39.16
" " "	45-250 à-to 254 incl., 292 à 296 incl.	1.86	1.51	0.03	0.32	0.09	0.08	0.01	19.50
Tooker, William	177-57	12.35	7.76	3.37	1.22	0.72	0.70	0.02	13.07
Tooker, Succ.-estate Noel Longfield	177-80 à-to 83 incl.	13.67	8.97	3.43	1.27	0.93	0.90	0.03	58.40
Vitalis, Gaston-Albert	199-188	5.73	4.97	0.16	0.60	2.97	2.73	0.24	8.70

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce dixième jour de décembre mil neuf cent vingt-cinq.

Le secrétaire-trésorier,

5701—51-2 J.-C.-V. ROY.

The above immoveables are all on the plan and in the book of reference for the parish of Pointe aux Trembles and situated in the town of Pointe aux Trembles.

Given at the town of Pointe aux Trembles, this tenth day of December nineteen hundred and twenty five.

J. C. V. ROY,
Secretary-treasurer.

5702—51-2

VENTES PAR LE SHÉRIF

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 460. } L'HON. J.-E. PERRAULT, ès-qualité, demandeur; vs BLACK LAKE ASBESTOS & CHROME CO., LTD., défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Les lots Nos A-1 et A-2 de la subdivision du Bloc A et le lot No B-1 de la subdivision du Bloc B, ainsi que les lots Nos 27-A, 27-B, 28-A et 28-B du rang B, tous du cadastre officiel du canton de Coleraine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, avec aussi toutes les usines, machineries et autres choses qui sont immeubles en loi comme dépendances.

Pour être vendus, suivant autorisation de cette cour, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir (Black Lake), le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 24 décembre 1925. 5879—52-2

[Première publication, 26 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 119. } NAPOLEON GINGRAS, demandeur; vs PAUL FORTIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La moitié indivise d'une terre située à Saint-Valère-de-Bulstrode et étant connue et désignée au cadastre officiel du canton de Bulstrode sous les Nos 415 et 416, de la contenance d'environ cinq arpents de front sur la profondeur des lots—avec la moitié indivise des bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valère-de-Bulstrode, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 30 novembre 1925.

[Première publication, 5 décembre 1925]

5471—49-2

SHERIFF'S SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 460. } THE HON. J. E. PERRAULT, es-quality, plaintiff; vs BLACK LAKE ASBESTOS & CHROME CO., LTD., defendant.

As belonging to said defendant:

The lots Nos. A-1 and A-2 of the subdivision of Block A and the lot No. B-1 of the subdivision of Block B, and also the lots Nos. 27-A, 27-B, 28-A and 28-B of the range B, all of the official plan and book of reference for the township of Coleraine—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with also all the mills, machineries and other things that are immovables in law as dependances.

To be sold, according to an order of this Court, at the parochial church door or Saint Desiré du Lac Noir (Black Lake), on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office. Sheriff.

Arthabaska, 24th December, 1925. 5880—52-2

[First publication, 26th December, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 119. } NAPOLEON GINGRAS, plaintiff; vs PAUL FORTIER, defendant:

As belonging to said defendant.

The undivided half of a piece of land situated at Saint Valère de Bulstrode, and known and designated upon the official plan and book of reference for the township of Bulstrode under Nos 415 and 416, containing about five arpents in front by the depth of the lots—with the undivided half of the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Valère de Bulstrode, on the SEVENTH day of JANUARY next (1926), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office. Sheriff.

Arthabaska, 30th November, 1925.

[First publication, December 5, 1925]

5472—49-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: No 8165. } LOUIS-PHILIPPE TURGEON, demandeur; contre CYRILLE POULIN, défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot numéro sept (7), dans le premier rang du canton de Ditchfield, contenant une acre de largeur par la longueur se trouvant entre le lac Mégantic et le chemin public conduisant de Mégantic à Woburn; borné d'un côté par la ligne de division entre les lots numéros sept et huit-a (7 et 8a) et

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: No. 8165. } LOUIS PHILIPPE TURGEON, plaintiff; against CYRILLE POULIN, defendant.

An emplacement forming part of lot number seven (7), in the first range of the township of Ditchfield, containing one acre in width by the length which is between Lake Megantic and the public road leading from Megantic to Woburn; bounded on one side by the line of division between lots numbers seven and eight-a (7 and 8a)

de l'autre par le reste du dit lot sept —circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès-du-Lac-Mégantic, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 21 décembre 1925.

[Première publication, le 26 décembre 1925]

5859—52-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } GAUDIAS COTÉ, demandeur; contre EDOUARD COUTURE, défendeur.
No 8972. }

Le lot numéro cent quatre-vingt-huit (188) des plans et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, le CINQIEME jour de JANVIER prochain 1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 1er décembre 1925.

[Première publication, 5 décembre 1925]

5473—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } XAVIER POULIN, fils, demandeur ; contre ODILON GRENIER, défendeur, et JOSEPH MORIN, curateur au délaissement.
No 9055. }

Une terre étant les lots numéros trois cent trente-huit et trois cent trente-neuf (338-339) du cadastre officiel de Saint-François, Beauce, contenant environ trois arpents de front, sur la profondeur du rang—avec bâtisses, circonstances et dépendances; sauf à distraire du dit lot trois cent trente-huit, un petit morceau de terrain du côté nord-ouest du lot, tenant, au nord-est, au chemin qui traverse ledit lot, du côté nord-ouest, au lot trois cent trente-sept du dit cadastre, et au sud-est, à une ligne qui part d'une grosse roche, laquelle est du côté sud-ouest dudit chemin, et se prolonge vers le sud-ouest, passe par le milieu de la rivière Noire, et s'arrête sur la rive gauche de ladite rivière, à l'embouchure d'un petit ruisseau, le tout suivant l'état des choses en mai, 1925, quant à ce petit morceau de terrain.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. GUSTAVE GARANT.

Saint Joseph, Beauce, 30 novembre 1925.

[Première publication, 5 décembre 1925]

5475—49-2

---

and on the other side by the residue of said lot seven.—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Agnès du Lac Mégantic, the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, December 21, 1925.

[First publication, December 26, 1925]

5860—52-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } GAUDIAS COTÉ, plaintiff; against EDOUARD COUTURE, defendant.
No. 8972. }

The lot number one hundred and eighty eight (188), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Edouard de Frampton—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Edouard de Frampton, the FIFTH day of JANUARY next, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office. Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, December 1st, 1925.

[First publication, December 5, 1925]

5474—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } XAVIER POULIN, junior, plaintiff; against ODILON GRENIER, defendant, and JOSEPH MORIN, curator to the surrender.
No. 9055. }

A farm being lots numbers three hundred and thirty eight and three hundred and thirty nine (338-339) of the official cadastre of Saint François, Beauce,containing about three arpents in front, by the depth of the range—with buildings, circumstances and dependencies; save and to be taken from the said lot three hundred and thirty eight, a small parcel of land on the northwest side of the lot, bounded on the northeast, by the road which crosses the said lot, on the northwest side, by lot three hundred and thirty seven of said cadastre, and to the southeast, by a line which starts from a big rock, which is on the southwest side of the said road, and extends towards the southwest, passes over the middle of the river Noire, and stops on the left bank of the said river, at the mouth of a little stream, the whole according to the state of things in May, 1925, as to this small piece of land.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint François, the EIGHTH of JANUARY next, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office. Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, November 30, 1925.

[First publication, December 5, 1925]

5476—49-2

BEAUHARNOIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 4707. Cour de Magistrat du District de Québec. | P.-T. LÉGARÉ, LIMITEE, demanderesse ; vs ANTOINE TREMBLAY, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Le lot No 14, étant la subdivision du lot originaire No 189 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, SAMEDI, le NEUVIEME jour de JANVIER prochain, 1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DOMINA CREPIN.

Bureau du shérif,
Salaberry-de-Valleyfield, ce 26ième jour de novembre 1925.

[Première publication, le 5 décembre 1925]
5485—49-2

BEAUHARNOIS

Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 4707, Magistrate's Court of the District of Quebec. | P. T. LÉGARÉ, LIMITEE, plaintiff; vs ANTOINE TREMBLAY, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

The lot No. 14, being the subdivision of primitive lot No. 189, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Clothilde, county of Chateauguay, district of Beauharnois, on SATURDAY, the NINTH day of JANUARY next, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Salaberry de Valleyfield, this 26th day of November, 1925.

[First publication, December 5, 1925]
5486—49-2

HULL

District de Hull.—Cour de Magistrat de District

No 7684. | AYLMER COAL COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé ayant sa principale place et son principal bureau d'affaires à Aylmer, district de Hull, demanderesse; vs HECTOR KIDDER, de la ville de Détroit, dans l'état du Michigan, un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Les droits, titres et intérêts que le défendeur a dans la moitié ouest du lot numéro deux mille cent vingt-cinq et de la moitié est du lot deux mille cent vingt-six du cadastre et du livre de renvoi officiels de la ville d'Aylmer — avec les bâtisses et les dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Paul-d'Aylmer, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
I. SAINT-PIERRE.

[Première publication, 26 décembre, 1925.]
5835—52-2

HULL

District of Hull.—Magistrate's Court.

No. 7684. | AYLMER COAL COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head office and principal place of business at Aylmer, district of Hull, plaintiff; vs HECTOR KIDDER, of the city of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, defendant.

The rights, titles and interests that the defendant has in the West half of lot number two thousand one hundred and twenty five and the east half of lot two thousand one hundred and twenty six of the official cadastre and book of reference of the town of Aylmer — with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Paul d'Aylmer, on the TWENTY NINTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

I. SAINT PIERRE,
Sheriff.

[First publication, December 26, 1925]
5836—52-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montcalm. No 1182. | NAPOLEON BLAIS, industriel, du village de Mont-Laurier, district de Montcalm, demandeur; vs JOSEPH BOUTHILLER, du canton Bouthiller, district de Montcalm, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

1. Les lots numéros quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix et onze du rang cinq, canton Bouthiller, district de Montcalm—avec les bâtisses dessus érigées;

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONSIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montcalm, No. 1182. | NAPOLEON BLAIS, industrial, of the village of Mont Laurier, district of Montcalm, plaintiff; vs JOSEPH BOUTHILLER, of the township of Bouthiller, district of Montcalm, defendant.

Seized as belonging to the Defendant:

1. The lots numbers four, five, six, seven, eight, nine, ten and eleven of the fifth Range of the township Bouthiller, district of Montcalm—with the buildings thereon erected;

2. Cette partie du lot de terre portant le numéro treize A, et compris entre les deux baies terminales, au sud du lac des Iles, contenant soixante-quinze acres, et la partie est du lot de terre portant le numéro quatorze A, et compris entre les mêmes baies, contenant soixante-treize acres—avec les bâtisses érigées sur ces deux parties, lesquelles sont situées dans le cinquième rang du canton Bouthiller; à distraire cependant du dit lot numéro quatorze A, un lopin de terre contenant deux cents pieds de largeur par cent pieds de profondeur;

3. Un emplacement faisant partie du lot numéro quinze B, du cinquième rang du canton Bouthiller et contenant deux cents pieds de largeur sur le chemin public par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné au sud par le dit chemin, à l'ouest par une rue projetée, au nord et à l'est par partie du lot numéro quinze B appartenant à C. Thompson—avec bâtisses dessus érigées.

4. Les lots numéros sept et huit du rang six du dit canton Bouthiller.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé du Lac-des-Iles, VENDREDI, le QUNZIEME jour de JANVIER, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
LAMARCHE & BOUDREAULT.

Bureau du shérif,
Mont-Laurier, le 26 novembre 1925.
[Première publication, le 5 décembre 1925]
5479—49–2

2. That part of the lot of land bearing number thirteen-A, and included between the two terminal bays, to the south of the lake des Iles, containning seventy-five acres, and the east part of the lot of land bearing the number fourteen-A, and included between the same bays and containing seventy-three acres—and the buildings erected on these two parts, which are situated in the fifth Range of the township Bouthiller; to be deducted however of the said lot number fourteen-A, a portion of land containing two hundred feet in width by one hundred feet in depth:

3. An emplacement being part of the lot number fifteen-B, of the fifth Range of the township Bouthiller and containing two hundred feet in width on the public road by one hundred feet in depth, English measure, more or less; bounded to the south by the said road, to the west by projected street, to the north and to the east, part of the lot number fifteen-B, belonging to C. Thompson—with buildings thereon erected.

4. The lots numbers seven and eight of the sixth Range of the said township Bouthiller.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Aimé du Lac des Iles, FRIDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & BOUDREAULT,
Sheriff.

Sheriff's office,
Mont Laurier, November 26, 1925.
[First publication, December 5, 1925]
5480—49–2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—Québec.

Montmagny, à savoir : } CHARLES FRE-
No 1836. } NETTE, du village de Saint-Charles-de-Bellechasse, district de Montmagny, commerçant, demandeur; contre JOSEPH COTÉ, de la paroisse de Saint-Charles-de-Bellechasse, district de Montmagny, voyageur de commerce, défendeur, et P.-R. LECLERC, de la cité et du district de Québec, en sa qualité de syndic à la faillite du dit Joseph Côté, mis en cause.

Un emplacement connu sous le numéro cent cinquante et un (151), sur le plan cadastral de Saint-Charles, avec un agrandissement de cinq (5) pieds de largeur du côté sud et de quarante-six (46) pieds de largeur du côté est, lesquels font partie du lot numéro cent quarante-cinq (145) du même plan cadastral de Saint-Charles—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Charles-de-Bellechasse, MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J.-C. LISLOIS.

Bureau du Shérif,
Montmagny, 21 décembre, 1925.
[Première publication, le 26 décembre, 1925]
5837—52–2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit : } CHARLES FRE-
No. 1836. } NETTE, of the village of Saint Charles de Bellechasse, district of Montmagny, trader, plaintiff; against JOSEPH COTÉ, of the parish of Saint Charles de Bellechasse, district of Montmagny, commercial traveller, defendant, and P. R. LECLERC, of the city and district of Quebec, in his quality of trustee to the bankruptcy of the said Joseph Côté, *mis en cause*.

An emplacement known under the number one hundred and fifty one (151), on the cadastral plan of Saint Charles, with an extension of five (5) feet in width on the south side and of forty six (46) feet in width on the east side, which form part of lot number one hundred and forty five (145) of the same cadastral plan of Saint Charles—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Charles de Bellechasse, on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of JANUARY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montmagny, 21st. December, 1925.
[First publication, December 26, 1925]
5838—52–2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—Québec.

Montmagny, à savoir: } P.-T. LÉGARÉ, LI-
No 2877. } MITEE, corps politique et incorporé ayant sa principale place

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit: } P. T. LÉGARÉ, LIMI-
No. 2877. } TÉE, a body politic and corporate having its chief place of busi-

d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; contre PIERRE THERRIEN, de Saint-Fabien-de-Panet, comté et district de Montmagny, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro onze (11) du cadastre pour le troisième (3) rang du canton Panet—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire dudit lot:

Un emplacement appartenant à Achille Bélanger, lequel emplacement est décrit comme suit:

Un emplacement d'un demi-arpent de largeur sur deux arpents et demi de profondeur, faisant partie et situé au coin Nord-est du lot No 11, rant 3, canton Panet—avec bâtisses dessus construites borné en front au nord par le chemin public, à l'est par la route et des autres côtés par Amédée Brochu. Cette vente est faite pour $700.00 comptant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fabien-de-Panet, JEUDI, le SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Bureau du shérif.
Montmagny, 1er décembre 1925.

[Première publication, 5 décembre 1925]

5481—49-2

ness in the city of Quebec, Plaintiff; against PIERRE THERRIEN, of Saint Fabien de Panet, county and district of Montmagny, defendant.

A lot of land known and designated under number eleven (11) on the cadastre for the third (3) range of the township of Panet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Save to be deducted from the said lot:

An emplacement belonging to Achille Belanger, which emplacement is described as follows:

An emplacement of one half arpent in width by two arpents and a half in depth, forming part and situate at the northeast corner of lot No. 11, range 3, township of Panet—with the buildings thereon erected; bounded in front to the north by the public road, to the east by the by-road and on the other sides by Amédée Brochu. This sale is made for $700.00 cash.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Fabien de Panet, on THURSDAY, the SEVENTH day of the month of JANUARY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montmagny, December 1st, 1925.

[First publication, December 5, 1925]

5482—49-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Montréal, à savoir: } JOSEPH - ZACHARIE
No 176. } DIONNE, demandeur; vs FRANÇOIS CARDIN, défendeur.

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot No 153 de la subdivision officielle du lot No 80-153 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour le village incorporé d'Hochelaga; cette partie de lot mesurant deux pieds et six pouces de largeur sux soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, et étant bornée comme suit: en front par la rue Moreau, en arrière par une ruelle, d'un côté au Nord-Ouest par le résidu de ce lot 153, et de l'autre côté au Sud-Est par le lot 154;

Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot No 154 de la subdivision officielle du lot No 80-154 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour le village incorporé d'Hochelaga, cette partie du lot mesurant 25 pieds de largeur par 75 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et étant bornée comme suit: en front par la rue Moreau, en arrière par une ruelle, d'un côté au Nord-Ouest par la partie du lot ci-dessus décrite, et de l'autre côté au Sud-Est par le résidu du lot No 154. Ces deux dits lots ou parties de lots sont saisis comme faisant partie d'une seule et même exploitation et seront vendus en conséquence.

Avec droit dans la ruelle en arrière des dits lots en commun avec d'autres, et avec bâtisses et constructions érigées sur les dits lots et portant les numéros 544, 546, 548 de la rue Moreau, dans la cité de Montréal.

Un immeuble composé de deux lots connus et désignés comme étant les subdivisions officielles 16 et 17 du lot primitif 504, No 504-16 et 17 aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Sainte-Marie, chacun de ces lots mesurant 22 pieds de

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Montreal, to wit: } JOSEPH ZACHARIE
No. 176. } DIONNE, plaintiff; vs FRANÇOIS CARDIN, defendant.

A lot of land known and designated as being part of No. 153 of the official subdivision of lot No. 80-153, on the official cadastral plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga; the part of the said lot measuring two feet and six inches in width by seventy five feet in depth, English measure, and being bounded as follows: in front by Moreau Street, in rear by a lane, on one side to the northwest by the residue of lot 153, and on the other side to the southeast by lot 154;

A lot of land known and designated as being part of lot No. 154 of the official subdivision of lot No. 80-154, on the official cadastral plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, the said part of lot measuring 25 feet in width by 75 feet in depth, English measure, more or less, and being bounded as follows: in front by Moreau Street, in rear by a lane, on one side to the northwest by part of lot hereunder described and on the other side to the southeast by the residue of lot No. 154. These two said lots or parts of lots are seized as forming one single plot of land and will be sold accordingly.

With the right in the lane in rear of the said lots in common with others, and with the buildings and constructions erected on the said lots, and bearing numbers 544, 546, 548 of Moreau Street, in the city of Montreal.

An immovable composed of two lots known and designated as being official subdivisions 16 and 17 of original lot 504, No. 504-16 and 17, on the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, each of these lots measuring 22 feet in

largeur sur 105 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques de 20 à 26 de la rue Couture, en la cité de Montréal, et aussi avec droit de passage en commun avec d'autres dans telles ruelles desservant les susdits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 21 décembre 1925. 5839—52-2

[Première publication, le 26 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } WILLIAM-ANDREW IRVING, demandeur; vs GEORGE BENNETT, défendeur.
No 3449.

Un lot de terre situé en la cité de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, connu et désigné sous le numéro quinze cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-deux (No 162-1555) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par l'avenue Pin, en arrière par une ruelle en commun avec d'autres, d'un côté par une autre ruelle en commun, et de l'autre côté par le lot officiel numéro 162-1556.—Avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Les lots de terre situés dans la dite cité de Saint-Lambert, connus et désignés sous les numéros quinze cent cinquante-six, quinze cent cinquante-sept, quinze cent cinquante-huit et quinze cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-deux (Nos 162-1556-1557-1558 et 1559), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mesurant, chacun des dits lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornés en front par l'avenue Pin, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté par le lot numéro officiel 162-1560, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 162-1555 ci-dessus décrit—sans bâtisses.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Le Shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 21 décembre, 1925.

[Première publication, 26 décembre, 1925]
5841—52-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LAMONTAGNE. LIMITEE, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district de Montréal, demanderesse; vs GUSTAVE LAVERGNE, défendeur.
No 4437.

Deux lots de terre sis et situés en le village de Vaudreuil, district de Montréal; bornés en front par la rue Sainte-Angélique, connus et désignés sous les numéros cent vingt-sept et cent vingt-huit (127 et 128) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par l'avenue Pin, en arrière par une ruelle en commun avec d'autres, d'un côté par une autre ruelle en commun, et de l'autre côté par le lot officiel numéro 162-1556.—Avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Les lots de terre situés dans la dite cité de Saint-Lambert, connus et désignés sous les numéros quinze cent cinquante-six, quinze cent cinquante-sept, quinze cent cinquante-huit et quinze cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-deux (Nos 162-1556-1557-1558 et 1559), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mesurant, chacun des dits lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornés en front par l'avenue Pin, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté par le lot numéro officiel 162-1560, et de l'autre côté par le lot numéro officiel 162-1555 ci-dessus décrit—sans bâtisses.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

Le Shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 21 décembre, 1925.

[Première publication, 26 décembre, 1925]
5841—52-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } WILLIAM ANDREW IRVING, plaintiff; vs GEORGE BENNETT, defendant.
No. 3449.

A lot of land situated in the city of Saint Lambert, in the county of Chambly, known and designated under the number fifteen hundred and fifty five of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty two (No. 162-1555) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, measuring twenty five feet in width by eighty five feet in depth, the whole English measure and more or less; bounded in front by Pine Avenue, in rear by a lane in common with others, on one side by another lane to be used in common, and on the other side by lot official number 162-1556—with all the buildings thereon erected.

The lots of land situated in the said city of Saint Lambert, known and designated under the numbers fifteen hundred and fifty six, fifteen hundred and fifty seven, fifteen hundred and fifty eight and fifteen hundred and fifty nine of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty two (Nos. 162-1556-1557, 1558 and 1559) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, measuring, each of said lots, twenty five feet in width by eighty five feet in depth, the whole English measure and more or less; bounded in front by Pine Avenue, in rear by a lane in common, on one side by lot official number 162-1560, and on the other side, by lot official number 162-1555, above described — without any building thereon erected.

To be sold at the registry office for the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, at TWELVE o'clock noon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, December 21st., 1925.

[First publication, December 26, 1925]
5842—52-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LAMONTAGNE, LIMITEE, a body politic and corporate having its chief place of business at Montreal, district of Montreal, plaintiff; vs GUSTAVE LAVERGNE, defendant.
No. 4437.

Two lots of land being and situate in the village of Vaudreuil, district of Montreal; bounded in front by Sainte Angelique Street, known and designated under numbers one hundred and twenty seven and one hundred and twenty eight

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, December 21, 1925. 5840—52-2

[First publication, December 26, 1925]

•iels du cadastre du village de Vaudreuil, dit district—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Vaudreuil, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 décembre 1925. 5843—52-2
[Première publication, le 26 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PEOPLE'S PER-
No 3062. } MANENT MUTUAL BUILDING SOCIETY, corporation légalement constituée comme société de construction permanente, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires en la cité et le district de Montréal, demanderesse; vs WILLIAM PATTERSON, défendeur.

Un certain emplacement ayant front sur la rue Saint-Viateur, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la ré-subdivision une de la subdivision vingt-quatre de la subdivision treize du lot numéro douze (12—13—24-1), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—telle que la dite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, circonstances et dépendances et bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour—d'AVRIL 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 21 décembre 1925. 5845—52-3
[Première publication, le 26 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE CREDIT MONT-
No 2081. } REALAIS, LIMITEE, corps légalement constitué ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs N.-THEODORE ARVIDSON, ingénieur civil de la ville de Newark, dans l'Etat du New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Un emplacement sis et situé en la cité de Montréal, district de Montréal, contenant environ soixante-six mille sept cent quatre-vingt-treize pieds carrés, mesure anglaise, et plus ou moins, composé de:

1. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent vingt et un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente et deux cent trente et un, de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (3—221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230 et 231), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village incorporé d'Hochelaga, bornés en front par l'Avenue Bennett.

2. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante, deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux

(127 and 128), on the official cadastral plan and book of reference of the village of Vaudreuil, said district —with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Vaudreuil, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 11, 1925. 5844—52-2
[First publication, December 26, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PEOPLE'S PER-
No. 3062. } MANENT MUTUAL BUILDING SOCIETY, a body politic and corporate, as a permanent building society, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs WILLIAM PATTERSON, defendant.

A certain emplacement fronting on Saint Viateur Street, in the city of Montreal, known and designated as re-subdivision one of the subdivision twenty-four of subdivision thirteen of lot number twelve (12—13—24-1) on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte Saint Louis—as the said property subsists, with all its rights, members and appurtenances and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of APRIL, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 21, 1925. 5846—52-3
[First publication, December 26, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LE CREDIT MONT-
No. 2081. } REALAIS, LIMITEE, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs N. THEODORE ARVIDSON, civil engineer of the town of Newark, in the State of New Jersey, one of the United States of America, defendant.

An emplacement lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, containing about sixty six thousand seven hundred and ninety three square feet, English measure, and more or less, composed of:

1. The lots of land known and designated under numbers two hundred and twenty one, two hundred and twenty two, two hundred and twenty three, two hundred and twenty four, two hundred and twenty five, two hundred and twenty six, two hundred and twenty seven, two hundred and twenty eight, two hundred and twenty nine, two hundred and thirty and two hundred and thirty one of the official subdivision of original lot number three (3—221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, and 231), on the official cadastral plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, bounded in front by Bennett Avenue.

2. The lots of land known and designated under numbers two hundred and thirty eight, two hundred and thirty nine, two hundred and forty, two hundred and forty one, two hundred and forty two, two hundred and forty three, two hundred and forty four, two hundred and

cent quarante-sept, deux cent quarante-huit et deux cent quarante-neuf, de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois (3—238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248 et 249) des dits plan et livre de renvoi officiels du Cadastre du village incorporé d'Hochelaga, ayant front sur l'avenue Aird.

3. Une lisière de terre contenant quatre mille cinq cents pieds en superficie, mesure anglaise, et plus ou moins, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent trente-deux de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro trois (—P. 3-232) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga et bornée comme suit, savoir:

Du côté sud-ouest par les dits lots numéros deux cent vingt et un à deux cent trente et un inclusivement de la dite subdivision (3-221 à 231); du côté nord-est par lesdits lots numéros deux cent trente-huit à deux cent quarante-neuf inclusivement de la dite subdivision (3-238 à 249); du coté sud-est, par le résidu du dit lot numéro deux cent trente-deux, et du côté nord-ouest, par partie du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux (P. 182), aux dits plan et livre de renvoi officiels du Cadastre du village incorporé d'Hochelaga.

Avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 décembre 1925. 5515—49-2
[Première publication, le 5 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } NEW YORK LIFE INS.
No 5215. } CO., corporation dûment constituée et ayant son bureau-chef à New-York, état de New-York l'un des Etats-Unis d'Amérique, et ayant son bureau-chef pour le Dominion du Canada, en les cité et district de Montréal, demanderesse; vs AMESBURY APARTMENTS, LIMITED, corporation dûment constituée et ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, défenderesse, et MICHAEL J. McCRORY, de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement, en vertu d'un jugement en date du 20 novembre 1925. Comme appartenant à la défenderesse, mais actuellement en la possession dudit Michael J. McCrory:

Ces certains lots de terre situés en la cité de Montréal, faisant partie du lot originaire connu sous le numéro quinze cent quatre-vingt-dix-neuf, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, Montréal, et maintenant connus au plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot comme étant les subdivisions numéros huit, neuf et dix (Nos 1599-8, 1599-9, et 1599-10), la dite subdivision huit contenant cent seize pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur et une superficie de treize mille neuf cent vingt pieds; la dite subdivision neuf contenant cent six pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest, cent quatorze pieds de largeur en arrière ou dans la ligne sud-ouest et cent trente-huit pieds de largeur dans la ligne nord-est et une superficie de treize mille trois cent cinquante-six pieds, et la dite subdivision dix étant de figure irrégulière et mesurant quarante-

forty five, two hundred and forty six, two hundred and forty seven, two hundred and forty eight and two hundred and forty nine of the official subdivision of original lot number three (3—238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248 and 249) of the said official cadastral plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, fronting on Aird Avenue.

3. A strip of land containing four thousand five hundred feet in superficies, English measure, and more or less, forming part of the lot known and designated under number two hundred and thirty two of the official subdivision of said original lot number three (Pt. 3-232) of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga and bounded as follows:

On the southwest side by the said lots numbers two hundred and twenty one to two hundred and thirty one inclusively of the said subdivision (3-221 to 231); on the northeast side by the said lots numbers two hundred and thirty eight to two hundred and forty nine inclusively of the said subdivision (3-238 to 249); on the southeast side by the residue of said lot number two hundred and thirty two, and on the northwest side, by part of original lot number one hundred and eighty two (P. 182), on the said official cadastral plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

With the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 2, 1925. 5516—49-2
[First publication, December 5, 1925]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } NEW-YORK LIFE INS.
No. 5215. } CO., a body politic and corporate duly incorporated and having its head office in New-York, state of New-York, one the united states of America, and its chief office for the Dominion of Canada, in the city and the district of Montreal, Plaintiff; vs AMESBURY APARTMENTS, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, Defendant; AND MICHAEL J. McCRORY, of Montreal, duly appointed curator to surrender in this cause, by judgment of the 20th day of November, 1925. As belonging to the defendant, but actually in the hands of said Michael J. McCrory.

Those certain lots of land situate in the city of Montreal, forming part of the lot originally known by the number fifteen hundred and ninety nine, on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, Montreal, and now known on the subdivision plan duly made and fyled of the said lot as subdivisions numbers eight, nine and ten (Nos. 1599-,8 1599-9 and 1599-10) said subdivision eight containing one hundred and sixteen feet in width by one hundred and twenty feet in depth, and a superficial area of thirteen thousand nine hundred and twenty feet; said subdivision nine containing one hundred and six feet in depth in the North West line, one hundred and fourteen feet in width in the rear or South West line and one hundred and thirty eight feet in width in the North East line and a superficial area of thirteen thousand three hundred and fifty six feet

deux pieds neuf pouces de largeur du côté nord-ouest et tenant à la rue Saint-Charles et retenant la dite largeur pour une profondeur de quarante-quatre pieds, où ledit lot a une largeur de cinquante-six pieds six pouces sur une profondeur additionnelle dans la ligne sud-ouest de cent trente-huit pieds et mesurant cent quatre-vingt-seize pieds de profondeur dans la ligne nord-est et contenant une superficie de neuf mille huit cent quatre-vingts pieds, les mesures ci-dessus étant d'après la mesure anglaise et plus ou moins. Les dits trois lots de terre ci-dessus décrits formant une seule exploitation bornée comme suit: vers le nord-ouest, partie par le lot numéro quinze cent quatre-vingt-seize et partie par la rue Saint-Charles (maintenant Avenue Amesbury), vers le sud-est par la ligne du chemin de fer Pacifique Canadien, vers le sud-ouest par les subdivisions cinq, six et sept du dit lot numéro quinze cent quatre-vingt-dix-neuf, et vers le nord-est partie par la dite Avenue Amesbury et partie par le lot numéro quinze cent quatre-vingt-treize dudit plan officiel—avec les maisons de rapport connues sous les noms de "The Regent" et "St-Charles" sus-érigées, portant les numéros civiques 2, 8, 10, 12 et 14 de ladite Avenue Amesbury, avec tous les droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte, et particulièrement avec et sujet aux droits de drainage et au tuyau d'eau et droit de passage à pied et en voitures et pour animaux, en tout temps, existant actuellement de l'avenue Amesbury en faveur des dites subdivisions numéros huit et neuf (1599-8 et 9) sur la dite subdivision numéro dix dudit lot numéro quinze cent quatre-vingt-dix-neuf (1599-10).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $25.000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, conformément à un jugement de l'honorable juge Coderre, en date du deuxième jour de décembre 1925.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 décembre 1925.
[Première publication, 5 décembre 1925]
5517—49–2

and the said subdivision ten being irregular and measuring forty two feet nine inches in width on the north west and adjoining Saint Charles Street and retaining said width for a depth of forty four feet, where the said lot widens to fifty six feet six inches by a further depth in the south west line of one hundred and thirty eight feet and one hundred and ninety six feet in depth in the north east line and a superficial area of nine thousand eight hundred and eighty feet, the above measurements are English measure and more or less. The said three lots of land above described forming a block of land bounded as follows:

Towards the north west partly by lot number fifteen hundred and ninety six and partly by Saint Charles Street (now known as Amesbury Avenue), towards the south east by the line of the Canadian Pacific Railway Company, towards the south west by the subdivisions five, six and seven of said lot number fifteen hundred and ninety nine and towards the north east partly by said Amesbury Avenue and partly by lot number fifteen hundred and ninety three on said official plan. —with the apartment buildings known as "The Regent" and Saint Charles" thereon erected, bearing civic numbers 2, 8, 10, 12 and 14 of the said Amesbury Avenue, together with all the rights, members and appurtenances thereof, without exception or reserve of any kind, and specially with and subject to the right of drainage and water main, and right of passage on foot and with vehicles and animals, at all times as at present existing from Amesbury Avenue in favour of said subdivisions numbers eight and nine (1599-8 and 9) upon said subdivision number ten of the said lot number fifteen hundred and ninety nine (1599-10).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $25.000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated 2nd December, 1925.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, December 2nd, 1925.
[First publication, December 5, 1925]
5518—49–2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE SCOTTISH UNION
No 2240. } AND NATIONAL INSURANCE CO., d'Edinburgh, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité d'Edinburgh, en Ecosse, et sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en la cité et le district de Montréal, Demanderesse; vs WILLIAM PATTERSON, Défendeur.

Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les numéros de subdivisions deux et trois de la subdivision vingt-quatre de la subdivision treize du lot numéro douze (12-13-24-2 et 3), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Avec les magasins et bâtisses en brique sus-érigés, portant les numéros civiques 2284 et 2290 rue Jeanne-Mance, avec droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun avec les autres.

Telle que la dite propriété existe actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SCOTTISH UNION
No. 2240. } AND NATIONAL INSURANCE CO., of Edinburgh, having its chief office and principal place of business in the city of Edinburgh, in Scotland, and its principal place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff; vs WILLIAM PATTERSON, defendant.

That certain lot of land situate in the city of Montreal, known and designated as subdivisions numbers two and three of subdivision twenty four of subdivision thirteen of lot number twelve (12-13-24-2 & 3), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

With the stone and brick dwellings thereon erected, bearing the civic numbers 2284 and 2290 in Jeanne Mance Street, with the right of way in the lane in rear in common with others.

As the said property now subsists, with all its rights members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $1,700.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, conformément à un jugement de l'honorable Juge Coderre, en date du 1er décembre 1925.

Bureau du shérif, Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Montréal, 2 décembre 1925.

[Première publication, 5 décembre 1925]

5519—49-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1.700.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated 1st December, 1925.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office. Sheriff.

Montreal, December 2nd, 1925.

[First publication, December 5th, 1925]

5520—49-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: CLEMENT PAYEUR, rentier, de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière; contre EUGENE CYR, ci-devant de Saint-Sylvestre, maintenant de lieu inconnu.
No 1436.

Le lot No 334 (trois cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé dans le rang Saint-Joseph, contenant quatre-vingt-dix arpents en superficie,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Sylvestre, comté de Lotbinière, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 23 décembre 1925. 5867—52-2

[Première publication, le 26 décembre 1925]

[Deuxième publication, le 9 janvier 1926]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : OLIVIER LEPIRE, cultivateur, Lac-à-Beauce; contre JOSEPH SAVARD, commerçant, JOSEPH LAMARCHE, industriel, ERNEST DESBIENS, contracteur, ET LUCIEN FUSEY, comptable, faisant affaires sous le nom de "Desbiens & Fusey", tous défendeurs conjointement et solidairement, de La-Tuque, à savoir:
No 4450.

Saisi comme appartenant à Joseph Savard, l'un des défendeurs:

Le lot No 52 (cinquante-deux) de la subdivision du lot No 25A (vingt-cinq-A) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un lot de terre situé en la ville de La-Tuque, sur la rue Commerciale—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La-Tuque, comté de Champlain, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 9 décembre 1925.

[Première publication, 12 décembre 1925]

[Deuxième publication, 26 décembre 1925]

5623—50-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: CLEMENT PAYEUR, annuitant, of Saint Sylvestre, county of Lotbinière; against EUGENE CYR, heretofore of Saint Sylvestre, now of parts unknown.
No. 1436.

The lot No. 334 (three hundred and thirty four) of the official cadastre for the parish of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, being a lot of land situate in Saint Joseph range, containing ninety arpents in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Sylvestre, county of Lotbinière, the TWENTY NINTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.

Quebec, December 23, 1925. 5868—52-2

[First publication, December 26, 1925]

[Second publication, January 9. 1926]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : OLIVIER LEPIRE, farmer, Lac à Beauce; against JOSEPH SAVARD, trader, JOSEPH LAMARCHE, manufacturer, ERNEST DESBIENS, contractor, AND LUCIEN FUSEY, accountant, carrying on business under the name of "Desbiens & Fusey", all jointly and severally defendants, of La Tuque, to wit:
No. 4450.

Seized as belonging to Joseph Savard, one of the defendants:

The lot No. 52 (fifty two) of the subdivision of lot No. 25-A (twenty five-A) of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being a lot of land situate in the town of La Tuque, on Commerciale Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of La Tuque, county of Champlain, the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.

Quebec, December 9, 1925.

[First publication, December 12, 1925]

[Second publication, December 26, 1925]

5624—50-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 7579.

HENRI BELISLE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, dans le district de Richelieu, demandeur; vs ALPHONSE NADEAU, ci-devant de la paroisse de Saint-David, dans le district de Richelieu, maintenant de lieux inconnus, défendeur, à savoir:

1. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-David, dans la concession Sainte-Cécile, contenant cent quarante pieds de front sur deux cents pieds de profondeur, plus ou moins; tenant devant au chemin de front, en arrière et du côté sud à Alfred Chamberland ou représentant et du côté nord à Charles Niquet; lequel emplacement étant partie du lot numéro sept cent quatre-vingt-seize (Ptie No 796).

2. Un autre emplacement situé en les mêmes paroisse et concession; tenant devant au chemin de front, d'un côté par Fabien Chamberland, de l'autre côté par Alfred Niquet, en arrière par Fabien Chamberland et Alfred Niquet; lequel emplacement étant une partie des lots numéros six cent quatre-vingt-dix-neuf et sept cent (Ptie Nos 699 et 700).

A la charge par l'adjudicataire de payer une somme de cinq piastres par année à Alfred Niquet et cinq piastres par année à Fabien Chamberland, ou représentants, étant les bailleurs des dits emplacements (Ptie No 699 et 700) Ptie six cent quatre-vingt-dix-neuf et sept cent.

Le tout pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-David, MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain 1926, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.

Sorel, 21 décembre 1925. 5861—52-2

[Première publication, le 26 décembre 1925]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 7579.

HENRI BELISLE, farmer, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the district of Richelieu, plaintiff; vs ALPHONSE NADEAU, heretofore of the parish of Saint David, in the district of Richelieu, now of parts unknown, defendant, to wit:

1. An emplacement situate in the parish of Saint David, in the concession of Sainte Cécile, containing one hundred and forty feet in front by two hundred feet in depth, more or less; bounded in front by the front road, in rear and on the south by Alfred Chamberland or representative and on the north side by Charles Niquet; which emplacement is part of lot number seven hundred and ninety six (Pt. No. 796).

2. Another emplacement situate in the same parish and concession; bounded in front by the front road, on one side by Fabien Chamberland, on the other side by Alfred Niquet, in rear by Fabien Chamberland and Alfred Niquet; which emplacement is a part of lots numbers six hundred and ninety nine and seven hundred (Pt. Nos. 699 and 700).

Subject to the charge of the purchaser to pay a sum of five dollars per annum to Alfred Niquet and five dollars per annum to Fabien Chamberland, or representatives, being the lessors of the said emplacements (Pts No. 699 and 700) parts six hundred and ninety nine and seven hundred.

The whole to be sold *en bloc*, at the door of the church of the parish of Saint David, on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of JANUARY next, 1926, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's office, Sheriff.

Sorel, December 21, 1925. 5862—52-2

[First publication, December 26, 1925]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval. No 4866.

DAME MARIA PROTEAU, veuve d'Albéric Lafontaine, en son vivant, hôtelier, de Saint-Stanislas-de-Champlain, et remariée avec Arthur Desureau, sous le régime de la séparation de biens, et ledit Arthur Desureau, autorisant sadite épouse, demanderesse; vs JOSEPH LAVOIE, agent, de la ville de Roberval, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quinze (No 95), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton Roberval—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Roberval, MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 21 décembre 1925.

(Première publication, 26 décembre 1925]

5863—52-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. No. 4866.

DAME MARIA PROTEAU, widow of Albéric Lafontaine, in his lifetime hotelkeeper, of Saint Stanislas de Champlain, and remarried to Arthur Desureau, under the regime of separation as to property, and the said Arthur Desureau, authorizing his said wife, plaintiff; vs JOSEPH LAVOIE, agent, of the town of Roberval, defendant, to wit:

The lot of land now known and designated under number ninety five (No. 95), on the official cadastral plan and book of reference of the township of Roberval—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court House of Roberval, on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office. Sheriff.

Roberval, December 21, 1925.

[First publication, December 26, 1925]

5864—52-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval. No 4770. } CHARLES-EDOUARD VILLENEUVE, de Roberval, cultivateur, demandeur; vs JOSEPH LAVOIE, du même lieu, défendeur, à savoir:

1. Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatorze (No 94), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Roberval, d'une superficie de cent cinq acres environ—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Un terrain ou emplacement situé en la ville de Roberval, mesurant quatre-vingt-cinq pieds de front, plus ou moins, sur cent vingt-quatre pieds de profondeur, aussi plus ou moins, étant et comprenant les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros cent soixante-six et cent soixante-sept (Nos 166 et 167), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Roberval—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. A été déduit du dit lot numéro cent soixante-six, cinq pieds de largeur sur cent vingt-quatre pieds de profondeur, suivant acte d'échange entre Joseph Lavoie et Auguste Bernier, enregistré sous le numéro 22,251, Rég. A. Vol. 23.

Pour être vendus séparément, à mon bureau au palais de justice à Roberval, MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 21 décembre 1925.

[Première publication, 26 décembre 1925]

5865—52–2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. No. 4770. } CHARLES EDOUARD VILLENEUVE, of Roberval, farmer, plaintiff; vs JOSEPH LAVOIE, of the same place, defendant, to wit:

1. The lot of land now known and designated under number ninety four (No. 94), on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Roberval, of about one hundred and five acres in superficies—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. A lot of land or emplacement situate in the town of Roberval, measuring eighty five feet in front, more or less, by one hundred and twenty four feet in depth, also more or less, being and comprising the lots of land now known and designated under the numbers one hundred and sixty six and one hundred and sixty seven (Nos 166 and 167), on the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Roberval—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies. There has been deducted from the said lot number one hundred and sixty six, five feet in width by one hundred and twenty four feet in depth, according to deed of exchange between Joseph Lavoie and Auguste Bernier, registered under the number 22251, Reg. A., Vol. 23.

To be sold separately, at my office, in the Court House at Roberval, on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office. Sheriff.

Roberval, December 21, 1925.

[First publication, December 26, 1925]

5866—52–2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 4911. } ADELARD TANGUAY, de la paroisse de Roberval, Industriel, demandeur; vs THOMAS ST-PIERRE, cultivateur et menuisier, demeurant au village de Notre-Dame-d'Hébertville, ayant un domicile élu aux fins des présentes, au greffe de la Cour supérieure, à Roberval, défendeur, à savoir:

Tous les droits, privilèges et prétentions quelconques que le défendeur, Thomas St-Pierre, a ou peut avoir dans ou sur l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain ou emplacement sis et situé en le village d'Hébertville, étant le lot numéro quatre-vingt-deux (No, 82), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village d'Hébertville, de la contenance de six mille six cents pieds—avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 22 décembre 1925. 5897—52–2

[Première publication, le 26 décembre 1925]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. No. 4911. } ADELARD TANGUAY, of the parish of Roberval, industrialist, Plaintiff; vs THOMAS ST. PIERRE, farmer and joiner, living at the village of Notre Dame of Hebertville, having elected domicile for the purposes hereof, at the office of the clerk of the Superior Court at Roberval, Defendant, to wit:

All the rights, privileges and pretensions whatsoever that the Defendant, Thomas St. Pierre, has or may have in or upon the following immoveable, to wit:

A lot of land or emplacement lying and situate in the village of Hebertville, being the lot number eighty-two (No. 82), on the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Hebertville, containing six thousand six hundred feet—together with all the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Notre Dame d'Hébertville, THURSDAY, the TWENTY EIGHTH day of JANUARY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office. Sheriff.

Roberval, December 22, 1925. 5898—52–2

[First publication, December 26, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 936.

OCTAVE GINGRAS, épicier, de la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, demandeur; vs ANTOINE RENAUD, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain portant le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (No 497) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme—avec maison et dépendances y érigées.

Pour être vendu à mon bureau d'affaires, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le CINQUIEME jour de JANVIER, mil neuf cent vingt-six, à DIX jeures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.

Saint-Jérôme, 26 novembre 1925. 5487—49-2

[Première publication, le 5 décembre 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 936.

OCTAVE GINGRAS, grocer, of the town of Saint Jerome, in the district of Terrebonne, plaintiff; vs ANTOINE RENAUD, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land bearing number four hundred and ninety seven (No. 497), on the official plan and book of reference of the town of Saint Jerome—with the house and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the town of Saint Jérôme, said district, the FIFTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty six, at TEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office, Sheriff.

Saint Jérôme, November 26, 1925. 5488—49-2

[First publication, December 5, 1925]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. No 1013.

JACQUES OUELLETTE, journalier, des cité et district de Montréal, demandeur; vs FRIDOLIN LEFEBVRE ET ISRAEL LEFEBVRE, tous deux cultivateurs, de Saint-Joseph-du-Lac, district de Terrebonne, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette dite paroisse sous le numéro cent quarante-trois (No 143)—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

2. Un autre lot de terre situé au même lieu de Saint-Joseph-du-Lac, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette dite paroisse sous le numéro cent quarante-quatre (No 144)—avec les bâtisses dessus construites.

3. Une terre située en la susdite paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de cette dite paroisse sous le numéro cent vingt et un (No 121)—avec bâtisses dessus érigées.

4. Un emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac sous le numéro cent trente (No 130)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, district de Terrebonne, le SEPTIEME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-six, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif. J.-W. CYR.

Saint-Jérôme, 30 novembre 1925.

[Première publication, 5 décembre 1925]

5489—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne. No. 1013.

JACQUES OUELLETTE, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs FRIDOLIN LEFERVRE AND ISRAEL LEFEBVRE, both farmers, of Saint Joseph du Lac, district of Terrebonne, defendants.

As belonging to the said defendants, the following immoveables, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Joseph du Lac, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under number one hundred and forty three (No. 143)—with a house and other buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate at the same place of Saint Joseph du Lac, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under number one hundred and forty four (No. 144)—with the buildings thereon erected.

3. A farm situate in the aforesaid parish of Saint Joseph du Lac, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under number one hundred and twenty one (No. 121)—with the buildings thereon erected.

4. An emplacement situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph du Lac under number one hundred and thirty (No. 130)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the Catholic church of the parish of Saint Joseph du Lac, district of Terrebonne, the SEVENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty six, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office. Sheriff.

Saint Jérôme, November 30, 1925.

[First publication, December 5, 1925]

5490—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de magistrat de district.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No 1281. WELLIE CROTEAU, demandeur; vs JOSEPH SIMONEAU ET UXOR, conjointement et solidairement, défendeurs.

Comme appartenant à Dame Clarina Brochu, épouse de Joseph Simoneau, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Sylvère, contenant cinq arpents et trois quarts, plus ou moins, de largeur sur la profondeur dudit lot, étant les cinq arpents et trois quarts environ du côté sud-ouest du lot numéro vingt-trois (23) du dixième rang du canton de Maddington, et connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude, division d'enregistrement No 1 du comté de Nicolet, comme étant les cinq arpents et trois quarts environ, côté sud-ouest, du lot numéro quatre cent trois (403); tenant au chemin de front du rang aboutissant à la Rivière Bécancourt, située entre Cyprien Boisvert au sud-ouest et Paul Lanneville au nord-est; comprenant les trois arpents et demi centre dudit lot acquis par Ludger Morrissette, de Zéphirin Morrissette, et le quart sud-ouest dudit lot acquis de Louis Théault—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire, cependant, de ladite terre, un morceau de terre vendu à Henri Deshaies; borné en front, au chemin du rang, en profondeur à la première érable de la sucrerie, du côté sud-ouest à Cyprien Boisvert et de l'autre côté à la balance de la terre, d'une largeur d'environ un arpent, le clos établissant les lignes, le tout suivant contrat devant le notaire A. Dumont.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvère, dans le comté de Nicolet, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 22 décembre 1925.

[Première publication, 26 décembre 1925]

5869—52-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District Magistrate's Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 1281. WELLIE CROTEAU, plaintiff; vs JOSEPH SIMONEAU ET UXOR, jointly and severally, defendants.

As belonging to Dame Clarina Brochu, wife of Joseph Simoneau, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Sylvère, containing five arpents and three quarters, more or less, in width by the depth of said lot, being about the five arpents and three quarters on the southwest side of lot number twenty three (23) of the tenth range of the township of Maddington, and known and designated on the official cadastre of the parish of Sainte Gertrude, Registration Division No. 1 of the county of Nicolet, as being about the five arpents and three quarters on the southwest side of lot number four hundred and three (403); adjoining the front road of the range, abutting on the River Bécancourt and lying between Cyprien Boisvert to the southwest and Paul Lanneville on the northeast, including the central three arpents and a half of said lot purchased by Ludger Morrissette from Zéphirin Morrissette and the southwest quarter of said lot purchased from Louis Théault—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted, however, from the said land, a parcel of land sold to Henri Deshaies; bounded in front by the road of the range, in depth by the first maple tree of the sugary, on the southwest side by Cyprien Boisvert and on the other side by the balance of the land, of a width of about one arpent, as fenced in the lines, for the whole according to a contract before notary A. Dumont.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Sylvère, in the county of Nicolet, the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, 1926, at TEN oclock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff's office. Sheriff.

Three Rivers, December 22nd, 1925.

[First publication, 26th December, 1925]

5870—52-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No 497. THE MASSEY HARRIS CO., LIMITED, corporation légale ayant son principal bureau d'affaires dans la ville de Toronto, province d'Ontario, et un autre bureau d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs URBAIN DUCHESNE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides, dans le premier rang du township de Shawinigan, connue et désignée sous le numéro cinq cent quatre-vingt-six (No 586) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore—avec maison et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; moins une lisière de quarante pieds (40) de largeur sur la largeur de la dite terre, de chaque côté de la rivière de Shawinigan qui traverse la dite terre; moins aussi le pouvoir d'eau de la dite rivière, avec un morceau de terre d'un arpent de largeur sur un arpent de profondeur que s'est réservé

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 497. THE MASSEY HARRIS CO., LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business in the town of Toronto, Province of Ontario, and another place of business for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs URBAIN DUCHESNE, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint Gérard des Laurentides, in the first range of the township of Shawinigan, known and designated under number five hundred and eighty six (No. 586) of the hypothecary cadastre of the parish of Sainte Flore—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; less a strip of land of forty feet (40) in width on the width of the said farm, on each side of the Shawinigan River which crosses the said farm; less also the water-power of the said river, with a parcel of land of one arpent in width by one arpent in depth that Henri Bouchard,

Henri Bouchard, l'auteur du débiteur, à prendre voisin de la dite lisière de quarante pieds (40), avec un droit de passage pour aller de là sur la voie publique. A distraire aussi tout le terrain qui se trouve du côté est de la rivière Shawinigan, mesurant environ trois arpents en superficie.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides, dans le premier rang du township de Shawinigan, contenant environ deux arpents et quart de front sur la profondeur dudit rang, et étant la juste moitié sud du lot de terre numéro cinq cent quatre-vingt-huit (½ S. No 588) du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison et autres bâtisses y érigées; sauf à distraire de la dite terre cette partie d'icelle qui se trouve au nord-est de la rivière Shawinigan.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gérard-des-Laurentides, dans le comté de Saint-Maurice, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 1er décembre 1925.
[Première publication, 5 décembre 1925]
5491—49-2

the auteur of the debtor, has reserved to be taken next to the said strip of forty feet (40), with the right of way to go from thence to the public road. To be deducted also all the land which is on the east side of the Shawinigan River, measuring about three arpents in superficies.

2. A farm situate in the parish of Saint Gérard des Laurentides, in the first range of the township of Shawinigan, containing about two arpents and a quarter in front by the depth of said range, and being the exact south half of the lot of land number five hundred and eighty eight (S. ½ No. 588), on the cadastre of the parish of Sainte Flore—together with a house and other buildings thereon erected; save and to be deducted from the said land the part which is situate at the northeast of the Shawinigan River.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Gérard des Laurentides, in the county of Saint Maurice, the FIFTH day of JANUARY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, December 1st., 1925.
[First publication, December 5, 1925]
5492—49-2

Nominations

Il a plu à Monsieur l'Administrateur du gouvernement de la province de Québec, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 15 décembre 1925.

M. Coote Nisbett Shanley, de la ville de Riverbend, juge de paix pour le district de Roberval.

Québec, le 17 décembre 1925.

M. Napoléon Bissonnette, de la cité de Québec, commis au bureau de la division d'enregistrement de Québec. 5833

Appointments

The Administrator of the Government of the Province of Quebec has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, December 15, 1925.

Coote Nisbett Shanley, of the town of Riverbend, to be a Justice of the Peace for the district of Roberval.

Quebec, December 17, 1925.

Napoléon Bissonnette, of the city of Quebec, to be a clerk in the Office of the Registration Division of Quebec. 5834

Arrêté en Conseil

COPIE DE RAPPORT d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 3 décembre 1925, approuvé par l'Administrateur le 4 décembre 1925.

Concernant la subdivision d'une partie du No 423 du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélémy, comté de Berthier.

L'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 3 décembre, (1925), expose: que le vingt-sixième jour de septembre dernier (1925), il a été publié dans la Gazette Officielle de Québec une proclamation relative à la subdivision d'une partie du No 423 du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélémy, dans le comté de Berthier. Cette subdivision comprenait des lots déjà subdivisés et vendus sans qu'au préalable un plan et un livre de renvoi en eussent été déposés au Département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, en conformité avec l'article 2175 du Code civil, et qui, à raison de cette lacune, rendait la procédure sujette à des formalités particulières, entre autres, à la publication d'un

Order-in-Council

COPY OF REPORT of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 3rd of December, 1925, approved by the Administrator the 4th of December, 1925.

Respecting the subdivision of a part of No. 423 of the cadastre of the parish of Saint Barthelemy, county of Berthier.

The Honourable Minister of Colonisation, Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 3rd of December, 1925, sets forth: that the twenty sixth day of September last, 1925, a proclamation was published in the Quebec Official Gazette relative to the subdivision of a part of No. 423 of the cadastre of the parish of Saint Barthelemy, in the county of Berthier. The said subdivision comprised lots already subdivided and sold without a plan and book of reference thereof having been previously deposited in the Department of Colonisation, Mines and Fisheries, in conformity with article 2175 of the Civil Code, and which, on account of such omission, rendered the procedure subject to particular formalities, among other, to the publica-

avis dans la Gazette Officielle invitant les personnes ayant des hypothèques enregistrées sur les dits immeubles d'avoir à les renouveler dans l'année à compter de la date de la dite proclamation. Que la dite proclamation, à sa face même, ne donne pas le délai requis par la loi pour opérer le renouvellement susdit; qu'elle est en conséquence inutile, nulle et de nul effet et que l'Honorable Ministre recommande qu'elle soit de fait tenue pour nulle et comme si elle n'avait jamais existé.

Certifié,

Le greffier Conseil Exécutif,

5805 A. MORISSET.

tion of a notice in the Official Gazette inviting persons having registered hypothecs on the said immovables to have them renewed within the year from the date of the said proclamation. That the said proclamation, on its face even, does not give the delay required by law to effect the aforesaid renewal; that it is therefore useless, void and of no effect and that the Honourable Minister recommends that it be in fact held as void and as if it had never existed.

Certified,

A. MORISSET,

5806 Clerk of Executive Council.

Assurance

Avis est par le présent donné que la "New York Underwriters Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurances contre le feu, ouragan, grêle, explosion, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et automobile (à l'exception de l'assurance contre les pertes en raison de blessures corporelles), le et après ce premier jour de décembre, 1925.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province sont: Robert-Y. Hunter, 14 rue Saint-Jean, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce premier jour de décembre, 1925.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Département du Trésor,
Branche des assurances.
Québec, P. Q. 5851—52-2

Insurance

Notice is hereby given that the "New York Underwriters Insurance Company" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of Fire, Tornado, Hail, Explosion, Sprinkler Leakage and Automobile (excluding insurance against liability for loss by reason of bodily injury to the person), on and after this first day of December, 1925.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec are: Robert Y. Hunter, 14 Saint John Street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this first day of December, 1925.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Treasury Department,
Insurance Branch,
Quebec, P. Q. 5852—52-2

Demandes à la Législature

Avis public est donné qu'Adélard Lacasse, des cité et district de Québec, optométriste et opticien, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à continuer d'exercer sa profession dans la province de Québec, le déclarant membre de l'Association des Optométristes et Opticiens de la province de Québec et pour d'autres fins, et pour le cas où cette association présenterait à la même session de la Législature un projet de loi tendant à faire amender sa charte, avis public est donné que ledit Adélard Lacasse, s'il le juge à propos, fera sa demande par voie d'amendement à ce projet de loi.

Le pétitionnaire,

ADÉLARD LACASSE.

Québec, 15 décembre 1925. 5849—52-4

Avis public est donné que Victor Cardinal, Hercule Roy, Alphonse Deguire, fils, Xavier Cardinal, Joseph Deguire, Alphonse Goyer, Edouard Roy, Auguste Cardinal, Antoine-O. Desrosiers, John Hughes, Camille Légaré, cultivateurs, et James McKenna, fleuriste, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi mettant à la charge de la cité de Montréal seule le coût de la

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Adélard Lacasse, of the city and district of Quebec, optometrist and optician, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act authorizing him to continue to practise his profession in the Province of Quebec, declaring him to be a member of the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec and for other purposes, and should such Association present a bill at the same session of the Legislature for the purpose of amending its charter, public notive is given that the said Adélard Lacasse, if he sees fit, will apply, by way of amendment, for the insertion of an amendement to the above effect.

ADELARD LACASSE,

Petitioner.

Quebec, 15th December, 1925. 5850—52-4

Public notice is hereby given that Victor Cardinal, Hercule Roy, Alphonse Deguire, Jr., Xavier Cardinal, Joseph Deguire, Alphonse Goyer, Edouard Roy, Auguste Cardinal, Antoine O. Desrosiers, John Hughes, Camille Legaré, farmers, and James McKenna, florist, all of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its coming session, for the passing of an Act providing that the cost of construction, paving, repairs and main-

construction, du pavage, de la réparation et de l'entretien du Chemin de la Côte-des-Neiges, à partir du boulevard Westmount jusqu'à la rue Saint-Pascal, et pour d'autres fins, et pour le cas où la Cité de Montréal présenterait à la prochaine session de la Législature un projet de loi tendant à faire amender sa charte, avis public est donné que lesdits pétitionnaires feront leur demande par voie d'amendement à ce projet de loi, s'ils le jugent à propos.

Montréal, 22 décembre 1925.

Les avocats des pétitionnaires,
DESSAULLES, GARNEAU,
DESY & SAINT-JACQUES.

5853—52-4

Avis est par les présentes donné que la "Canadian International Paper Company," compagnie incorporée, fera application à la Législature de la province de Québec, lors de sa prochaine session, pour un acte ratifiant un certain règlement passé par le Conseil Municipal de la municipalité de West Templeton, dans le Comté de Hull, et les conventions entre la dite Compagnie et la dite municipalité fixant pour une période de vingt ans l'évaluation municipale de la propriété, des usines et des constructions en rapport avec un moulin de pulpe et de papier projeté et ses accessoires, situé en la dite municipalité, et pour autres objets.

Montréal, 21 décembre 1925.

Les procureurs des requérants,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.

5855—52-4

Avis est donné que la corporation du village de Sainte-Anne, dans le comté de Chicoutimi, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'établir et de maintenir, conjointement avec la ville de Chicoutimi, un service de bateaux pour la traversée sur la rivière Saguenay, entre la ville de Chicoutimi et le village de Sainte-Anne ou le canton de Tremblay, et que, dans le cas de refus de la ville de Chicoutimi de concourir à la municipalisation du service de cette traverse, la corporation du village de Sainte-Anne soit autorisée à organiser et maintenir seule ce service, et pour autres fins.

Chicoutimi, 21 décembre 1925.

Le procureur de la corporation du village de Sainte-Anne,
ELZEAR LEVESQUE.

5875—52-4

Avis est par les présentes donné que MM. J.-Edouard Mignault, Arthur Paquet, J.-E. Gagnon, J.-Calixte Lacasse, de la cité de Québec, membres de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, Alphonse Morisset, de la ville de Montmagny, membre de ladite Association, et J.-E. Valentine, de la cité de Québec, négociant, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation avec les personnes qui se joindront à eux à l'avenir, sous le nom de "Le Collège d'optique de Québec", dans le but d'aider à l'avancement et à la diffusion de la science de l'optométrie et de l'optique par la création d'une école à Québec où seront donnés des cours spéciaux à ceux qui se destinent à la carrière d'optométriste et d'opticien. En sus des pouvoirs nécessaires au fonctionnement d'une corporation de ce genre, elle demandera ceux de créer à Québec une école d'optométrie et d'optique, de définir le programme de l'enseignement qui y sera donné, de nommer les professeurs néces-

tenance of Côte des Neiges Road, from Westmount Boulevard to Saint Pascal Street, be paid by the City of Montreal, and for other purposes, and should the City of Montreal present a bill at the same session of the Legislature for the purpose of amending its charter, public notice is hereby given that the said petitioners, if they see fit, will propose an amendment to the above effect.

Montreal, 22nd December, 1925.

DESSAULLES, GARNEAU,
DESY & SAINT-JACQUES,
Attorneys for Petitioners.

5854—52-4

Notice is hereby given that the "Canadian International Paper Company",a body corporate, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an Act to ratify a certain By-Law passed by the Municipal Council of the Municipality of West Templeton, in the County of Hull, and agreements between the said Company and the said Municipality providing for the fixing for a period of twenty yearsof the valuation for municipal purposes upon property, works and constructions having to do with a proposed pulp and paper mill and accessories, in the said municipality, and for other purposes.

Montreal, 21st December, 1925.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Attorneys for Applicant.

5856—52-4

Notice is hereby given that the corporation of the village of Sainte Anne, in the county of Chicoutimi,will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to establish and maintain, jointly with the town of Chicoutimi, a ferry service over the River Saguenay, between the town of Chicoutimi and the village of Sainte Anne or the township of Tremblay, and, in case of refusal by the town of Chicoutimi to agree to the municipalization of such ferry service, the corporation of the village of Sainte Anne be authorized to organize and maintain alone such service, and for other purposes.

Chicoutimi, December 21st, 1925.

ELZEAR LEVESQUE,
Attorney for the corporation of the village of Sainte Anne.

5876—52-4

Notice is hereby given that J. Edouard Mignault, Arthur Paquet, J. E. Gagnon, J. Calixte Lacasse, of the city of Quebec, members of the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec, Alphonse Morisset, of the town of Montmagny, member of said Association, and J. E. Valentine, of the city of Quebec, merchant, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to constitute them, with the persons who may join them in the future, a body politic and corporate under the name of "Le Collège d'Optique de Québec", with a view to promoting the advancement and diffusion of the science of optometry and optics by the creation of a school at Quebec wherein shall be given special course to those wishing to embrace the profession of optometrist and optician. In addition to the powers necessary for the proper working of a corporation of this nature, it will apply for the powers to create, at Quebec, a school of optometry and optics, to define the course of studies to be given therein, to appoint the neces-

saires, de l'affilier à l'Université Laval, après entente avec elle, d'adopter des règlements fixant les conditions d'admission des membres du Collège, de leur enregistrement comme tels et d'octroi de licences leur permettant de pratiquer comme optométristes et opticiens, d'édicter des pénalités contre ceux qui pratiqueront l'optométrie et l'optique sans y être autorisés par la loi proposée ou par toute autre loi en vigueur, et contre ceux qui contreviendront à ces dispositions, de déterminer la procédure à suivre dans ces poursuites et de faire l'attribution des pénalités imposées; le tout sans préjudice des droits des médecins et chirurgiens de la province de Québec et des membres de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, et sans affecter les marchands de lunettes.

Québec, 14 décembre 1925.

Les procureurs des pétitionnaires,
JEAN HUDON et
ROBERT CANNON,
Avocats.

5877—52-4

sary professors, to affiliate it to Laval University after agreement with said University, to adopt by-laws fixing the conditions of the admission of members of the college and their registration as such and the granting of licenses permitting to practice the profession of optometrists and opticians, to enact penalties against those practising optometry and optics without being authorized so to do by the projected Act or by any other act in force and against those contravening such provisions, to determine the procedure to be followed in such suits and to appropriate the penalties imposed; the whole without prejudice to the rights of physicians and surgeons of the Province of Quebec and of the members of the Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec, and without affecting the dealers in eye-glasses.

Quebec, December 14, 1925.

JEAN HUDON &
ROBERT CANNON,
Attorneys for applicants.

5878—52-4

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Travaux permanents dans les ruelles privées; construction et paiement de pavages permanents; quote-part des propriétaires de lots de coin dans le coût des travaux permanents; emprunts; marchés et abris publics; égouts collecteurs; tunnels; incinérateurs, viaducs; organisation et tenue d'une exposition; annexion de municipalités ou de partie de municipalités; taxes; règlements; pouvoirs du Conseil; rôle de répartition du coût de l'égout collecteur West Broadway; acquisition à l'amiable ou expropriation d'immeubles et procédures à ce sujet; contribution à la construction, à l'administration et à l'entretien d'un pont entre Montréal et Longueuil; taxe sur les personnes ouvrant temporairement un magasin ou vendant temporairement dans un autre local; validation, acte de modification entre la cité et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; acte de modification entre la cité et la "Canadian National Railway Co."; bail par "The Stanley Bagg Corporation" à la Cité; cession par la Cité de la rue Sainte-Croix aux Sœurs de Miséricorde de Montréal; construction de voies de tramways dans le parc Mont-Royal et échange de terrains à ce sujet: élections; date des élections générales; manœuvres frauduleuses; bureaux de votation; avis aux électeurs; bureaux de renseignements pour les électeurs; vente d'automobiles à l'enchère; vente d'immeubles pour arrérages de taxes; redressement de lignes de rues; abrogation de certains articles de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et des lois qui l'amendent; changement des limites de certains quartiers.

L'assistant-greffier de la cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de Ville,
Montréal, 22 décembre, 1925. 5881—52-4

CITY OF MONTRAL

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at its coming session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different Acts amending the same, on the following matters:

Permanent works on private lanes; laying of permanent pavings and payment of the cost thereof; portion of the cost of permanent works payable by owners of corner lots; loans; public markets and shelters; trunk sewers; tunnels; incinerators; subways; organization and holding of an exhibition; annexation of municipalities or parts of municipalities; taxes; by-laws; powers of the Council; roll of apportionment of the cost of the West Broadway trunk sewer; acquisition by mutual agreement or expropriation of immovables and proceedings in connection therewith; contribution towards the construction, administration and maintenance of a bridge between Montreal and Longueuil; tax on persons temporarily opening a shop or temporarily selling goods in any other premises; ratification of deed of modification between the city and the Canadian Pacific Railway Company; of deed of modification between the City and the Canadian National Railway Co.; of lease by the Stanley Bagg Corporation to the City and of deed of cession of Saint Croix Street by the city to the Sisters of Mercy of Montreal; laying of tramway tracks in Mount Royal Park and exchange of land in connection therewith; elections; date of general elections; corrupt practices; polling booths, notice to electors; information bureaus for electors; sale of automobiles by public auction; sale of immovables for arrears of taxes; straightening of street lines; repeal of certain articles of the Act 62 Victoria chapter 58, and of the Acts amending the same; alteration of the limits of certain wards.

J. ETIENNE GAUTHIER,
Assistant City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,
Montreal, 22nd December, 1925. 5882—52-4

Avis est par les présentes donné, que "La Compagnie des Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie", une corporation ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation, la loi 6 George V, chapitre 77 et ses amendements la loi 11 Georges V, chapitre 138 et la loi 14 Georges V, chapitre 106, regardant la période nécessaire pour la construction de son chemin de fer et le droit de faire circuler des autobus entre les mêmes limites et pour d'autres fins.

ANTOINE CHAUVIN,
Procureur de "La Compagnie des Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Montréal, 21 décembre 1925. 5883—52-4

Notice is hereby given that "Verchères, Chambly and Laprairie Tramways Company", a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, the Act 6 George V, chapter 77, as amended by the Acts 11 George V, chapter 138, and 14 George V, chapter 106, by extending the delay during which the construction of its railway may be commenced and completed, and to obtain the power to circulate autobus in the same district and other purposes.

ANTOINE CHAUVIN,
Attorney for "Vercheres, Chambly and Laprairie Tramways Company".

Montreal, December 21, 1925. 5884—52-4

Avis est donné que la Compagnie dite "Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Limited", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire autoriser le Conseil de la cité de Québec à fixer pour une période d'années l'évaluation des immeubles possédés par la compagnie, pour les fins de son industrie, dans les limites de la cité.

Les procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.

Québec, 23 décembre 1925. 5885—52-4

Notice is hereby given that "Anglo Canadian Pulp & Paper Mills, Limited" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an Act authorizing the Council of the City of Quebec to determine for a period of years the valuation of the real estate held by the Company, for the purposes of its industry, within the limits of the city.

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for petitioner.

Quebec, December 23, 1925. 5886—52-4

Avis est donné que la compagnie dite "Quebec Apartments, Limited" s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour faire autoriser le Conseil de la cité de Québec à fixer pour une période d'années l'évaluation de l'immeuble appartenant à la compagnie et connu sous le nom de "Château St-Louis".

Les procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU.

Québec, 23 décembre 1925. 5887—52-4

Notice is hereby given that the "Quebec Apartments, Limited", will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an Act authorizing the Council of the City of Quebec to determine for a period of years the valuation of its real estate known under the name of "Château St-Louis".

ST. LAURENT, GAGNE,
DEVLIN & TASCHEREAU,
Attorneys for petitioner.

Quebec, December 23, 1925. 5888—52-4

Avis public est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires de la succession de l'honorable Louis Tourville s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi augmentant les revenus des légataires particuliers et universels de la succession et la rétribution des exécuteurs testamentaires, et pour autres fins.

Montréal, 23 décembre, 1925.

Le procureur des requérants,
ALPHONSE DECARY.

5889—52-4

Public notice is hereby given that the testamentary executors and trustee administrators of the Estate of the Honourable Louis Tourville shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of an Act augmenting the revenues of the universal and particular legatees of the estate and the remuneration of the testamentary executors, and for other purposes.

Montreal, December 23rd., 1925.

ALPHONSE DECARY,
The attorney of the Petitioners.

5890—52-4

Avis est par les présentes donné que "The Homœopathic Hospital of Montreal" présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi pour amender la Loi 4, Edouard VII, chapitre 96, constituant en corporation "The Homœopathic Hospital of Montreal", en augmentant la valeur annuelle des propriétés immobilières que ladite corporation peut posséder, de vingt mille piastres à cent mille piastres.

Montréal, 23 décembre, 1925.

Les procureurs des requérants,
CHAUVIN, MEAGHER, WALKER,
STUART & CREPEAU.

5891—52-4

Notice is hereby given that "The Homœopathic Hospital of Montreal", will present to the Legislature of Quebec, at its coming session, a Bill providing an amendment to the Act 4, Edward VII, chapter 96, incorporating "The Homœopathic Hospital of Montreal", by increasing the annual value of the immovable property which the said Corporation may hold, from twenty thousand dollars to one hundred thousand dollars.

Montreal, December 23rd., 1925.

CHAUVIN, MEAGHER, WALKER,
STEWART & CREPEAU,
Attorneys for Petitioner

5892—52-4

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, No 324, Cour Supérieure. Dame Marie-Rose Martel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Edmond Robert, de la ville de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, a institué une action en séparation de biens contre sondit époux.

Saint-Hyacinthe, 22 décembre 1925.

Les avocats de la demanderesse,
MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS.

5871—52-5

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 324. Dame Marie Rose Martel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Edmond Robert, of the city of Marieville, district of Saint Hyacinthe, has instituted an action for separation as to property against her husband.

St-Hyacinthe, 22nd December, 1925.

MONTY, DURANLEAU, ROSS & ANGERS,
Attorneys for plaintiff.

5872—52-5

Ordre de Cour

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure, No 1676, L.-J.-O. Beauchemin & *Al*, demandeurs; vs Roméo Prévost & *Al*, défendeurs; et Montreal Trust Company, tiercesaisie; et Wm.-G.-M. Robertson, intervenant.

Conformément à l'article 673 du Code de Procédure de Québec et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, rendu à Montréal, par l'honorable juge Bruneau, le 18 décembre, 1925, ordre est donné aux créanciers de feu Roméo Prévost, en son vivant, comptable, des cité et district de Montréal, d'avoir à produire leur réclamation dans la susdite cause sous quinze jours de la première insertion du présent avis, pour être colloqués suivant la loi.

Montréal, 22 décembre, 1925.

T. DEPATIE.
Dépt. P. C. S.

5893—52-2

Rule of Court

Province of Quebec District of Montreal. Superior Court, No 1676. L. J. O. Beauchemin & *Al*, plaintiffs; vs Roméo Prévost & *Al*, defendants; & Montreal Trust Company, *tiercesaisie*; & Wm. G. M. Robertson, intervenant.

Pursuant to article 673 of the Code of Civil Procedure of Quebec and in virtue of a judgment of the Superior Court, rendered at Montreal, by Honourable Justice Bruneau, on the 18th day of December, 1925, order is hereby given to the creditors of the late Roméo Prévost, in his lifetime, accountant, of the city and district of Montreal, to fyle their claims in the above mentioned case, within fifteen days from the first publication of the present notice, so that they may be collocated according to law.

Montreal, 22nd December, 1925.

T. DEPATIE,
Dep. P. S. C

5894—52-2

Vente—Loi de faillite

Dans l'affaire de: Lachance & Desroches, Enreg., peintres-décorateurs, Québec, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de JANVIER 1926, à ONZE heures a.m., sera vendu à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble en cette affaire comme suit:

Un emplacement situé au No 128 rue Montmagny, quartier Saint-Sauveur de la cité de Québec, mesurant 31 pieds et 4 pouces de front sur 70 pieds de profondeur; borné en front à l'est à la rue Montmagny, en arrière à l'ouest à la subdivision deux cent soixante-treize du lot numéro deux mille trois cent un (273 de 2301), d'un côté au nord à la Rue Napoléon, de l'autre côté au sud à la subdivision numéro trois cent quarante-quatre du lot numéro deux mille trois cent un (344 de 2301), désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur comme étant la subdivision numéro trois cent quarante-trois du lot numéro deux mille trois cent un (343 de 2301)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et sujet à une rente annuelle et constituée de $43.85 payable aux Révérendes Sœurs Ursulines de Québec, le premier mai de chaque année.

Cette vente est faite conformément aux articles

Sale—Bankruptcy Act

In the matter of: Lachance & Desroches, Reg'd. painters, Quebec, authorized assignors.

Notice is hereby given that on THURDSAY, TWENTY EIGHTH day of JANUARY, 1926, at ELEVEN o'clock a.m., will be sold at our office, 101, Saint Peter Street, Quebec, the property as follows:

One lot of land situate No. 128 Montmagny Street, Saint Sauveur ward of the city of Quebec, measuring 31 feet and 4 inches in front by 70 feet in depth; bounded in front to the east by Montmagny Street, in rear to the west by the subdivision two hundred and seventy three of lot number two thousand three hundred and one (273-2301), on one side to the north by Napoléon Street and on the other side to the south by the subdivision three hundred and forty four of lot number two thousand three hundred and one (344-2301), designated on the plan and book of official references for the cadastre of the parish of Saint Sauveur as being the subdivision number three hundred and forty three of lot number two thousand three hundred and one (343-2301)—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies and subject to an annual rental of $43.85 payable to Reverendes Sœurs Ursulines de Quebec, the first of May of each year.

This sale is made persuant to articles 716 &717

716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4 *a*, *b*, *c*, de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics.
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue St-Pierre,
Québec, 23 décembre 1925. 5873—52-2

Dans l'affaire de Art. Bonenfant, Charlemagne, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, LE VING-SEPTIÈME JOUR DE JANVIER, 1926, à onze heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, et conformément au paragraphe 4a, b, c et e de l'article 20 de la loi de faillite, à la porte de l'église paroissialle de Charlemagne, l'immeuble suivant:

Un emplacement situé en cette partie de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite qui forme maintenant le village de Charlemagne, contenant en superficie environ un demi-arpent, plus ou moins; tenant devant au chemin public, derrière à cette partie de la terre autrefois possédée par M. Antoine Champagne, et aujourd'hui vendue et subdivisée en lots de village, d'un côté aux représentants de feu Félix Séguin et de l'autre côté à l'emplacement appartenant auparavant à Onésime Mercier, ainsi que maison et autres bâtisses y érigées; le dit immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette dite partie de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite quiforme maintenant le village de Charlemagne, comme faisant partie du lot numéro vingt-six (26) des dits plan et livre de renvoi officiels.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur, et le prix de vente sera payable comptant.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite, tel que ci-dessus, équivaut à une vente par le shérif.

Montréal, le 23 décembre 1925.

Le syndic,
WILFRID DAMPHOUSSE.

Bureau: 426 Power Bldg.,
Tel.: Plateau 1211-1212,
Montréal. 5895—52-2

---

of the C. C. P., and also to article 20, paragraph 4, *a*, *b*, *c*, of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,
Trustees.

Office: 101 Saint Peter Street,
Quebec, December 23rd, 1925. 5874—52-2

In the matter of Art. Bonenfant, Charlemagne, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that WEDNESDAY the TWENTY-SEVENTH DAY OF JANUARY, 1926, at eleven o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, and pursuant to the paragraph 4a, b, c. and e, of article 20 of the Bankruptcy Act, at the door of the parochaial church of Charlemagne, the following immovable:

An emplacement situate in that part of the parish of St. Paul l'Ermite, now forming the village of Charlemagne, containing in superficies about half an arpent, more or less; bounded in front by the public road, in rear by this portion of land formerly possessed by Mr. Antoine Champagne, and now sold and subdivided in village lots, on one side by the representatives of late Felix Seguin and on the other side by the emplacement formerly belonging to Onesime Mercier—together with the house and other buildings erected upon; the said immovable known and designated on the official plan and book of reference of that said part of the parish of Saint Paul l'Ermite now forming the village of Charlemagne, as being part of the lot number twenty six (26 of the said official plan and book of reference

The adjudication will be made to the highest bidder, and the price of sale will be payable cash.

This sale is made pursuant the Bankruptcy Act, as hereabove, and is equal to a sheriff's sale.

Montreal, December 23, 1925.

WILFRID DAMPHOUSSE,
Trustee.

Office: 426 Power Bldg.
Phone: Plateau 1211-1212.
Montreal. 5896—52-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 52

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Camirand vs Lamy 3889
" Drouin vs Rancourt 3888
" Dumontet vs Barbeau 3889
" Freedman vs Lazare 3888
" Gaudet vs Bellehumeur 3888
" Greenberg vs Tamarin 3889
" Lemieux vs Blanchet 3889
" Martel vs Robert 3917
" Millette vs Beaudry 3888
" Trépanier vs Labbée 3888

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dame Lottinville vs Paquette 3889

ANNONCEURS:—Avis aux 3845

Index of the Quebec Official Gazette, No 52

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Camirand vs Lamy 3889
" Drouin vs Rancourt 3888
" Dumontet vs Barbeau 3889
" Freedman vs Lazare 3888
" Gaudet vs Bellehumeur 3888
" Greenberg vs Tamarin 3889
" Lemieux vs Blanchet 3889
" Martel vs Robert 3917
" Millette vs Beaudry 3888
" Trépanier vs Labbée 3888

ACTIONS FOR SEPARATION NS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Dame Lottinville vs Paquette 3889

ADVERTISERS:—Notice to 3845

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant la subdivision d'une partie du No 423 du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélémy, comté de Berthier 3912

ASSURANCES:—

La Cie d'assurance du Peuple du Canada. 3877

New York Underwriters Insurance Co.. 3913

AVIS DIVERS:—

Brien, L.-A., notaire destitué..... 3890
Canadian International Paper Co..... 3890

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Concernant les bills privés qui seront présentés à la prochaine session..... 3847

BUREAU-CHEF:—

Hall & Robinson, Ltd..... 3890
Household Appliances, Ltd..... 3891

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Ltd..... 3916
Association des optométristes et opticiens de la province de Québec..... 3886
Brunet, Joseph..... 3880
Bureau de Commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec.... 3887
Canadian International Paper Co..... 3878
Canadian International Paper Company 3914
Cardinal, Victor *et al*..... 3913
Cie d'assurance mutuelle du Commerce. 3885
Cité d'Outremont..... 3881
Cité de Montréal..... 3914
Cité de Saint-Lambert..... 3878
Cité de Verdun..... 3879
C.-N. Armstrong..... 3884
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal..... 3885
Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et Marie..... 3877
Eglise Unie du Canada..... 3880
Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal..... 3886
Hôpital Saint-Joseph de Rimouski..... 3878
Lacasse, Adélard..... 3913
La Cie des Tramawys de Verchères, Chambly et Laprairie..... 3916
La Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada..... 3885
Le Collège d'optique de Québec..... 3914
L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe-de Saint-Hyacinthe..... 3878
L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec..... 3882
Middleton, J. A., *et al*..... 3887
Monette, Rodolphe..... 3882
Noranda Mines, Ltd..... 3883
Pinsonnault, Albéric *et al*..... 3880
Prévost, Antonio..... 3880
Quebec Apartments, Ltd..... 3916
Rouyn Mines Railway Co..... 3887
Shaare Zion Congregation of Montreal.. 3884
Sherbrooke Trust Company..... 3886
Société St-Jean-Baptiste de Québec.... 3884
Sœurs de la Présentation..... 3883
St. Aubin, Daniel..... 3885

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting the subdivision of a part of No. 423 of the cadastre of the parish of Saint Barthelemy, county of Berthier..... 3912

INSURANCES—

The People's Life Assurance Co. of Canada..... 3877
New York Underwriters Insurance Co.. 3913

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Brien, L.-A., notary removed..... 3890
Canadian International Paper Co..... 3890

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Relating to Private Bills to be introduced during the next session..... 3847

CHIEF-OFFICE:—

Hall & Robinson, Ltd..... 3890
Household Appliances, Ltd..... 3891

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Anglo Canadian Pulp and Paper Mills, Ltd..... 3916
Association of Optometrists and Opticians of the Province of Quebec..... 3886
Brunet, Joseph..... 3880
Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec..... 3887
Canadian International Paper Co..... 3878
Canadian International Paper Company 3914
Cardinal, Victor *et al*..... 3913
Commercial Mutual Insurance Co..... 3885
City of Outremont..... 3881
City of Montreal..... 3915
City of Saint Lambert..... 3878
City of Verdun..... 3879
C. N. Armstrong..... 3884
Montreal Catholic School Commission.. 3885
Community of the Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary..... 3877
United Church of Canada..... 3880
Holy Trinity Greek Orthodox Community of Montreal..... 3886
Hôpital Saint-Joseph de Rimouski..... 3878
Lacasse, Adélard..... 3913
Verchères, Chambly and Laprairie Tramways Co..... 3916
The Title Guarantee & Trust Corporation of Canada..... 3885
Le Collège d'optique de Québec..... 3914
L'Institut des Sœurs de Sainte-Marthe-de Saint-Hyacinthe..... 3878
L'Œuvre de la Propagation de la Foi de Québec..... 3882
Middleton, J. A., *et al*..... 3887
Monette, Rodolphe..... 3882
Noranda Mines, Ltd..... 3883
Pinsonnault, Albéric *et al*..... 3880
Prévost, Antonio..... 3880
Quebec Apartments, Ltd..... 3916
Rouyn Mines Railway Co..... 3887
Shaare Zion Congregation of Montreal.. 3884
Sherbrooke Trust Company..... 3886
Société St-Jean-Baptiste de Québec.... 3884
Sœurs de la Présentation..... 3883
St. Aubin, Daniel..... 3885

Saint Lawrence Paper Mills, Ltd..... 3881
Succession Louis Tourville..... 3916
Tétreault, Adélard..... 3884
The Homoeopathic Hospital of Montreal 3916
The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd..... 3882
Ville de Barkmere..... 3882
Ville de Chicoutimi *et al*..... 3883
Ville de Montréal-Est..... 3886
Village de Sainte-Anne..... 3914

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—

Vente forces hydrauliques..... 3887

EXAMEN DU BARREAU:—

Montréal, étude du droit..... 3891
Québec: étude du droit..... 3892
Trois-Rivières: étude du droit..... 3892
Trois-Rivières: pratique du droit..... 3892

LETTRES PATENTES:—

Astor Sweets Inc..... 3847
Chapman's Bookstore Inc..... 3848
Covenhoven Securities Corporation, Ltd 3851
Film Projector Corporation..... 3853
Frontenac Service Corporation..... 3856
Green & Tucker, Limited..... 3859
Hall & Robinson, Limited..... 3860
J. Perron, Limitée..... 3863
Pennsylvania Coal Co., Ltd..... 3864
The Cosmopolitan Bakery, Ltd..... 3866
The Eastern Township Manufacturing Co..... 3869
Wildgrove, Limited..... 3874

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Progress Electric Supply Co., Ltd..... 3876

LIQUIDATION:—

Boucher, Lacroix & Fisette, Ltée..... 3893

NOMINATIONS:—

Diverses..... 3912

ORDRE DE COUR:—

Beauchemin *et al* vs Prevost *et al*..... 3917

PROCLAMATION:—

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires, etc..... 3846

RATIFICATION DE TITRE:—

Morin, Joseph..... 3893

VENTE PAR LICITATION:—

Ouimet vs Ouimet *et al*..... 3895

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Bonenfant, Art..... 3918
Lachance & Desroches Enrg..... 3917
Tanguay, E.-G..... 3894

VENTE POUR TAXES:—

Ville de la Pointe-aux-Trembles..... 3896

Saint Lawrence Paper Mills, Ltd..... 3881
Estate Louis Tourville..... 3916
Tétreault, Adélard..... 3884
The Homoeopathic Hospital of Montreal 3916
The Ogilvie Flour Mills Co., Ltd..... 3882
Town of Barkmere..... 3882
Town of Chicoutimi *et al*..... 3883
Town of Montreal East..... 3886
Village of Sainte Anne..... 3914

DEPARTMENT OF LANDS ANN FORESTS:—

Sale water-powers..... 3887

BAR EXAMINATION:—

Montreal: Study of the law..... 3891
Quebec: Study of the law..... 3892
Three Rivers: Study of the law..... 3892
Three Rivers: Practice of the law..... 3892

LETTERS PATENT:—

Astor Sweets Inc..... 3847
Chapman's Bookstore Inc..... 3848
Covenhoven Securities Corporation, Ltd 3851
Film Projector Corporation..... 3853
Frontenac Service Corporation..... 3856
Green & Tucker, Limited..... 3859
Hall & Robinson, Limited..... 3860
J. Perron, Limitée..... 3863
Pennsylvania Coal Co., Ltd..... 3864
The Cosmopolitan Bakery, Ltd..... 3866
The Eastern Township Manufacturing Co..... 3869
Wildgrove, Limited..... 3874

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Progress Electric Supply Co., Ltd..... 3876

WINDING UP NOTICE:—

Boucher, Lacroix & Fisette, Ltée..... 3893

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous..... 3912

RULE OF COURT:—

Beauchemin *et al* vs Prevost *et al*..... 3917

PROCLAMATION:—

Convocation of the Legislature for the despatch of business, etc..... 3846

CONFIRMATION OF TITLE:—

Morin, Joseph..... 3893

SALE BY LICITATION:—

Ouimet vs Ouimet *et al*..... 3895

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Bonenfant, Art..... 3918
Lachance & Desroches Enrg..... 3917
Tanguay, E.-G..... 3894

SALE FOR TAXES:—

Town of Pointe-aux-Trembles..... 3896

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Gingras vs Fortier 3898
Perrault vs Black Lake Asbestos & Chrome Co., Ltd 3998

BEAUCE:—

Côté vs Couture 3899
Poulin vs Grenier 3899
Turgeon vs Poulin 3898

BEAUHARNOIS:—

P.-T. Légaré, ltée vs Tremblay 3900

HULL:—

Aylmer Coal Co., Ltd vs Kidder 3900

MONTCALM:—

Blais vs Bouthillier 3900

MONTMAGNY:—

Frenette vs Côté 3901
P.-T. Légaré, ltée vs Therrien 3901

MONTRÉAL:—

Dionne vs Cardin 3902
Irving vs Bennett 3903
Lamontagne, Ltée vs Lavergne 3903
Le Crédit Montréalais, ltée vs Arvidson . 3904
New-York Life Ins. Co. vs Amesbury Apartments, Ltd 3905
The People's Permanent Mutual Building Society vs Patterson 3904
The Scottish Union and National Ins. Co. vs Patterson 3906

QUÉBEC:—

Payeur vs Cyr 3907
Lepire vs Savard *et al* 3907

RICHELIEU:—

Belisle vs Nadeau 3908

ROBERVAL:—

Proteau *et vir* vs Lavoie 3908
Tanguay vs St-Pierre 3909
Villeneuve vs Lavoie 3909

TERREBONNE:—

Gingras vs Rénaud 3910
Ouellette vs Lefebvre *et al* 3910

TROIS-RIVIÈRES:—

Croteau vs Simoneau *et uxor* 3911
The Massey Harris Co. Ltd vs Duchesne 3911

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Gingras vs Fortier 3998
Perrault vs Black Lake Asbestos & Chrome Co., Ltd 3998

BEAUCE:—

Côté vs Couture 3899
Poulin vs Grenier 3899
Turgeon vs Poulin 3898

BEAUHARNOIS:—

P. T. Légaré, Ltd vs Tremblay 3900

HULL:—

Aylmer Coal Co., Ltd vs Kidder 3900

MONTCALM:—

Blais vs Bouthillier 3900

MONTMAGNY:—

Frenette vs Côté 3901
P. T. Légaré, Ltd vs Therrein 3901

MONTREAL:—

Dionne vs Cardin 3902
Irving vs Bennett 3903
Lamontagne, Ltée vs Lavergne 3903
Le Crédit Montréalais, ltée vs Arvidson . 3904
New-York Life Ins. Co. vs Amesbury Apartments, Ltd 3905
The People's Permanent Mutual Building Society vs Patterson 3904
The Scottish Union and National Ins. Co. vs Patterson 3906

QUEBEC:—

Payeur vs Cyr 3907
Lepire vs Savard *et al* 3907

RICHELIEU:—

Belisle vs Nadeau 3908

ROBERVAL:—

Proteau *et vir* vs Lavoie 3908
Tanguay vs St-Pierre 3909
Villeneuve vs Lavoie 3909

TERREBONNE:—

Gingras vs Rénaud 3910
Ouellette vs Lefebvre *et al* 3910

THREE RIVERS:—

Croteau vs Simoneau *et uxor* 3911
The Massey Harris Co. Ltd vs Duchesne 3911

QUÉBEC:—Imprimé par Ls-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by Ls-A. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.